

---



---

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

---

### SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 99 — 1202

[C - 99/21136]

**25 MARS 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications**

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

Ce projet d'arrêté royal tend à assurer, en premier lieu, la transposition de la directive 98/4/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998. Cette directive modifie en effet la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications. En effet, l'Accord sur les marchés publics conclu en 1994 dans le cadre de l'Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce (désormais l'Organisation mondiale du Commerce) créait par certaines de ces dispositions des conditions plus favorables pour les pays tiers que celles prévues par la directive européenne précitée.

C'est pourquoi, la directive 93/38/CEE a été modifiée par la directive 98/4/CE afin d'offrir, au sein de la Communauté, aux entreprises et aux produits des Etats membres des possibilités d'accès au moins aussi favorables que celles prévues par les dispositions de l'Accord pour les entreprises et les produits des pays tiers signataires de l'Accord.

Plusieurs dispositions de l'Accord avaient déjà été intégrées dans l'arrêté royal du 10 janvier 1996. Certaines modifications supplémentaires doivent cependant être apportées, notamment pour introduire de nouveaux seuils pour la publicité européenne. Les modèles d'avis annexés à l'arrêté sont également adaptés.

A l'occasion de cette transposition et tenant compte de l'expérience résultant de l'application de la nouvelle réglementation relative aux marchés publics, la Commission des marchés publics a également proposé certains aménagements et clarifications du texte de l'arrêté royal. Ceux-ci seront exposés dans le commentaire article par article.

Outre les adaptations purement formelles, les remarques formulées par le Conseil d'Etat ont été rencontrées comme il est exposé dans le présent rapport.

#### Article 1er

Cet article modifie l'article 1<sup>er</sup>, § 2, de l'arrêté royal du 10 janvier 1996. Il détermine le seuil à partir duquel les marchés publics de travaux, à passer selon une procédure requérant la publicité, doivent

### DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 99 — 1202

[C - 99/21136]

**25 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie**

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit ontwerp van koninklijk besluit beoogt in de eerste plaats de omzetting van de richtlijn 98/4/EG van het Europees Parlement en van de Raad 16 februari 1998. Die richtlijn wijzigt de richtlijn 93/38/EEG houdende coördinatie van de procedures voor het plaatsen van opdrachten in de sectoren water- en energievoorziening, vervoer en telecommunicatie. De Overeenkomst inzake overheidsopdrachten gesloten in 1994 in het kader van het Algemeen Akkoord over de Douane- en Handelstarieven (voortaan Wereldhandelsorganisatie) heeft met sommige van haar bepalingen gunstiger voorwaarden geschapen voor de derde landen dan die van de bovenvermelde Europese richtlijn.

Dat is de reden waarom de richtlijn 93/38/EEG gewijzigd werd door de richtlijn 98/4/EG teneinde binnen de Gemeenschap, aan de ondernemingen en de produkten van de Lid-Staten toegangsmogelijkheden te bieden die minstens even gunstig zijn dan die in de bepalingen van de Overeenkomst voor de ondernemingen en de produkten van derde landen die de Overeenkomst hebben ondertekend.

Meerdere bepalingen van de Overeenkomst werden reeds opgenomen in het koninklijk besluit van 10 januari 1996. Sommige bijkomende wijzigingen dienen evenwel te worden aangebracht, met name voor de invoering van nieuwe drempels voor de bekendmaking op Europees niveau. De bij het besluit gevoegde modellen van aankondiging worden ook aangepast.

Naar aanleiding van deze omzetting en rekening houdend met de ervaring die opgedaan werd bij de toepassing van de nieuwe regelgeving betreffende de overheidsopdrachten, heeft de Commissie voor de overheidsopdrachten eveneens bepaalde aanpassingen en verduidelijkingen van de tekst van het koninklijk besluit voorgesteld. Die zullen in de toelichting per artikel worden uiteengezet.

Behalve de zuiver formele aanpassingen, werden de door de Raad van State geformuleerde opmerkingen in aanmerking genomen zoals uiteengezet in dit verslag.

#### Artikel 1

Dit artikel wijzigt artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit van 10 januari 1996. Het bepaalt de drempel vanaf dewelke de overheidsopdrachten voor aanneming van werken die te gunnen zijn volgens een procedure die

être annoncés au niveau européen. Le montant est désormais de 203 millions de francs hors taxe sur la valeur ajoutée pour les marchés entrant dans le champ à la fois de la directive et de l'Accord sur les marchés publics. Par contre, ce montant est de 197 millions de francs pour les marchés de travaux des pouvoirs adjudicateurs ne tombant pas dans le champ de l'Accord. Ceci concerne les pouvoirs adjudicateurs dans les secteurs des télécommunications, du transport ou de la distribution de gaz ou de chaleur, de la prospection ou de l'extraction de charbon ou d'autres combustibles solides et dans le domaine du transport par chemin de fer autre qu'urbain. Cette disparité dans les seuils résulte de la nouvelle disposition prévue à l'article 14 de la directive 93/38/CEE. Selon celle-ci en effet, les marchés publics entrant dans le champ à la fois de la directive et de l'Accord voient leur montant calculé en fonction de l'équivalent en écus de 5 millions de droits de tirage spéciaux, soit actuellement 203 millions de francs. Quant aux marchés soumis à la directive mais non à l'Accord, leur montant est fixé uniquement en écus, dont la contre-valeur en francs belges est actuellement de 197 millions de francs.

#### Article 2

Cet article adapte le montant de l'article 2 de l'arrêté qui permet qu'un ou plusieurs lots de valeur réduite soient exonérés de la publicité européenne, bien que leur valeur entre en ligne de compte pour déterminer si les travaux ou l'ouvrage doivent, pour le reste, faire l'objet d'une publication au niveau européen. Cette disposition résultant uniquement de la directive, le montant de 39,5 millions de francs y indiqué correspond à la contre-valeur en francs belges d'un montant exprimé en écus.

#### Article 3

Cet article complète l'article 6 de l'arrêté. Celui-ci traite de la mise en concurrence au moyen d'un avis périodique indicatif pour les procédures restreintes ou négociées avec publicité. Le 3° prévoit que le pouvoir adjudicateur doit inviter ultérieurement tous les entrepreneurs intéressés à confirmer leur intérêt sur la base des informations détaillées relatives au marché, avant d'entamer la sélection. Désormais, le texte énumère les informations minimales devant être contenues dans cette invitation.

#### Article 4

Plusieurs précisions sont apportées à l'article 16 de l'arrêté.

La première précision concerne l'utilisation des exigences en matière d'agrément d'entrepreneurs de travaux au stade de la sélection qualitative dans les procédures d'adjudication publique et d'appel d'offres général. L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 16 est complété par une disposition selon laquelle les conditions minimales de caractère financier, économique et technique exigées en vertu de la législation relative à l'agrément d'entrepreneurs de travaux peuvent être jugées suffisantes par le pouvoir adjudicateur. Celui-ci n'est donc pas obligé dans ce cas de prévoir des exigences supplémentaires, dans la mesure où l'agrément formule déjà les règles minimales à respecter en la matière.

Sur ce point, le Conseil d'Etat estime dans son rapport, que cette précision est superflue, et qu'en outre, elle pourrait jeter un doute en ce qui concerne la sélection qualitative dans les procédures restreintes. Après réexamen, il a été jugé préférable de maintenir la précision selon laquelle, sans préjudice des causes d'exclusion de l'article 17, le pouvoir adjudicateur peut juger suffisantes en procédure ouverte, les conditions minimales de la législation relative à l'agrément.

Par contre, dans les procédures restreintes ou négociées avec publicité lors du lancement de la procédure au sens de l'article 39, § 1<sup>er</sup>, de la loi, les candidats remplissant les conditions minimales prévues par la sélection qualitative ne sont pas automatiquement sélectionnés, le pouvoir adjudicateur pouvant réduire le nombre des candidats. Les conditions minimales résultant de l'agrément ne suffisent dès lors pas pour effectuer une sélection dans ces procédures.

En ce qui concerne les situations d'exclusion mentionnées à l'article 17 de l'arrêté, elles sont susceptibles d'être appliquées à tout moment, comme précisé dans le commentaire de l'article suivant, et ce même si l'autorité compétente en matière d'agrément n'a pas encore pris de sanction dans le cadre de l'agrément.

Tenant compte d'une remarque formulée par le Conseil d'Etat, il convient par ailleurs de souligner que les règles de la sélection qualitative peuvent s'appliquer à la procédure négociée sans publicité, sauf lorsque celle-ci est constatée par simple facture acceptée. Le recours aux critères permettant d'apprécier la capacité financière, économique et technique n'est cependant à envisager que si le pouvoir

de bekendmaking vereist, op Europees niveau moeten worden aangekondigd. Het bedrag belooft voortaan 203 miljoen frank zonder belasting over de toegevoegde waarde voor de opdrachten die terzelfder tijd in het toepassingsgebied van de richtlijn en van de Overeenkomst inzake overheidsopdrachten vallen. Dat bedrag belooft daarentegen 197 miljoen frank voor de opdrachten voor aanneming van werken van de aanbestedende overheden die niet tot het toepassingsgebied van de Overeenkomst behoren. Het gaat hier om de aanbestedende overheden in de sectoren telecommunicatie, vervoer of verdeling van gas of warmte, de opsporing of winning van steenkool of andere vaste brandstoffen en op het gebied van het spoorwegvervoer ander dan stadsvervoer. Deze uiteenlopende drempels zijn het gevolg van de nieuwe bepaling in artikel 14 van de richtlijn 93/38/EEG. Volgens die richtlijn wordt het bedrag van de overheidsopdrachten die in het toepassingsgebied van zowel de richtlijn als de Overeenkomst vallen berekend in het licht van het equivalent in ecu van 5 miljoen speciale trekkingrechten, thans dus 203 miljoen frank. Voor de opdrachten onderworpen aan de richtlijn maar niet aan de Overeenkomst, wordt het bedrag uitsluitend vastgesteld in ecu en bedraagt de tegenwaarde thans in Belgische frank 197 miljoen frank.

#### Artikel 2

Dit artikel past het bedrag aan dat in artikel 2 van het besluit toelaat een of meer percelen van beperkte waarde vrij te stellen van de Europese bekendmaking hoewel hun waarde in aanmerking komt om te bepalen of de werken of het bouwwerk voor het overige dienen te worden bekendgemaakt op Europees niveau. Daar die bepaling enkel voortvloeit uit de richtlijn, stemt het erin vermelde bedrag van 39,5 miljoen frank overeen met de tegenwaarde in Belgische frank van een bedrag uitgedrukt in ecu.

#### Artikel 3

Dit artikel vormt een aanvulling op artikel 6 van het besluit. Dit behandelt de mededinging door middel van een periodieke enuntiatieve aankondiging voor de beperkte procedures of onderhandelingsprocedures met bekendmaking. Het 3° bepaalt dat de aanbestedende overheid later alle betrokken aannemers ertoe moet uitnodigen om hun belangstelling te bevestigen op basis van de gedetailleerde informatie betreffende de opdracht, alvorens met de selectie te beginnen. Voortaan somt de tekst de minimaal informatie op die in de uitnodiging vervat moet zijn.

#### Artikel 4

Meerdere verduidelijkingen worden aangebracht in artikel 16 van het besluit.

De eerste verduidelijking betreft het gebruik van de eisen inzake erkenning van aannemers van werken in het stadium van de kwalitatieve selectie voor de procedures van openbare aanbesteding en van algemene offerteaanvraag. Het eerste lid van artikel 16 wordt aangevuld met een bepaling volgens dewelke de minimumvoorwaarden van financiële, economische en technische aard, geëist krachtens de wetgeving inzake de erkenning van aannemers van werken, als voldoende kunnen worden geoordeeld door de aanbestedende overheid. Deze laatste is in dat geval dus niet verplicht bijkomende eisen te voorzien, gezien in de erkenning reeds minimumvoorschriften voorkomen die terzake dienen te worden nageleefd.

Wat dit punt betreft, is de Raad van State in zijn verslag van mening dat deze verduidelijking overbodig is en dat zij bovendien twijfels zou kunnen doen ontstaan wat de kwalitatieve selectie betreft bij beperkte procedure. Na dit opnieuw te hebben onderzocht, werd het beter geacht deze verduidelijking te behouden. Onverminderd de uitsluitingsoorzaken van artikel 17, bepaalt zij immers dat de aanbestedende overheid bij een openbare procedure kan oordelen dat de minimale voorschriften van de wetgeving betreffende de erkenning volstaan.

Bij een beperkte procedure of onderhandelingsprocedure met bekendmaking bij de aanvang van de procedure in de zin van artikel 39, § 1, van de wet, worden de kandidaten die de minimumvoorwaarden vervullen waarin de kwalitatieve selectie voorziet, daarentegen niet automatisch geselecteerd, aangezien de aanbestedende overheid het aantal kandidaten kan verminderen. De minimumvoorwaarden die voortvloeien uit de erkenning zijn dus niet voldoende om een selectie te verrichten in deze procedures.

De in artikel 17 van het besluit vermelde uitsluitingstoestanden kunnen op elk ogenblik toegepast worden, zoals vermeld staat in de toelichting bij het volgende artikel, en dat zelfs wanneer de overheid die bevoegd is voor de erkenning nog geen sanctie getroffen heeft in het kader van de erkenning.

Rekening houdend met een opmerking van de Raad van State moet bovendien worden beklemtoond dat de regels inzake kwalitatieve selectie van toepassing kunnen zijn op de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, behalve wanneer die gewoon met een aangenomen factuur tot stand komt. Het gebruik van de criteria die de mogelijkheid bieden om de financiële en economische draagkracht en de technische bekwaamheid te

adjudicateur décide de formaliser sa procédure de sélection qualitative. La sélection s'opèrera dans ce cas en fonction des références et preuves pouvant être exigées selon la réglementation, sur la base d'un dossier de sélection déposé par les entreprises consultées, soit sur la base des exigences fixées dans l'invitation à présenter une offre.

C'est pourquoi un alinéa nouveau a été inséré après l'alinéa 2, précisant qu'en procédure négociée sans publicité au sens de l'article 39, § 1<sup>er</sup>, de la loi, le pouvoir adjudicateur peut rendre applicables tout ou partie des articles 17 à 17ter du présent arrêté.

En corollaire, l'alinéa 2 a été précisé en ce sens qu'il ne vise plus, outre les procédures restreintes, que la procédure négociée avec publicité lors du lancement de la procédure au sens de l'article 39, § 1<sup>er</sup>, de la loi.

Une autre précision concerne le dernier alinéa de l'article 16. Cette disposition précise que le principe d'égalité de traitement s'applique non seulement aux entrepreneurs nationaux ou originaires de la Communauté européenne mais désormais également, dans les conditions de l'acte international les concernant, aux entrepreneurs de pays tiers au sens de l'article 21 de l'arrêté royal. La circulaire du 4 décembre 1997, publiée au *Moniteur belge* du 13 décembre 1997, a par ailleurs rappelé la portée des actes internationaux actuellement applicables en la matière.

N'entrent pas dans le champ de cette disposition les travaux déclarés secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité conformément à des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, ou lorsque la protection des intérêts essentiels de la sécurité du pays l'exige. En effet, il est prévu tant dans les directives européennes que dans les accords internationaux conclus que les marchés passés dans ces différentes hypothèses ne tombent pas dans le champ d'application de la directive ou de l'acte international concerné.

#### Article 5

L'article 5 modifie sur deux points l'article 17 de l'arrêté royal. A l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans un but de clarification, il est précisé que les causes d'exclusion s'appliquent à quelque stade que ce soit de la procédure c'est-à-dire depuis le début de la phase de sélection jusqu'à la conclusion du marché. Telle est déjà la portée du texte actuel mais cette précision formelle devrait mettre fin à certaines interrogations à ce propos.

Par ailleurs, si l'article 17 n'impose pas d'exclure automatiquement de la participation à un marché un entrepreneur en situation d'exclusion, il n'en reste pas moins que le pouvoir adjudicateur ne devra contracter qu'exceptionnellement avec un tel entrepreneur, en motivant sa décision de non-exclusion de celui-ci.

Sur ce dernier point, le Conseil d'Etat a suggéré d'inclure une précision en ce sens dans le dispositif du projet. Après examen, cette précision a cependant été jugée peu opportune car toute décision en matière de sélection doit être motivée. En outre, cet ajout aurait pour conséquence que la même précision devrait être apportée dans diverses dispositions de l'arrêté sous peine de créer une insécurité juridique lors de l'application d'autres dispositions.

Le 5° du même alinéa est légèrement adapté. Le 5° traite en effet de la possibilité d'exclure un entrepreneur qui n'est pas en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale. Le texte en projet réfère désormais à un article 17bis et non plus à l'article 90, § 3 et 4. L'inclusion d'un article 17bis est traitée dans le commentaire de l'article suivant.

#### Article 6

L'inclusion d'un article 17bis dans l'arrêté royal du 10 janvier 1996 se justifie pour les raisons suivantes. Le régime de l'attestation de sécurité sociale a été établi à une époque, celle de l'arrêté royal du 14 octobre 1964, où la seule sanction effectivement envisageable en cas de non-respect par l'entrepreneur des dispositions prévues par la réglementation était la nullité de la soumission.

Avec la nouvelle réglementation et l'organisation formelle de la sélection qualitative, la situation a évolué. Les textes prévoient en effet désormais une série de causes d'exclusion en rapport avec la situation

Le non-paiement des cotisations de sécurité sociale constituant une cause possible d'exclusion, il a paru souhaitable, dans un souci de cohérence des textes, d'inclure les dispositions en la matière dans le chapitre traitant de la sélection qualitative.

beoordelen, dringt zich echter slechts op indien de aanbestedende overheid beslist haar procedure inzake kwalitatieve selectie te formaliseren. De selectie zal in dat geval plaatsvinden uitgaande van de referenties en de bewijzen die, overeenkomstig de reglementering, vereist zijn uitgaande van een selectie-dossier dat door de geraadpleegde ondernemingen wordt ingediend of op basis van de vereisten vastgelegd in de uitnodiging tot het indienen van een offerte.

Dit is de reden waarom een nieuw lid werd ingevoegd na lid 2, waarin wordt verduidelijkt dat de aanbestedende overheid, bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in de zin van artikel 39, § 1, van de wet, kan bepalen dat de artikelen 17 tot 17ter van dit besluit volledig of gedeeltelijk van toepassing zijn.

Bijgevolg werd lid 2 aangepast in die zin dat het, naast de beperkte procedures, enkel nog betrekking heeft op de onderhandelingsprocedure met bekendmaking bij de aanvang van de procedure in de zin van artikel 39, § 1, van de wet.

Een andere verduidelijking betreft het laatste lid van artikel 16. Die bepaling vermeldt dat het beginsel van gelijke behandeling van toepassing is niet alleen op de nationale aannemers of op aannemers afkomstig uit de Europese Gemeenschap maar voortaan eveneens, onder de voorwaarden van de hen betreffende internationale akte, op de aannemers van derde landen in de zin van artikel 21 van het koninklijk besluit. In de omzendbrief van 4 december 1997, in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt op 13 december 1997, wordt overigens herinnerd aan de draagwijdte van de internationale akten die thans op dat vlak van toepassing zijn.

Vallen niet onder deze bepaling de werken die geheim verklaard zijn of waarvan de uitvoering dient gepaard te gaan met bijzondere veiligheidsmaatregelen overeenkomstig geldende wettelijke of reglementaire bepalingen, of indien de bescherming van de fundamentele belangen van de veiligheid van het land dit vereist. Er wordt inderdaad bepaald, zowel in de Europese richtlijnen als in de afgesloten internationale akkoorden, dat de opdrachten gegund in deze verschillende hypothesen, niet in het toepassingsgebied vallen van de betrokken richtlijn of internationale akte.

#### Artikel 5

Artikel 5 wijzigt op twee punten artikel 17 van het koninklijk besluit. Ter verduidelijking, wordt in het eerste lid vermeld dat de uitsluitingsgronden in eender welk stadium van de procedure van toepassing zijn, dit wil zeggen vanaf het begin van de selectie tot bij de gunning van de opdracht. Dit is al de draagwijdte van de huidige tekst maar deze formele vermelding zou een einde moeten maken aan sommige vragen terzake.

Overigens, alhoewel in artikel 17 niet opgelegd wordt dat een aannemer die zich in een uitsluitingstoestand bevindt, automatisch uitgesloten wordt van deelneming aan een opdracht, blijft het niettemin zo dat de aanbestedende overheid slechts bij uitzondering een opdracht kan gunnen aan een dergelijke aannemer, en dat haar beslissing tot niet-uitsluiting van deze laatste dient te worden gemotiveerd.

Wat dit laatste punt betreft, heeft de Raad van State voorgesteld om een verduidelijking in die zin in te voegen in het beschikkend gedeelte van het ontwerp. Bij nader onderzoek werd deze verduidelijking evenwel niet zeer opportuun geacht, aangezien elke beslissing inzake selectie moet worden gemotiveerd. Bovendien zou dit ertoe leiden dat dezelfde verduidelijking moet worden aangebracht in diverse bepalingen van het besluit om te vermijden dat een rechtsonzekerheid zou ontstaan bij de toepassing van andere bepalingen.

Punt 5° van hetzelfde lid wordt licht aangepast. Punt 5° behandelt immers de mogelijkheid om een aannemer uit te sluiten die niet voldaan heeft aan zijn verplichtingen inzake betaling van de bijdragen van de sociale zekerheid. De in ontwerp zijnde tekst verwijst voortaan naar een artikel 17bis en niet meer naar artikel 90, § 3 en 4. De invoering van een artikel 17bis wordt behandeld in de toelichting bij het volgende artikel.

#### Artikel 6

De invoering van een artikel 17bis in het koninklijk besluit van 10 januari 1996 is gegrond om de volgende redenen. Het stelsel van het attest van sociale zekerheid ontstond in een periode, die van het koninklijk besluit van 14 oktober 1964, waarin de enige denkbare strafmaatregel in geval van niet-naleving door de aannemer van de bepalingen van de regelgeving, de nietigheid van de inschrijving was.

Met de nieuwe regelgeving en de vormelijke regeling van de kwalitatieve selectie is de toestand geëvolueerd. De teksten voorzien voortaan inderdaad een reeks uitsluitingsgronden in verband met de persoonlijke toestand van de kandidaat of inschrijver, in eender welk stadium van de procedure.

Daar de niet-betaling van de bijdragen van de sociale zekerheid een mogelijke uitsluitingsgrond vormt, leek het wenselijk, met het oog op een samenhangende tekst, de bepalingen terzake in te lassen in het hoofdstuk over de kwalitatieve selectie.

Toutefois, vu l'importance attachée à ces obligations sociales, l'article 78, § 3, nouveau, dispose qu'au stade de l'offre, leur respect constitue également une condition de régularité de l'offre.

Ceci étant, l'article 17bis reprend le texte de l'article 78, § 3 et 4, actuel tout en l'adaptant pour tenir compte des différents modes de passation.

Un dernier paragraphe a été ajouté, qui permet au pouvoir adjudicateur de s'informer auprès du candidat, du soumissionnaire ou de l'organisme compétent en matière de sécurité sociale, de la situation en matière de paiement des cotisations à quelque stade que ce soit de la procédure.

Cette disposition est similaire à celle contenue auparavant dans l'article 78, § 5, du même arrêté et permet une vérification pour la période non couverte par les articles 17bis, § 1<sup>er</sup> et 2 et 78, se situant au-delà de la date limite de réception des candidatures ou des offres et avant la conclusion du marché.

Au plan formel, la suggestion formulée par le Conseil d'Etat tendant à remplacer dans la dernière phrase du § 1<sup>er</sup> de l'article 17bis les mots "avant la décision de sélectionner les candidats ou d'attribuer le marché" par les mots "avant la décision de sélectionner les candidats en procédure restreinte ou négociée ou d'attribuer le marché en procédure ouverte" n'a pas été retenue. En effet, en ce qui concerne la procédure négociée, le moment à prendre en considération peut différer selon qu'il s'agit d'une procédure s'accompagnant ou non d'une phase de sélection préalable. Même en procédure ouverte, le processus interne d'évaluation des offres peut prévoir que l'autorité compétente se prononcera dans une première phase sur la sélection qualitative.

#### Article 7

L'inclusion d'un article 17ter dans l'arrêté royal a le même fondement que celle de l'article 17bis. Le présent article reprend deux dispositions traitant d'une part, de l'inscription de l'entrepreneur sur la liste des entrepreneurs agréés en Belgique ou sur une liste officielle dans un autre Etat membre de la Communauté européenne et, d'autre part, de l'inscription au registre professionnel qui se retrouvaient auparavant dans les articles 78 et 80 de l'arrêté, ainsi que de la présomption de capacité qui s'y attache.

#### Article 8

Cette disposition adapte le 5<sup>e</sup> de l'article 18 de l'arrêté, en matière de promotion de travaux. Parmi les modalités de la promotion, en effet, figure celle d'une emphytéose. Outre l'octroi d'un droit d'emphytéose, il faut également citer la prise en emphytéose d'ouvrages, de même que l'octroi d'un droit de superficie ou la prise d'un tel droit.

#### Article 9

Les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 de l'article 19 de l'arrêté du 10 janvier 1996 sont désormais répartis en deux paragraphes.

Le § 1<sup>er</sup> précise les règles applicables en matière de sélection qualitative. S'agissant d'un marché public de travaux, ces règles sont celles des articles 16 à 17ter de l'arrêté. Le pouvoir adjudicateur tiendra cependant compte, lors de la détermination de ses exigences, que le promoteur peut être tantôt un financier, tantôt un entrepreneur de travaux, ou une association formée d'un financier et d'un entrepreneur.

Une précision a par ailleurs été apportée dans l'article quant au moment où le promoteur doit, selon le mode de passation utilisé, satisfaire aux exigences en matière de sélection par la présentation des certificats et documents demandés.

Le § 2 précise que c'est, selon le cas, dans la demande de participation ou dans l'offre que le promoteur n'exécutant pas lui-même tout ou partie des travaux, doit joindre une liste d'au maximum trois entrepreneurs satisfaisant aux exigences et auxquels il compte confier l'exécution des travaux.

#### Article 10

Cet article modifie les seuils applicables pour la publicité des marchés de fournitures au niveau européen. Ce seuil est désormais de 23,7 millions de francs hors taxe sur la valeur ajoutée dans le secteur des télécommunications. Il est cependant de 16,3 millions de francs pour les marchés des pouvoirs adjudicateurs dans les trois autres secteurs, lorsque ces marchés entrent dans le champ de la directive et de l'Accord sur les marchés publics. Quant aux marchés relevant de ces trois secteurs et qui sont soumis à la directive mais non à l'Accord, leur montant est fixé uniquement en écus et la contre-valeur en francs belges

Evenwel, wegens het belang dat gehecht wordt aan die sociale verplichtingen, bepaalt het nieuwe artikel 78, § 3, dat in het stadium van de offerte de naleving ervan eveneens een regelmatigheidsvoorwaarde van de offerte vormt.

Dat maakt dat artikel 17bis neemt de tekst van het huidige artikel 78, § 3 en 4, over in een aangepaste vorm om rekening te houden met de verschillende gunningswijzen.

Een laatste paragraaf werd toegevoegd die de aanbestedende overheid de mogelijkheid biedt om in om het even welk stadium van de procedure inlichtingen in te winnen bij de kandidaat, de inschrijver of de bevoegde sociale zekerheidsinstelling over de toestand inzake betaling van de bijdragen.

Deze bepaling is gelijklopend met die welke vroeger vervat was in artikel 78, § 5, van hetzelfde besluit en maakt een controle mogelijk tijdens de periode die niet door artikelen 17bis, § 1 en 2 en 78 gedekt is en die zich na de uiterste ontvangstdatum van de kandidaturen of de offertes en vóór de gunning van de opdracht situeert.

Wat de vormgeving betreft, werd de door de Raad van State geformuleerde suggestie niet in aanmerking genomen. Het was immers de bedoeling van deze suggestie om in de laatste zin van § 1 van artikel 17bis de woorden "voor de beslissing tot selecteren van de kandidaten of tot het gunnen van de opdracht" te vervangen door de woorden "voor de beslissing tot selecteren van de kandidaten bij een beperkte procedure of onderhandelingsprocedure of tot het gunnen van de opdracht bij een openbare procedure". Wat de onderhandelingsprocedure betreft, kan het in aanmerking te nemen ogenblik immers variëren naargelang het een procedure betreft die al dan niet gepaard gaat met een voorafgaande selectiefase. Zelfs bij een openbare procedure kan het interne beoordelingsproces van de offertes bepalen dat de bevoegde overheid zich tijdens een eerste stadium moet uitspreken over de kwalitatieve selectie.

#### Artikel 7

Via dit artikel wordt een artikel 17ter ingevoegd in het koninklijk besluit om dezelfde reden als voor artikel 17bis. Dit artikel bevat twee bepalingen die enerzijds betrekking hebben op de inschrijving van de aannemer op de lijst van de in België erkende aannemers of op een officiële lijst in een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap en, anderzijds op de inschrijving in het beroepsregister waarvan vroeger sprake was in de artikelen 78 en 80 van het besluit, alsook op het vermoeden van bekwaamheid of draagkracht die er betrekking op heeft.

#### Artikel 8

In deze bepaling wordt punt 5<sup>e</sup> van artikel 18 van het besluit inzake promotie voor aanneming van werken aangepast. Onder de promotiewijzen bevindt zich inderdaad die van de erfpacht. Naast de toekenning van een erfpachtrecht, moet ook de erfpachtneming van bouwwerken vermeld worden, evenals de toekenning van een recht van opstal of het nemen van dergelijk recht.

#### Artikel 9

Het eerste en het tweede lid van artikel 19 van het besluit van 10 januari 1996 worden voortaan over twee paragrafen verdeeld.

In de eerste paragraaf worden de voorschriften vermeld die van toepassing zijn voor de kwalitatieve selectie. Vermits het om een overheidsopdracht voor aanneming van werken gaat, zijn deze voorschriften die van de artikelen 16 tot 17ter van het besluit. De aanbestedende overheid zal er bij de bepaling van deze eisen nochtans rekening mee houden dat de promotor nu eens een financier kan zijn, dan een aannemer van werken, of een vereniging gevormd door een financier en een aannemer.

Anderzijds werd een verduidelijking aangebracht in het artikel over het ogenblik waarop, volgens de gebruikte gunningswijze, de promotor moet voldoen aan de eisen inzake selectie door de voorstelling van de gevraagde getuigschriften en documenten.

Paragraaf 2 verduidelijkt dat het, volgens het geval, bij de aanvraag tot deelneming of bij de offerte is dat de promotor die niet zelf het werk geheel of gedeeltelijk uitvoert, een lijst moet voegen met maximum drie aannemers die voldoen aan de eisen en aan wie hij de uitvoering van de werken denkt toe te vertrouwen.

#### Artikel 10

In dit artikel worden de drempels gewijzigd die van toepassing zijn voor de bekendmaking van de opdrachten voor aanneming van leveringen op Europees niveau. Die drempel bedraagt voortaan 23,7 miljoen frank zonder belasting over de toegevoegde waarde in de sector telecommunicatie. Hij bedraagt evenwel 16,3 miljoen frank voor de opdrachten van aanbestedende overheden in de drie andere sectoren, wanneer deze opdrachten onder het toepassingsgebied van de richtlijn en van de Overeenkomst inzake Overheidsopdrachten ressorteren. Wat de opdrachten van die drie sectoren betreft en die tot het

personnelle du candidat ou du soumissionnaire et ce, quel que soit le stade de la procédure. est actuellement de 15,8 millions de francs.

Le commentaire consacré à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté s'applique en effet mutatis mutandis en ce qui concerne la contre-valeur des seuils en francs belges.

#### Article 11

Dans l'article 25 de l'arrêté, le seuil à partir duquel l'ensemble des marchés, répartis par groupes de produits, doit faire l'objet d'un avis périodique indicatif est désormais fixé à 29,6 millions de francs hors taxe sur la valeur ajoutée.

#### Article 12

En ce qui concerne la modification de l'article 28, 3° de l'arrêté, il peut être renvoyé au commentaire de l'article 3 du projet. La modification au 4° constitue une correction du texte actuel.

#### Article 13

En ce qui concerne l'adaptation de l'article 38 de l'arrêté, il peut être référé au commentaire de l'article 4 du présent projet, relatif à la modification de l'article 16 de l'arrêté, à l'exception de ce qui concerne l'agrément des entrepreneurs de travaux. Sont toutefois exclus du champ des obligations à l'égard de fournisseurs de pays tiers, les fournitures déclarées secrètes ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité mais également les fournitures au sens de l'article 3, § 3, de la loi.

#### Article 14

Pour apprécier la portée de l'adaptation de l'article 39 de l'arrêté, il peut être référé au commentaire consacré, à l'article 5 du présent projet, à la modification de l'article 17 de l'arrêté.

#### Article 15

En ce qui concerne l'introduction d'un article 39bis dans l'arrêté, il peut être référé au commentaire consacré, à l'article 6 du présent arrêté, à l'introduction d'un article 17bis dans l'arrêté.

#### Article 16

En ce qui concerne l'introduction d'un article 39ter dans l'arrêté, il peut être référé au commentaire consacré, à l'article 7 du présent arrêté, à l'introduction d'un article 17ter dans l'arrêté, mais à l'exception de la référence à l'agrément ou à des listes officielles d'entrepreneurs, propre aux travaux.

#### Article 17

L'article 17 introduit dans l'arrêté un article 40bis traitant de la sélection qualitative en cas de marché de promotion de fournitures.

#### Article 18

Comme les articles 1<sup>er</sup> et 22 de l'arrêté, applicables en matière de travaux et de fournitures, l'article 43 est également, en matière de services, adapté pour tenir compte désormais des deux modalités de calcul des seuils : soit en fonction de la contre-valeur en monnaie nationale d'un montant fixé en écus, pour les marchés uniquement soumis à la mise en concurrence au niveau européen, soit en fonction de cette même contre-valeur par rapport à l'équivalent en écus d'un montant exprimé en droits de tirage spéciaux, pour les marchés publics soumis à la fois à la directive et à l'Accord sur les marchés publics.

En pratique, pour les marchés de services soumis à la publicité dans le Journal officiel des Communautés européennes, les seuils suivants sont dès lors à distinguer :

— dans le secteur des télécommunications, le seuil est désormais de 23,7 millions de francs hors taxe sur la valeur ajoutée;

— dans les secteurs de l'eau, de l'énergie et des transports, le seuil est de 16,3 millions de francs hors taxe sur la valeur ajoutée. Dans ces trois secteurs, le seuil est cependant de 15,8 millions lorsque les marchés sont soumis à la directive européenne mais non à l'Accord sur les marchés publics, selon la distinction établie à l'article 43, § 2.

#### Article 19

Dans l'article 46 de l'arrêté, le montant total entraînant l'obligation de publier un avis périodique indicatif, pour chacune des catégories de services visés à l'annexe 2, A, de la loi, est fixé à 29,6 millions de francs hors taxe sur la valeur ajoutée.

#### Article 20

En ce qui concerne la modification de l'article 49 de l'arrêté, il peut être renvoyé au commentaire des articles 3 et 12 du projet.

toepassingsgebied van de richtlijn maar niet van de Overeenkomst behoren, wordt het bedrag enkel in ecu uitgedrukt en de tegenwaarde in Belgische frank vandaag 15,8 miljoen frank beloopt.

De toelichting bij artikel 1 van dit besluit is inderdaad, mutatis mutandis, van toepassing voor de tegenwaarde van de drempels in Belgische frank.

#### Artikel 11

In artikel 25 van het besluit wordt de drempel vanaf dewelke het geheel van de opdrachten, verdeeld per groep van producten, het voorwerp moet uitmaken van een periodieke enuntiatieve aankondiging, voortaan vastgesteld op 29,6 miljoen frank zonder belasting over de toegevoegde waarde.

#### Artikel 12

Wat de wijziging van artikel 28, 3° van het besluit betreft, kan worden verwezen naar de commentaar bij artikel 3 van het ontwerp. De wijziging van 4° verbetert de huidige tekst.

#### Artikel 13

In verband met de aanpassing van artikel 38 van het besluit kan worden verwezen naar de toelichting gewijld aan de wijziging van artikel 16 van het besluit, in artikel 4 van dit ontwerp met uitzondering van wat betrekking heeft op de erkenning van de aannemers van werken. Zijn evenwel uitgesloten van het toepassingsgebied van de verplichtingen ten opzichte van leveranciers van derde landen de geheim verklaarde leveringen of diegene waarvan de uitvoering moet gepaard gaan met bijzondere veiligheidsmaatregelen, maar eveneens de leveringen in de zin van artikel 3, § 3, van de wet.

#### Artikel 14

In verband met de aanpassing van artikel 39 van het besluit kan worden verwezen naar de toelichting gewijld aan de wijziging van artikel 17 van het besluit, in artikel 5 van dit ontwerp.

#### Artikel 15

Voor de invoering van een artikel 39bis in het besluit kan worden verwezen naar de toelichting bij de invoering van een artikel 17bis in het besluit, in artikel 6 van dit besluit.

#### Artikel 16

Wat de invoeging van een artikel 39ter in het besluit betreft, kan worden verwezen naar de commentaar die in artikel 7 van dit besluit gewijld is aan de invoeging van een artikel 17ter in het besluit, maar met uitzondering van de verwijzing naar de erkenning of naar de officiële lijsten van aannemers die eigen is aan de werken.

#### Artikel 17

Artikel 17 voert in het besluit een artikel 40bis in dat handelt over de kwalitatieve selectie in geval van promotieopdracht voor leveringen.

#### Artikel 18

Zoals de artikelen 1 en 22 van het besluit dat van toepassing is op de werken en de leveringen, wordt artikel 43 eveneens, inzake diensten, aangepast om voortaan rekening te houden met de twee berekeningswijzen van de drempels : ofwel in het licht van de tegenwaarde in de nationale munt van een bedrag vastgesteld in ecu voor de opdrachten die enkel op Europees niveau onderworpen zijn aan de mededinging, ofwel in het licht van dezelfde tegenwaarde ten opzichte van het equivalent in ecu van een bedrag uitgedrukt in speciale trekkingsrechten voor de overheidsopdrachten die terzelfdertijd onderworpen zijn aan de richtlijn en aan de Overeenkomst inzake overheidsopdrachten.

In de praktijk zijn voor de opdrachten voor aanneming van diensten die onderworpen zijn aan de bekendmaking in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen dus de volgende drempels te onderscheiden :

— in de telecommunicatiesector bedraagt de drempel voortaan 23,7 miljoen frank zonder belasting over de toegevoegde waarde;

— in de sectoren voor water- en energievoorziening en vervoer bedraagt de drempel 16,3 miljoen frank zonder belasting over de toegevoegde waarde. In deze drie sectoren bedraagt de drempel evenwel 15,8 miljoen, wanneer de opdrachten tot het toepassingsgebied van de Europese richtlijn behoren, maar niet tot dat van de Overeenkomst inzake de Overheidsopdrachten, overeenkomstig het in artikel 43, § 2, gemaakte onderscheid.

#### Artikel 19

In artikel 46 van het besluit wordt het totale bedrag waardoor de bekendmaking van een periodieke enuntiatieve aankondiging verplicht wordt voor elke categorie van diensten bedoeld in bijlage 2, A, van de wet, vastgesteld op 29,6 miljoen frank zonder belasting over de toegevoegde waarde.

#### Artikel 20

Wat de wijziging van artikel 49 van het besluit betreft, kan worden verwezen naar de commentaar bij de artikelen 3 en 12 van het ontwerp.

## Article 21

La modification apportée à l'article 55, 3°, est une correction formelle.

## Article 22

En ce qui concerne les précisions apportées à l'article 59 de l'arrêté, il peut être renvoyé au commentaire consacré, à l'article 13 du présent arrêté, à la modification de l'article 38 de l'arrêté.

## Article 23

En ce qui concerne la modification de l'article 60 de l'arrêté, il y a lieu de se référer au commentaire consacré, à l'article 4 du présent arrêté, à la modification de l'article 16 de l'arrêté.

## Article 24

En ce qui concerne l'introduction d'un article 60bis dans l'arrêté, il peut être référé au commentaire consacré, à l'article 6 du présent arrêté, à l'introduction d'un article 17bis dans l'arrêté.

## Article 25

En ce qui concerne l'introduction d'un article 60ter dans l'arrêté, il peut être référé au commentaire consacré, à l'article 16 du présent arrêté, à l'introduction d'un article 39ter dans l'arrêté.

## Article 26

L'article 26 modifie l'article 65 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996 traitant du problème des incompatibilités.

Cet article 65 a repris en l'étendant aux marchés de fournitures et de services une disposition similaire se trouvant auparavant à l'article 50, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Tenant compte de l'expérience résultant de l'application de la nouvelle réglementation, il a paru utile de remanier la disposition afin, d'une part de clarifier certains points et d'autre part, d'y introduire quelques assouplissements sans que l'objectif poursuivi, celui de la sauvegarde d'une concurrence loyale, soit remis en cause.

Au § 1<sup>er</sup>, il a été jugé préférable de s'écarter du libellé actuel. En effet, il est apparu que la portée du texte suscitait des questions, notamment en ce qui concernait la préparation d'un marché. Désormais, le texte prévoit une incompatibilité pour toute personne qui a été chargée de la recherche, de l'expérimentation, de l'étude ou du développement d'un marché. Cette disposition vise non seulement l'adjudicataire mais également toute personne ayant participé à l'étude en qualité, par exemple, de sous-traitant et toute personne ayant presté à titre gratuit.

En effet, l'étude d'un marché comporte normalement les prestations de conception et d'établissement du cahier spécial des charges, ce qui entraîne une interdiction de remettre offre pour la personne ayant étudié en ce sens le marché.

De même, une mission de recherche, d'expérimentation ou de développement de travaux, de fournitures ou de services procure à celui qui en est chargé un avantage tel que la concurrence sera faussée s'il participe à un marché ultérieur qui est en rapport étroit avec cette mission.

Il faut cependant que cette mission soit directement liée au marché considéré. Ainsi, un architecte adjudicataire d'un marché de services portant sur l'établissement d'un schéma directeur d'une zone urbaine à rénover ne sera pas frappé d'incompatibilité pour des marchés portant sur des services d'architecture relatifs à des ouvrages se situant dans cette zone.

Le § 2 de l'article 65 a été remanié pour tenir compte des adaptations apportées au § 1<sup>er</sup>. La notion d'entreprise liée n'a pas été modifiée.

Le § 3 a été assez sensiblement remanié car il est apparu à l'expérience que les hypothèses permettant de déroger à la règle de l'incompatibilité prévue aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 devaient être élargies. Ainsi, au 2°, les cas permettant la passation du marché par procédure négociée au sens de l'article 39, § 2, de la loi ont été repris. Auparavant, seul le cas de la procédure négociée dans le cadre du concours de projets était mentionné, ce qui s'est avéré trop restrictif. En effet, dans la plupart des hypothèses mentionnées à l'article 39, § 2, permettant le recours à la procédure négociée sans publicité soit un lien nécessaire est établi avec des prestations antérieures, comme par exemple en cas de marchés complémentaires, soit il existe une impossibilité matérielle, lorsque par exemple le pouvoir adjudicateur doit recourir à une entreprise déterminée ou doit faire face à une urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles. Une certaine souplesse a aussi été prévue pour des marchés de valeur relativement faible, ceux visés à l'article 39, § 2, 1°, a, de la loi qui font suite à une phase d'études

## Artikel 21

De aanpassing van artikel 55, 3°, is een formele verbetering.

## Artikel 22

Voor de verduidelijkingen aangebracht in artikel 59 van het besluit kan worden verwezen naar de toelichting bij de wijziging van de artikel 38 van het besluit, in artikelen 13 van dit besluit.

## Artikel 23

Voor de aanpassing van artikel 60 van het besluit, dient er te worden verwezen naar de toelichting bij de wijziging van artikel 16 van het besluit, in artikel 4 van dit besluit.

## Artikel 24

Voor de invoering van een artikel 60bis in het besluit kan worden verwezen naar de toelichting bij de invoering van een artikel 17bis in het besluit, in artikel 6 van dit besluit.

## Artikel 25

Voor de invoering van een artikel 60ter in het besluit kan worden verwezen naar de toelichting bij de invoering van een artikel 39ter in het besluit, in artikel 16 van dit besluit.

## Artikel 26

In artikel 26 wordt artikel 65 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 gewijzigd, dat handelt over het probleem van de onverenigbaarheden.

In dit artikel 65 wordt een gelijkaardige bepaling die vroeger in artikel 50, § 1, van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten voorkwam, hernomen en uitgebreid tot de opdrachten voor aanneming van leveringen en diensten.

Rekening houdend met de ervaring die voortvloeit uit de toepassing van de nieuwe regelgeving, leek het nuttig de bepaling te herwerken om enerzijds sommige punten op te helderen en er anderzijds enkele versoepelingen in aan te brengen, zonder dat de nagestreefde doelstelling, het behoud van een eerlijke concurrentie, echter in het gedrang komt.

In § 1 werd het verkieslijk geacht van de huidige tekst af te wijken. Het bleek namelijk dat de tekst vragen oproep, met name wat de voorbereiding van een opdracht betreft. Voortaan bepaalt de tekst dat er onverenigbaarheid is voor elke persoon die belast werd met het onderzoek, de proeven, de studie of de ontwikkeling van een opdracht. Deze bepaling heeft niet enkel betrekking op de aannemers, maar ook op elke persoon die heeft deelgenomen aan de studie, bijvoorbeeld in de hoedanigheid van onderaannemer, alsook op elke persoon die kosteloos prestaties heeft verricht.

De studie van een opdracht bevat normaal gezien immers de verrichtingen inzake ontwerp en opmaken van het bestek, en dat brengt mee dat een persoon die dit gedeelte van een opdracht op zich nam, geen offerte mag indienen.

Zo ook bezorgt een taak van onderzoek, proeven of ontwikkeling van werken, leveringen of diensten een voordeel aan degene die ermee belast was, zodat de concurrentie vervalst wordt indien hij deelneemt aan een latere opdracht die nauw verband houdt met deze taak.

Deze taak moet evenwel rechtstreeks gebonden zijn aan de betrokken opdracht. Zo zal een architect aannemer van een opdracht voor aanneming van diensten die slaat op het opstellen van een streekplan van een te renoveren stadswijk, niet getroffen worden door onverenigbaarheid voor de opdrachten die slaan op architectuurdiensten met betrekking tot werken die zich in deze wijk bevinden.

Paragraaf 2 van artikel 65 werd herwerkt teneinde rekening te houden met de aanpassingen aangebracht in § 1. Het begrip gebonden onderneming werd niet gewijzigd.

Paragraaf 3 werd nogal drastisch herwerkt omdat uit de ervaring gebleken is dat de hypothesen die een afwijking van het in §§ 1 en 2 voorziene voorschrift van onverenigbaarheid mogelijk maken, moesten worden uitgebreid. Zo werden in 2° de gevallen hernomen waarin de gunning van de opdracht bij onderhandelingsprocedure in de zin van artikel 39, § 2, van de wet mogelijk is. Vroeger werd enkel het geval van onderhandelingsprocedure in het kader van de prijsvraag voor ontwerpen vermeld, en dat bleek te beperkend. Het is inderdaad zo dat in de meeste hypothesen vermeld in artikel 39, § 2, die het gebruik van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking toelaten ofwel een noodzakelijk verband bestaat met vroegere verrichtingen zoals bijvoorbeeld in geval van aanvullende opdrachten, ofwel een materiële onmogelijkheid bestaat wanneer de aanbestedende overheid bijvoorbeeld een beroep moet doen op een welbepaalde onderneming of zich geplaatst ziet voor een geval van dringende noodzakelijkheid ten gevolge van onvoorzienbare omstandigheden. Zo werd ook een zekere

préliminaires ne représentant elle-même qu'un pourcentage réduit de ce montant.

Les cas justifiant la procédure négociée étant de stricte interprétation, le pouvoir adjudicateur ne peut cependant abuser du recours à cette procédure en invoquant par exemple systématiquement l'article 39, § 2, 1<sup>er</sup>, e, afin de tourner la règle de l'incompatibilité. Ce cas vise notamment les services qui ne peuvent, en raison de leur spécificité technique, artistique ou tenant à la protection des droits d'exclusivité, être confiés qu'à un prestataire de services déterminé. Or l'article 14 du cahier général des charges impose au pouvoir adjudicateur de régler de façon précise dans le cahier spécial des charges l'utilisation des résultats des prestations intellectuelles par lui-même ou par un tiers. Il en résulte que le cas de l'article 39, § 2, 1<sup>er</sup>, e, ne pourra être invoqué qu'en tenant compte de l'application de cette dernière disposition.

#### Article 27

Cet article modifie l'article 76 de l'arrêté, concernant la vérification des prix. Les alinéas 3 des § 1<sup>er</sup> et 2 sont abrogés et remplacés par un alinéa commun repris au § 3 du même article. Cet alinéa est aligné sur le texte équivalent prévu jusqu'à présent au § 1<sup>er</sup> pour la procédure négociée. La principale adaptation porte sur le fait que pour toutes les procédures, la vérification sur pièces comptables et sur place doit avoir été prévue dans le cahier spécial des charges.

En outre, la notion "d'agents du pouvoir adjudicateur" est remplacée par celle de "personnes désignées par le pouvoir adjudicateur" car dans la pratique, les personnes chargées de cette vérification peuvent ne pas être des agents de l'autorité mais des tiers mandatés à cet effet.

#### Article 28

L'article 78 de l'arrêté a été restructuré afin de tenir compte du fait qu'au § 1<sup>er</sup>, la problématique du 3<sup>o</sup> ancien, traitant de l'inscription de l'entrepreneur sur la liste des entrepreneurs agréés en Belgique ou sur une liste officielle dans un autre Etat membre ou de la preuve alternative, a été transférée à l'article 17ter de l'arrêté.

Il en va de même pour la plupart des dispositions en matière de sécurité sociale, transférées respectivement aux articles 17bis, 39bis et 60bis de l'arrêté, traitant de la sélection qualitative.

Conformément au § 3 nouveau, le respect des obligations en matière de sécurité sociale constitue cependant aussi une condition de régularité de l'offre.

En outre, le § 6 de l'article 78 a été omis. Celui-ci prévoyait en effet que les dispositions relatives à la vérification du respect des obligations en matière de sécurité sociale ne s'appliquaient pas lorsque le montant de l'offre n'excédait pas 800 000 francs hors taxe sur la valeur ajoutée. Désormais, cette vérification s'applique quel que soit le montant de l'offre, sauf pour les marchés constatés par simple facture acceptée au sens de l'article 110 de l'arrêté.

Par ailleurs, il a été tenu compte des remarques formulées par le Conseil d'Etat lors de l'adaptation des articles 17bis, 30bis et 60bis. Il convient enfin de souligner que la faculté de déroger existant auparavant à l'article 78, § 8, de l'arrêté n'a pas été supprimée. Elle se retrouve désormais au § 6 suite à la restructuration de l'article.

#### Article 29

L'article 80 de l'arrêté a été adapté afin de ne plus y mentionner que des exigences non déjà rencontrées dans d'autres dispositions. Ainsi, les renseignements exigibles mentionnés aux 1<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, de même que pour partie au 2<sup>o</sup> de l'article 80, peuvent déjà être réclamés conformément aux règles en matière de sélection qualitative ou à l'article 78. Ils peuvent donc être omis dans l'article 80.

#### Article 30

Dans l'article 81, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté, il est désormais également précisé que les membres d'une association momentanée doivent se conformer aux dispositions de l'article 91. Cet article 91 précise que, sans préjudice des variantes éventuelles, chacun des soumissionnaires ne peut remettre qu'une offre par marché. Il en résulte dès lors que les membres d'une association momentanée ne peuvent pas, outre l'offre déposée dans le cadre de l'association momentanée, remettre offre seuls ou dans le cadre d'une autre association momentanée. Une telle démarche conduirait à l'irrégularité des offres déposées en méconnaissance de cette disposition.

soepelheid voorzien voor opdrachten met een betrekkelijk geringe waarde, degene bedoeld in artikel 39, § 2, 1<sup>o</sup>, a, van de wet, die volgen op een voorafgaande studie die zelf slechts een beperkt percentage van dat bedrag uitmaakt.

Aangezien de gevallen die de onderhandelingsprocedure rechtvaardigen, strikt moeten worden geïnterpreteerd, mag de aanbestedende overheid evenwel geen misbruik maken van het gebruik van deze procedure door bijvoorbeeld systematisch te verwijzen naar artikel 39, § 2, 1<sup>o</sup>, e, om de regel van de onverenigbaarheid te omzeilen. Dit geval beoogt meer bepaald de diensten die, wegens hun specifieke aard op technisch of artistiek gebied of op het gebied van de bescherming van de exclusieve rechten, slechts kunnen worden toevertrouwd aan een bepaalde dienstverlener. Artikel 14 van de algemene aannemingsvoorwaarden legt de aanbestedende overheid immers de verplichting op om het gebruik van de resultaten van de intellectuele prestaties door haarzelf of door een derde op nauwkeurige wijze vast te leggen in het bestek. Hieruit vloeit voort dat het geval van artikel 39, § 2, 1<sup>o</sup>, e, slechts kan worden ingeroepen wanneer rekening wordt gehouden met de toepassing van deze laatste bepaling.

#### Artikel 27

In dit artikel wordt artikel 76 van het besluit betreffende het nazicht van de prijzen gewijzigd. Het derde lid in de paragrafen 1 en 2 worden opgeheven en vervangen door een gemeenschappelijk lid in § 3. Dit lid wordt in overeenstemming gebracht met de gelijkwaardige tekst die tot hier toe voorzien was in § 1 voor de onderhandelingsprocedure. De voornaamste aanpassing gaat over het feit dat voor alle procedures het nazicht op boekhoudkundige stukken en ter plaatse, in het bestek diende te worden voorzien.

Bovendien wordt het begrip "ambtenaren van de aanbestedende overheid" vervangen door "de daartoe door de aanbestedende overheid aangewezen personen". In de praktijk is het immers mogelijk dat de personen belast met dit toezicht niet tot het overheidspersoneel behoren, maar derden zijn die de opdracht daartoe kregen.

#### Artikel 28

Artikel 78 van het besluit werd herschikt om rekening te houden met het feit dat in § 1 de problematiek van het vroegere punt 3<sup>o</sup> over de inschrijving van de aannemer op een lijst van in België erkende aannemers of op een officiële lijst in een andere Lid-Staat of van het alternatieve bewijs, overgebracht werd naar artikel 17ter, van het besluit.

Hetzelfde geldt voor de meeste bepalingen inzake sociale zekerheid, respectievelijk overgebracht naar de artikelen 17bis, 39bis en 60bis van het besluit over de kwalitatieve selectie.

Overeenkomstig de nieuwe paragraaf 3 vormt de naleving van de verplichtingen inzake sociale zekerheid nochtans ook een regelmatigheidsvoorwaarde voor de offerte.

Bovendien werd § 6 van artikel 78 weggelaten. Daarin werd immers bepaald dat de bepalingen betreffende het toezicht op de naleving van de verplichtingen inzake sociale zekerheid niet van toepassing waren wanneer het bedrag van de offerte niet meer bedroeg dan 800 000 frank zonder belasting over de toegevoegde waarde. Voortaan is het voorschrift van toepassing voor eender welk offertebedrag, behalve voor de opdrachten die tot stand gekomen zijn met een aangenomen factuur in de zin van artikel 110 van het besluit.

Bovendien werd rekening gehouden met de opmerkingen die de Raad van State heeft geformuleerd in verband met de aanpassing van de artikelen 17bis, 30bis en 60bis. Tenslotte moet worden opgemerkt dat de voordien bestaande mogelijkheid om af te wijken van artikel 78, § 8 van het besluit niet werd afgeschaft. Voortaan is die mogelijkheid vervat in § 6 ingevolge de nieuwe structuur van het artikel.

#### Artikel 29

Artikel 80 van het besluit werd zodanig aangepast dat v er nog enkel de eisen in vermeld worden die nog niet voorkomen in andere bepalingen. Zo kunnen de opeisbare inlichtingen vermeld in 1<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>, evenals gedeeltelijk in 2<sup>o</sup> van artikel 80, reeds opgeëist worden overeenkomstig de voorschriften inzake de kwalitatieve selectie, of in artikel 78. Zij kunnen dus weggelaten worden in artikel 80.

#### Artikel 30

In artikel 81, § 1, tweede lid, van het besluit wordt voortaan eveneens vermeld dat de leden van een tijdelijke vereniging zich moeten schikken naar de bepalingen van artikel 91. Dat artikel 91 vermeldt dat, onverminderd de eventuele varianten, elk van de inschrijvers slechts een offerte per opdracht mag indienen. Daaruit vloeit dus voort dat de leden van een tijdelijke vereniging, naast de offerte neergelegd in het kader van de tijdelijke vereniging, geen offerte mogen indienen op eigen houtje of in het kader van een andere tijdelijke vereniging. Zulke handeling zou leiden tot de onregelmatigheid van de neergelegde offertes door miskenning van deze bepaling.

Les articles 17bis, 30bis et 60bis ne doivent pas être ici mentionnés. Ceux-ci concernent en effet la sélection qualitative, que le soumissionnaire soit ou non une association momentanée. La préoccupation n'a été ici que de rappeler le principe inscrit dans l'article 91 de l'arrêté, et ce en partant du constat que la règle n'est pas toujours respectée dans le cadre d'associations momentanées. Il arrive en effet que certaines entreprises soient associées dans plusieurs associations et remettent offre avec chacune d'entre elles. Or, cette pratique est de nature à fausser le jeu normal de la concurrence.

La remarque formulée par le Conseil d'Etat à propos du § 2 de l'article 81 est partagée. Il est évident que si le cahier spécial des charges permet, en procédure restreinte, le dépôt d'une offre introduite par une association momentanée comprenant des personnes non sélectionnées et au moins une personne sélectionnée, les premières nommées ne peuvent non plus être en situation d'exclusion. L'absence de situation d'exclusion s'apprécie dans le chef de chacun des associés et ce à quelque stade que ce soit de la procédure, comme le précisent les articles 17, 30 et 60 de l'arrêté royal.

#### Article 31

L'article 98 a été adapté sur les aspects suivants portant sur la vérification des prix apparemment anormaux :

— au § 3, les deux derniers alinéas, traitant de l'information de la Commission d'agrément et de la Commission européenne, sont abrogés. Un nouveau § 5 reprend en effet de façon plus large ces mêmes obligations;

— le dernier alinéa du § 4 a été modifié. En effet, le pouvoir adjudicateur ne doit pas nécessairement demander à un entrepreneur dont le prix s'écarte d'au moins 15 p.c. en-dessous de la moyenne des prix remis de justifier son prix. Comme souligné dans le Rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 10 janvier 1996, "il se peut, par exemple, que le pouvoir adjudicateur dispose d'éléments lui permettant d'établir une justification selon laquelle le prix remis est normal, malgré qu'il se situe en-dessous de la moyenne de 15 p.c. calculée selon le § 4. Dans un tel cas, la formalité ne devra donc pas être accomplie".

Cependant, le texte précise désormais plus nettement que :

— soit le pouvoir adjudicateur considère le prix comme normal et ne demande pas de justification. Dans ce cas, il devra motiver formellement dans la décision d'attribution le caractère normal du prix remis, en se fondant notamment sur les justifications énoncées au § 3 mais également sur d'autres justifications objectives pouvant être avancées par le pouvoir adjudicateur : ainsi par exemple, dans le cadre de mesures d'office, le pouvoir adjudicateur pourrait justifier le caractère normal du prix remis par un entrepreneur si ce prix correspond au prix régulier présenté par ce même soumissionnaire lors de la procédure initiale quelques mois plus tôt. Il en irait de même si, après vérification de l'estimation, il devait apparaître que le prix proposé est normal, la divergence par rapport à la moyenne des 15 p.c. s'expliquant par les prix anormalement élevés remis par d'autres concurrents;

— soit le pouvoir adjudicateur invite le soumissionnaire à fournir les justifications nécessaires comme prévu au § 3.

#### Article 32

La modification apportée par le présent article à l'article 100, § 1<sup>er</sup>, 2°, de l'arrêté tend à réparer une omission formelle afin de préciser, comme dans l'arrêté royal antérieur du 22 avril 1977, qu'en vue du classement des offres, les quantités admises par le pouvoir adjudicateur, supérieures ou égales aux quantités du métré initial, sont portées à tous les mètres indistinctement.

#### Article 33

Une précision a été apportée à l'article 101 de l'arrêté, en matière de variantes. Le soumissionnaire doit remettre offre pour le projet de base et, le cas échéant, pour la variante. Les mots « le cas échéant » signifient que s'il s'agit d'une variante imposée par le pouvoir adjudicateur, le soumissionnaire est obligé de remettre offre tant pour l'offre de base que pour cette variante.

Ce ne sera pas le cas si la variante prévue à l'initiative du pouvoir adjudicateur est autorisée mais non imposée.

De artikelen 17bis, 30bis en 60bis dienen hier niet te worden vermeld. Zij hebben immers betrekking op de kwalitatieve selectie, ongeacht of de inschrijver al dan niet een tijdelijke vereniging is. Het was de bedoeling te herinneren aan het principe vervat in artikel 91 van het besluit zonder het evenwel uit te breiden. Er werd immers vastgesteld dat deze regel niet altijd in het kader van tijdelijke verenigingen wordt nageleefd: sommige ondernemingen groeperen zich soms binnen verschillende verenigingen en dienen een offerte in samen met elk van die verenigingen. Deze praktijken vertekenen echter het gewone verloop van de mededinging.

De opmerking van de Raad van State betreffende § 2 van artikel 81 wordt aanvaard. Het spreekt vanzelf dat, indien het bestek - bij een beperkte procedure - een tijdelijke vereniging bestaande uit niet-geselecteerde personen en ten minste één geselecteerde persoon de mogelijkheid biedt om offertes in te dienen, de niet-geselecteerde personen zich evenmin in een toestand van uitsluiting mogen bevinden. De afwezigheid van een uitsluitingstoestand wordt beoordeeld uit hoofde van elk van de vennoten en dit in om het even welk stadium van de procedure, zoals blijkt uit de artikelen 17, 30 en 60 van het koninklijk besluit.

#### Artikel 31

In artikel 98 werden de volgende punten in verband met het nazicht van de schijnbaar abnormale prijzen gewijzigd :

— in § 3, worden de laatste twee leden over het informeren van de Erkeningscommissie en de Europese Commissie opgeheven. Deze zelfde verplichtingen komen immers uitgebreider voor in een nieuwe § 5;

— het laatste lid van § 4 werd gewijzigd. Het is immers zo dat de aanbestedende overheid aan een aannemer, van wie de prijs minstens 15 pct. onder het gemiddelde van de ingediende prijzen ligt, niet noodzakelijk moet vragen zijn prijs te rechtvaardigen. Zoals benadrukt in het Verslag aan de Koning dat het koninklijk besluit van 10 januari 1996 voorafgaat, "kan het bijvoorbeeld gebeuren dat de aanbestedende overheid over elementen beschikt die haar toelaten om een rechtvaardiging op te stellen volgens dewelke de ingediende prijs normaal is, ondanks het feit dat hij zich onder het gemiddelde bevindt van 15 pct. berekend volgens § 4. In een dergelijk geval zal de formaliteit dus niet moeten worden vervuld".

Daarom vermeldt de tekst voortaan op duidelijker wijze :

— ofwel dat de aanbestedende overheid de prijs als normaal beschouwt en geen rechtvaardiging vraagt. In dat geval zal zij in haar gunningsbeslissing formeel het normale karakter van de ingediende prijs moeten motiveren door zich met name te baseren op de rechtvaardigingen in § 3 maar eveneens op andere objectieve rechtvaardigingen die door de aanbestedende overheid kunnen worden naar voren geschoven : zo bijvoorbeeld zou de aanbestedende overheid in het kader van maatregelen van ambtswege, het normale karakter van de door een onderneming ingediende prijs kunnen rechtvaardigen indien deze prijs overeenstemt met de regelmatige prijs die door deze zelfde inschrijver voorgesteld werd bij de oorspronkelijke procedure van enkele maanden vroeger. Hetzelfde zou gelden indien na nazicht van de raming zou blijken dat de voorgestelde prijs normaal is en dat de afwijking ten opzichte van het gemiddelde van 15 pct. te wijten is aan de abnormale hoge prijzen die door andere mededingers werden ingediend;

— ofwel dat de aanbestedende overheid de inschrijver verzoekt de nodige rechtvaardigingen te bezorgen zoals bepaald in § 3.

#### Artikel 31

De wijziging die door dit besluit wordt aangebracht in artikel 100, § 1, 2°, van het besluit herstelt een vormelijk hiaat en vermeldt, zoals dat het geval is in het vroegere koninklijk besluit van 22 april 1977, dat met het oog op de rangschikking van de offertes, de door de aanbestedende overheid aanvaarde hoeveelheden die hoger zijn dan of gelijk aan de hoeveelheden van de oorspronkelijke opmetingsstaat, gelden voor alle opmetingsstaten zonder onderscheid.

#### Artikel 33

Er werd een verduidelijking aangebracht in artikel 101 van het besluit wat de varianten betreft. De inschrijver moet een offerte indienen voor het basisontwerp en, in voorkomend geval, voor de variante. De woorden « in voorkomend geval » betekenen dat de inschrijver verplicht is een offerte in te dienen als het om een door de aanbestedende overheid opgelegde variante gaat en dit zowel voor de basisoffere als voor die variante.

Dit zal niet het geval zijn als de variante die voorzien is op initiatief van de aanbestedende overheid, toegelaten is, maar niet wordt opgelegd.



## Article 34

La même précision que celle mentionnée à l'article 33 du présent projet a été apportée à l'article 103 de l'arrêté. En ce qui concerne l'appel d'offres, cette disposition s'applique sans préjudice des variantes libres proposées dans l'offre, dans la mesure où le cahier spécial des charges ne les interdit pas.

## Article 35

L'article 35 du présent arrêté prévoit un montant spécifique de 10 millions de francs permettant la passation par procédure négociée de trois catégories de services : les services financiers (catégorie A, 6, de l'annexe 2 de la loi), les services de recherche et de développement (catégorie A, 8) et les services juridiques (catégorie B, 21). Cette nouvelle disposition s'inspire de celle déjà admise, dans le régime classique, à l'article 120 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996.

Dans le régime classique, un montant différencié plus élevé n'atteignant pas, hors taxe sur la valeur ajoutée, le montant de 5,1 ou 8,2 millions de francs prévu à l'article 53 de l'arrêté du 8 janvier 1996, a été admis. Tenant compte du fait que les divers montants déterminés dans les secteurs spéciaux s'avèrent en règle générale plus élevés, un montant de 10 millions de francs est désormais fixé pour les trois catégories mentionnées.

Un autre objectif poursuivi en modifiant l'article 108 de l'arrêté est de permettre à un pouvoir adjudicateur, dans un marché public de travaux dont le montant estimé ne dépasse pas 30 millions de francs hors taxe sur la valeur ajoutée ou dans un marché public de services dont le montant estimé n'atteint pas le montant fixé à l'article 43, § 2, et qui font l'objet d'une subdivision en lots, de ne pas être astreint à recourir systématiquement à une procédure avec publicité pour de petits lots. Cette faculté vise des lots dont la dépense à approuver est inférieure à 1 million de francs hors taxe sur la valeur ajoutée.

Pour le pouvoir adjudicateur qui décide d'y recourir, la technique des marchés par lots est en soi sensiblement plus lourde qu'un marché global. Il est donc indispensable de prévoir dans les textes un minimum de souplesse si l'on veut ne pas décourager les pouvoirs adjudicateurs déjà peu enclins à recourir à cette technique.

Il convient également de prévoir en parallèle une limite maximale en valeur relative à cette répartition, soit vingt p.c. du montant cumulé de tous les lots.

Les effets de cet amendement peuvent être illustrés par l'exemple suivant pour un marché de travaux d'un montant de 5,5 millions de francs relatif à la rénovation d'un petit bâtiment d'un pouvoir adjudicateur dans le secteur des transports. Trois lots sont envisagés :

1 lot gros oeuvre et parachèvement	4 500 000 francs
1 lot chauffage	600 000 francs
1 lot électricité	400 000 francs

En application du texte en projet, les lots chauffage et électricité pourraient être passés par procédure négociée sans publicité, puisqu'ils sont tous deux d'un montant inférieur à 1 million de francs et que leur total ne dépasse pas vingt p.c. du montant cumulé de tous les lots, soit en l'occurrence 1 100 000 francs. Quant au lot gros oeuvre et parachèvement, il devra être passé par une procédure impliquant une publicité, car, tenant compte des modalités de calcul prévues à l'article 108, ce lot fait partie d'un ouvrage dont la dépense à approuver dépasse 5 millions de francs dans le secteur du transport et ne peut bénéficier de l'exonération.

Ce système offre l'avantage d'alléger les procédures pour les lots d'un faible montant pour certains marchés publics de travaux ou de services et concourt à permettre la participation directe de PME aux marchés publics.

## Article 36

Une modification de pure forme a été apportée à l'article 109 de l'arrêté.

## Article 37

Une nouvelle énumération a été établie pour les dispositions mentionnées à l'article 110, § 2, 1<sup>er</sup> alinéa, de l'arrêté et qui sont applicables aux marchés à passer par procédure négociée. La mention des articles 74 à 76 a pu être supprimée. Ces articles forment en effet le titre VI de l'arrêté, consacré à la détermination et à la vérification des prix. Ces articles s'appliquent également à la procédure négociée et il n'est donc pas nécessaire de le rappeler dans l'article 110. La référence à l'article 78 est maintenue, sauf pour les marchés constatés par simple

## Artikel 34

In artikel 103 van het besluit werd dezelfde verduidelijking aangebracht als die vermeld in artikel 33 van het besluit. Wat de offerteaanvraag betreft, is deze bepaling van toepassing onverminderd de vrije varianten die in de offerte worden voorgesteld, voor zover het bestek ze niet verbiedt.

## Artikel 35

In artikel 35 van dit besluit wordt een specifiek bedrag van 10 miljoen frank vastgelegd dat het mogelijk maakt om opdrachten te gunnen via onderhandelingsprocedure voor drie categorieën van diensten : de financiële diensten (categorie A, 6, van bijlage 2 van de wet), de diensten voor onderzoek en ontwikkeling (categorie A, 8) en de juridische diensten (categorie B, 21). Deze nieuwe bepaling is gebaseerd op die welke in het klassieke stelsel en meer bepaald in artikel 120 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 werd aanvaard.

In het kader van het klassieke stelsel werd een hoger gedifferentieerd bedrag aanvaard dat, exclusief belasting over de toegevoegde waarde, het bedrag van 5,1 of 8,2 miljoen frank waarvan sprake in artikel 53 van het besluit van 8 januari 1996 bereikt. Rekening houdend met het feit dat de verschillende vastgelegde bedragen in de speciale sectoren, over het algemeen hoger blijken te zijn, wordt voortaan een bedrag van 10 miljoen frank vastgelegd voor de drie vermelde categorieën.

Een andere bedoeling van de wijziging van artikel 108 van het besluit is dat een aanbestedende overheid, voor een overheidsopdracht voor aanneming van werken waarvan het geraamde bedrag de 30 miljoen frank zonder belasting over de toegevoegde waarde niet overschrijdt of voor een overheidsopdracht voor aanneming van diensten waarvan het geraamde bedrag niet het bedrag bereikt dat vastgesteld is in artikel 43, § 2, en die het voorwerp uitmaken van een onderverdeling in percelen, niet gedwongen is systematisch een beroep te doen op een procedure met bekendmaking voor kleine percelen. Deze mogelijkheid heeft betrekking op percelen waarvan de goed te keuren uitgave minder bedraagt dan 1 miljoen frank zonder belasting over de toegevoegde waarde.

Voor de aanbestedende overheid die besluit dat toch te doen, is de techniek van de opdrachten met percelen op zich merkkelijk logger dan een globale opdracht. Het is dus onontbeerlijk in de teksten een minimale soepelheid te voorzien indien men de aanbestedende overheden die zo al weinig voelen voor een dergelijke techniek, niet te ontmoedigen.

Daarmee gelijklopend dient eveneens een maximumgrens in betrekkelijke waarde te worden voorzien voor deze verdeling, dat wil zeggen twintig pct. van het samengevoegde bedrag van alle percelen.

De gevolgen van deze wijziging kunnen worden getoond in het volgende voorbeeld, voor een opdracht voor aanneming van werken met een bedrag van 5,5 miljoen frank en die betrekking heeft op de renovatie van een klein gebouw voor een aanbestedende overheid in de sector vervoer. Er worden drie percelen overwogen :

1 perceel ruwbouw en voltooiing	4 500 000 frank
1 perceel verwarming	600 000 frank
1 perceel elektriciteit	400 000 frank

Door de in ontwerp zijnde tekst toe te passen zouden de percelen verwarming en elektriciteit kunnen worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking vermits zij beide minder dan 1 miljoen frank bedragen en dat hun totaal niet meer bedraagt dan twintig pct. van het samengevoegde bedrag van alle percelen, in dit geval 1 100 000 frank. Voor het perceel ruwbouw en voltooiing zal een procedure met bekendmaking nodig zijn vermits, rekening houdend met de in artikel 108 bepaalde berekeningswijzen, dit perceel deel uitmaakt van een werk waarvan de goed te keuren uitgave 5 miljoen frank in de sectoren vervoer overschrijdt en niet in aanmerking komt voor vrijstelling.

Dit stelsel biedt het voordeel de procedures voor de percelen met een gering bedrag voor sommige overheidsopdrachten voor aanneming van werken of diensten te verlichten en draagt bij tot de rechtstreekse deelneming van KMO's aan de overheidsopdrachten.

## Artikel 36

Een zuiver formeel wijziging is aangebracht in artikel 109 van het besluit.

## Artikel 37

Een nieuwe opsomming werd opgesteld voor de bepalingen vermeld in artikel 110, § 2, eerste lid, van het besluit, die van toepassing zijn op de opdrachten te gunnen bij onderhandelingsprocedure. De vermelding van de artikelen 74 tot 76 kon worden geschrapt. Deze artikelen vormen immers titel VI van het besluit gewijd aan de prijsbepaling en prijsonderzoek. Deze artikelen zijn eveneens van toepassing op de onderhandelingsprocedure en het is dus niet nodig dit in artikel 110 in herinnering te brengen. De verwijzing naar artikel 78 wordt behouden

facture acceptée au sens de l'article 110, § 1<sup>er</sup>, 1°, de l'arrêté. En effet, dans ce cas, il n'y a pas d'offre écrite au sens de l'article 78.

Dans son avis, le Conseil d'Etat s'interroge sur l'applicabilité de l'article 90, § 3, de l'arrêté à la procédure négociée. Sur ce point, on ne voit pas en quoi le régime différerait de celui appliqué antérieurement, la seule modification apportée quant au fond étant l'exception prévue pour les marchés constatés sur simple facture acceptée.

L'article 79 a été ajouté car il est logique que, même en procédure négociée, le soumissionnaire participant à la procédure atteste par ce fait qu'il n'adhère ou ne s'est pas soumis à des ententes procédant à des pré-adjudications et qu'il n'a participé à aucun accord, réunion ou coalition en violation de l'article 11 de la loi.

L'article 81, § 2, est désormais également cité. Il y a lieu en effet de rappeler que l'article 32 du présent projet a supprimé les mots «ou négociée» au § 2 de l'article 81 pour le motif que l'article 81 est intégré dans le titre VII consacré aux procédures d'adjudication et d'appel d'offres. Par le biais de l'article 110, la faculté d'accepter, si le cahier spécial des charges le permet, une offre introduite par une association momentanée comprenant des personnes non sélectionnées, pour autant qu'au moins un candidat retenu fasse partie de cette association, est plus logiquement étendue à la procédure négociée avec publicité préalable.

Au 3° du texte français, dans un souci de cohérence terminologique, les mots "au soumissionnaire" ont été remplacés par les mots "à l'adjudicataire".

#### Article 38

Par cet article, diverses précisions, sont apportées à l'article 111 traitant de l'information et de la motivation des décisions. Ainsi,

— l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 1<sup>er</sup> précise qu'en matière d'information, celle-ci doit être communiquée, en procédure ouverte, dans les moindres délais et ce tant aux soumissionnaires non sélectionnés, qu'à ceux dont l'offre a été jugée irrégulière et qu'à ceux dont l'offre régulière n'a pas été choisie. Habituellement, en procédure ouverte, ces diverses décisions seront prises de façon concomitante, ce qui permet d'éviter que le dossier doive être soumis à plusieurs reprises à l'autorité compétente. Si ce n'est pas le cas, chaque stade donnant lieu à la prise d'une décision impliquera une information des soumissionnaires intéressés, et ce dans les moindres délais. Tenant compte d'une remarque du Conseil d'Etat, les mots "et au plus tard lors de la conclusion du marché" sont supprimés;

— à l'alinéa 2 du même § 1<sup>er</sup> et tenant compte d'une remarque du Conseil d'Etat, la condition selon laquelle la communication des motifs ne pouvait avoir lieu qu'après la conclusion du marché a été supprimée. Le texte de la directive 98/4/CE réfère en effet aux décisions prises par l'autorité compétente dans le cadre d'une procédure et ces décisions sont antérieures à la conclusion du marché, en ce compris la décision d'attribution lorsque le lien contractuel s'établit par une notification conformément à l'article 105 de l'arrêté royal;

— le même alinéa 2 prévoit que la décision motivée d'attribution est également communiquée à sa demande à l'adjudicataire. Dans son avis, le Conseil d'Etat a suggéré d'insérer cette disposition à l'article 105 et de remplacer, dans le texte néerlandais, les mots "aan de aannemer" par les mots "aan de gekozen aannemer". Après examen, il a été décidé que cette disposition trouve mieux sa place dans l'article 111, qui traite de la motivation et que dans cette partie de la réglementation, la notion de "aannemer" dans le texte néerlandais correspond à celle d'adjudicataire en français. Toutefois, afin d'améliorer la cohérence recherchée au plan de la terminologie, les mots "de betrokken inschrijver, hierna aannemer te noemen" à l'article 105 ont été remplacés par les mots "de gekozen inschrijver, hierna aannemer te noemen";

— le § 2 est adapté dans le même sens qu'au § 1<sup>er</sup> pour ce qui concerne les marchés passés par procédure restreinte ou par procédure négociée avec publicité au sens de l'article 39, § 1<sup>er</sup>, de la loi;

— le § 3 précise dans un premier alinéa, comme demandé par le Conseil d'Etat, qu'en procédure négociée sans publicité, les candidats ou soumissionnaires non retenus soient également informés spontanément par le pouvoir adjudicateur de sa décision. Cette adaptation est justifiée par le fait que la directive 98/4/CE n'établit, en matière d'information, aucune distinction selon les procédures de passation. Cependant, afin de ne pas alourdir la tâche des pouvoirs adjudicateurs

behelve voor de opdrachten die tot stand komen gewoon met een aangenomen factuur in de zin van artikel 110, § 1, 1°, van het besluit. In dat geval is er immers geen schriftelijke offerte in de zin van artikel 78.

In zijn advies stelt de Raad van State zich vragen over de toepasbaarheid van artikel 90, § 3, van het besluit op de onderhandelingsprocedure. Wat dit punt betreft, ziet men niet in waarin het stelsel verschillend zou zijn van het vroeger toegepaste stelsel. De enige inhoudelijke wijziging betreft immers de uitzondering voor de opdrachten die tot stand komen gewoon met een aangenomen factuur.

Artikel 79 werd toegevoegd omdat het logisch is dat zelfs bij onderhandelingsprocedure, de inschrijver die deelneemt aan de procedure, door dit feit aantoonde dat hij niet aansluit bij of zich onderworpen heeft aan afspraken voor vooraanbestedingen en dat hij niet heeft deelgenomen aan een akkoord, vergadering of coalitie met overtreding van artikel 11 van de wet.

Artikel 81, § 2, wordt voortaan eveneens aangehaald. Er dient immers aan te worden herinnerd dat in artikel 32 van dit ontwerp de woorden «of onderhandelings-» in § 2 van artikel 81 geschrapt werden met als reden dat artikel 81 opgenomen werd in titel VII gewijd aan de procedures van aanbesteding en offerteaanvraag. Door middel van artikel 110 en wanneer het bestek dit mogelijk maakt, wordt de mogelijkheid om een offerte te aanvaarden die ingediend werd door een tijdelijke vereniging met niet-geselecteerde personen, voor zover ten minste een gekozen kandidaat deel uitmaakt van die vereniging, op een meer logische wijze uitgebreid tot de onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Met het oog op de terminologische coherentie, worden in 3° van de Franse tekst de woorden "au soumissionnaire" vervangen door de woorden "à l'adjudicataire".

#### Artikel 38

Dit artikel brengt verschillende verduidelijkingen aan in artikel 111 betreffende de informatie en de motivering van de beslissingen. Aldus

— meldt het eerste lid van § 1 dat de informatie bij openbare procedure onverwijld moet worden verstrekt en dit zowel aan de niet-geselecteerde inschrijvers, diegenen van wie de offerte als niet regelmatig werd beschouwd als aan diegenen van wie de regelmatige offerte niet werd gekozen. Bij een openbare procedure zullen deze diverse beslissingen gewoonlijk op hetzelfde ogenblik worden genomen, waardoor wordt vermeden dat het dossier herhaaldelijk aan de bevoegde overheid moet worden voorgelegd. Als dit niet het geval is, zal aan de betrokken inschrijvers in elk stadium dat aanleiding geeft tot een beslissing, de informatie onverwijld moeten verstrekt worden. Rekening houdend met een opmerking van de Raad van State werden de woorden "en ten laatste wanneer de opdracht gegund wordt" geschrapt;

— in lid 2 van dezelfde § 1 en rekening houdend met een opmerking van de Raad van State, werd de voorwaarde dat de motieven slechts konden worden medegedeeld na de gunning van de opdracht afgeschaft. De tekst van de richtlijn 98/4/EG verwijst immers naar de beslissingen die door de bevoegde overheid worden genomen in het kader van een procedure en deze beslissingen gaan vooraf aan de gunning van de opdracht, met inbegrip van de gunningsbeslissing wanneer de contractuele band gebaseerd is op een kennisgeving overeenkomstig artikel 105 van het koninklijk besluit;

— hetzelfde lid 2 bepaalt dat de gemotiveerde gunningsbeslissing eveneens wordt medegedeeld aan de aannemer op diens verzoek. In zijn advies heeft de Raad van State voorgesteld om deze bepaling in te voegen in artikel 105 en in de Nederlandse tekst de woorden "aan de aannemer" te vervangen door de woorden "aan de gekozen aannemer". Bij nader onderzoek werd beslist dat deze bepaling beter zou worden opgenomen in artikel 111 betreffende de motivering en dat het begrip "aannemer" in de Nederlandse tekst van dit gedeelte van de reglementering overeenstemt met het begrip "adjudicataire" in de Franse tekst. Teneinde de nagestreefde coherentie inzake terminologie te verbeteren, werden de woorden "de betrokken inschrijver, hierna aannemer te noemen" in artikel 105 evenwel vervangen door de woorden "de gekozen inschrijver, hierna aannemer te noemen";

— wordt § 2 in dezelfde zin als § 1 aangepast wat betreft de opdrachten gegund bij beperkte procedure of bij onderhandelingsprocedure met bekendmaking in de zin van artikel 39, § 1, van de wet;

— zoals gevraagd door de Raad van State, verduidelijkt § 3 in een eerste lid dat de niet weerhouden kandidaten of inschrijvers bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking eveneens spontaan door de aanbestedende overheid zouden worden geïnformeerd over haar beslissing. Deze aanpassing is gerechtvaardigd door het feit dat de richtlijn 98/4/EG inzake informatie geen enkel onderscheid maakt naargelang van de gunningsprocedure. Teneinde de taak van de

tout en transposant la directive européenne, il est précisé que ce devoir d'information ne s'applique, dans cette procédure, que pour les marchés atteignant le seuil européen;

— le § 3 prévoit désormais également que la règle selon laquelle la décision d'attribution doit être communiquée à tout soumissionnaire dont l'offre n'a pas été choisie et à l'adjudicataire et qui le demande, ne s'applique pas en cas de marché par procédure négociée sans publicité constaté par simple facture acceptée conformément à l'article 110, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté. En effet, en cas de constatation du marché par simple facture acceptée, la procédure n'est pas formalisée et ne donne dès lors pas lieu à la rédaction d'une décision formelle de sélection ou d'attribution. Outre ce qui précède, le texte prévoit, comme dans les autres paragraphes de l'article 111, que l'adjudicataire peut également obtenir la décision motivée d'attribution.

Par ailleurs, la question a été examinée de savoir s'il conviendrait de reprendre dans ce même article une disposition de la directive 98/4/CE selon laquelle il faut communiquer au plus tôt à sa demande écrite à tout soumissionnaire ayant fait une offre recevable, les caractéristiques et avantages relatifs de l'offre retenue. La notion de décision motivée dans le droit belge inclut ces aspects et s'avère même plus large puisque cette décision suppose une comparaison de diverses offres. Il a donc été jugé opportun de référer à la notion de décision motivée, telle qu'existant dans notre droit, d'autant qu'une attitude en sens contraire aurait pu amener les praticiens à s'interroger sur les raisons de l'inclusion de cette disposition particulière. Or, l'objectif est bien d'imposer au pouvoir adjudicateur l'indication dans l'acte même, des considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

A cette occasion également, une autre question examinée et qui suscite des controverses, est celle de savoir si le pouvoir adjudicateur pourrait procéder à un tirage au sort, et motiver sa décision sur la base du résultat de ce tirage, lorsqu'en procédure restreinte ou négociée avec publicité au sens de l'article 39, § 1<sup>er</sup>, de la loi, certaines candidatures reçues sont jugées équivalentes mais que leur nombre excède le chiffre maximum envisagé. A ce propos, en son article 101, l'arrêté royal admet déjà explicitement la solution du tirage au sort dans le cas exceptionnel du maintien d'une parité de prix en procédure d'adjudication. Il convient dès lors de considérer que, même en l'absence d'une disposition expresse, le tirage au sort pourrait être une modalité permettant, en cas d'égalité de qualification, de départager des candidats. Cette modalité doit cependant rester exceptionnelle et ne peut pas conduire à ce que des pouvoirs adjudicateurs concluent sans analyse et justification sérieuses, à l'existence d'une telle égalité. Les circonstances justifiant le recours au tirage au sort doivent donc être dûment établies, et contrairement à ce que l'avis du Conseil d'Etat pourrait laisser entendre, le recours à une telle modalité n'implique pas qu'il n'y a pas de motivation de la décision.

#### Article 39

Cette disposition adapte l'article 112 de l'arrêté concernant la décision du pouvoir adjudicateur de renoncer à passer un marché ou de recommencer la procédure. Il est précisé que l'information des candidats ou soumissionnaires doit avoir lieu dans les moindres délais. Par ailleurs, l'information de la Commission européenne a été supprimée car elle n'est pas imposée par la directive 93/38/CEE.

#### Article 40

Maintes modifications devant être apportées dans certains modèles d'avis mentionnés dans les annexes et ce en vue de les rendre conformes aux modèles de la directive 98/4/CE, il a été jugé préférable de publier les annexes concernées dans leur intégralité. Ceci doit permettre aux pouvoirs adjudicateurs d'utiliser des modèles immédiatement opérationnels.

#### Article 41

Cet article fixe la date d'entrée en vigueur du présent projet.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux,  
et très fidèle serviteur,  
Le Premier Ministre,  
J.-L. DEHAENE

aanbestedende overheden niet te verzwaren en toch de Europese richtlijn om te zetten, wordt verduidelijkt dat deze informatieplicht in het kader van deze procedure enkel van toepassing is op de opdrachten die de Europese drempel bereiken;

— bepaalt § 3 voortaan dat het voorschrift volgens hetwelk de gemotiveerde beslissing moet meegedeeld worden aan elke inschrijver van wie de offerte niet gekozen werd en aan de aannemer zo zij erom vragen, niet van toepassing is in geval van opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, die tot stand komt gewoon met een aangenomen factuur overeenkomstig artikel 110, 1<sup>o</sup>, van het besluit. Immers, in geval van vaststelling van de opdracht gewoon met een aangenomen factuur is de procedure niet geformaliseerd en geeft ze dus geen aanleiding tot het opstellen van een formele beslissing van selectie of toewijzing. Naast wat voorafgaat bepaalt de tekst, zoals in de andere paragrafen van artikel 111, dat de aannemer eveneens de gemotiveerde toewijzingsbeslissing kan bekomen.

Anderzijds werd nagegaan of het raadzaam zou zijn in ditzelfde artikel een bepaling op te nemen van richtlijn 98/4/EG volgens dewelke onverwijld en op zijn schriftelijk verzoek, aan elke inschrijver die een ontvankelijke offerte heeft ingediend, de eigenschappen en de voordelen van de gekozen offerte moeten worden meegedeeld. Het begrip gemotiveerde beslissing in het Belgische recht omvat deze aspecten en blijkt zelfs ruimer te zijn vermits deze beslissing een vergelijking van verschillende offertes veronderstelt. Het werd dus nuttig geacht te verwijzen naar het begrip gemotiveerde beslissing zoals het in ons recht bestaat, temeer daar een tegenovergestelde houding de practici er zou kunnen toe brengen zich af te vragen waarom deze bijzondere bepaling ingevoerd werd. Nu is het wel degelijk de bedoeling de aanbestedende overheid te verplichten in de akte zelf de overwegingen aan te geven die feitelijk en rechtens aan de grondslag liggen van deze beslissing.

Bij deze gelegenheid werd eveneens een andere kwestie onderzocht die tot controverses leidt, namelijk de vraag of de aanbestedende overheid zou kunnen overgaan tot een loting en haar beslissing zou kunnen motiveren op grond van het resultaat van deze loting, wanneer bij een beperkte procedure of onderhandelingsprocedure met bekendmaking in de zin van artikel 39, § 1, van de wet, sommige ontvangen kandidaturen als evenwaardig worden beschouwd, maar dat hun aantal het vooropgestelde maximumcijfer overschrijdt. In dat verband wordt in artikel 101 van het koninklijk besluit reeds uitdrukkelijk de oplossing van de loting toegestaan in het uitzonderlijke geval van behoud van een gelijke prijs bij een aanbestedingsprocedure. Er kan dus worden van uitgegaan dat zelfs bij afwezigheid van een uitdrukkelijke bepaling de loting een mogelijkheid kan zijn die toelaat om, bij gelijke kwalificatie, een keuze te kunnen maken tussen de kandidaten. Deze mogelijkheid dient evenwel een uitzondering te blijven en mag er niet toe leiden dat aanbestedende overheden, zonder ernstig onderzoek en rechtvaardiging, besluiten tot het bestaan van een dergelijke gelijkheid. De omstandigheden die de loting rechtvaardigen moeten dus bewezen worden en, in tegenstelling tot wat uit het advies van de Raad van State zou kunnen blijken, impliceert het gebruik van een dergelijke mogelijkheid niet dat de beslissing niet werd gemotiveerd.

#### Artikel 39

In deze bepaling wordt artikel 112 van het besluit betreffende de beslissing van de aanbestedende overheid om een opdracht niet te gunnen of om de procedure te herbeginnen aangepast. Er wordt verduidelijkt dat de informatie onverwijld moet worden medegedeeld aan de kandidaten of inschrijvers. Bovendien werd de mededeling van de informatie aan de Europese Commissie afgeschaft, omdat zij niet wordt opgelegd door de richtlijn 93/38/EEG.

#### Artikel 40

Daar talrijke wijzigingen moeten worden aangebracht in bepaalde modellen van aankondiging vermeld in de bijlagen en dit om ze in overeenstemming te brengen met de modellen van de richtlijn 98/4/EG, wordt het verkieselijk geacht de betrokken bijlagen in hun geheel te publiceren. Dat stelt de aanbestedende overheden in de mogelijkheid modellen te gebruiken die onmiddellijk operationeel zijn.

#### Artikel 41

Dit artikel legt de datum van inwerkingtreding van dit ontwerp vast.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige,  
en zeer getrouwe dienaar,  
De Eerste Minister,  
J.-L. DEHAENE

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 18 décembre 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications" (L. 28.609/1), a donné le 28 janvier 1999 l'avis suivant :

## Portée du projet

Le projet d'arrêté soumis pour avis a pour objet de transposer, dans l'ordre juridique interne, la directive 98/4/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 modifiant la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications.

A cet effet, le projet modifie l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications. En outre, le projet a pour objet d'apporter un nombre d'adaptations et de précisions à l'arrêté précité, compte tenu de l'expérience acquise durant la période au cours de laquelle l'arrêté a été appliqué.

## Examen du texte

## Article 4

Il serait préférable de supprimer le 1°. En effet, des observations analogues à celles formulées ci-dessus à propos de l'article 3 du projet L. 28.367/1 valent pour cette disposition en projet.

## Article 5

Le texte du rapport au Roi concernant cet article appelle des observations similaires à celles formulées à propos de l'article 4 du projet L. 28.367/1. L'article 5 examiné doit également être complété.

## Article 6

Les observations formulées ci-dessus à propos de l'article 5 du projet L. 28.367/1 valent, moyennant les adaptations nécessaires, pour cet article.

## Article 8

L'observation formulée ci-dessus à propos de l'article 7 du projet L. 28.367/1 s'applique, moyennant les adaptations nécessaires, à cet article.

## Article 9

Une observation similaire à celle formulée ci-dessus à propos de l'article 8 du projet L. 28.367/1 s'applique à cet article.

## Article 15

Les observations formulées ci-dessus à propos de l'article 5 du projet L. 28.367/1 s'appliquent, moyennant les adaptations nécessaires, à cet article.

## Article 17

Une observation similaire à celle formulée à propos de l'article 8 du projet L. 28.367/1 s'appliquent à cet article.

## Article 24

Les observations formulées à propos de l'article 5 du projet L. 28.367/1 s'appliquent, moyennant les adaptations nécessaires, à cet article.

## Article 28

A propos de cet article, il convient de formuler, en ce qui concerne l'article 78, § 3, en projet, des observations analogues à celles formulées à propos de l'article 37 du projet L. 28.367/1.

## Article 30

1. Les auteurs du projet entendent sans doute que les membres d'une association momentanée doivent également se conformer aux dispositions des articles 17bis, 39bis et 60bis en projet.

A l'article 30 du projet, il faut donc non seulement ajouter au 1° la mention de l'article 91, mais également celle des articles 17bis, 39bis et 60bis.

Le 1° devrait dès lors être rédigé comme suit :

« 1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots "des articles 77 à 80" sont remplacés par les mots "des articles 17bis, 39bis, 60bis, 77 à 80 et 91".

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 18 december 1998 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie" (L. 28.609/1), heeft op 28 januari 1999 het volgende advies gegeven :

## Strekking van het ontwerp

Het om advies voorgelegde ontwerp strekt ertoe de richtlijn 98/4/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 februari 1998 tot wijziging van richtlijn 93/38/EEG houdende coördinatie van de procedures voor het plaatsen van de opdrachten in de sectoren water- en energievoorziening, vervoer en telecommunicatie, in de interne rechtsorde om te zetten.

Daartoe wijzigt het ontwerp het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie. Tevens beoogt het ontwerp een aantal aanpassingen en verduidelijkingen in het voornoemde besluit aan te brengen, rekening houdend met de ervaring die opgedaan werd gedurende de periode dat het besluit werd toegepast.

## Onderzoek van de tekst

## Artikel 4

Het 1° worde beter geschrapt. Bij die ontworpen bepaling gelden immers vergelijkbare opmerkingen als de opmerkingen die hierboven zijn gemaakt bij artikel 3 van het ontwerp L. 28.367/1.

## Artikel 5

Het verslag aan de Koning bij dit artikel geeft aanleiding tot gelijkaardige opmerkingen als de opmerkingen die zijn gemaakt bij artikel 4 van ontwerp L. 28.367/1. Ook het voorliggende artikel 5 moet worden aangevuld.

## Artikel 6

Mutatis mutandis gelden bij dit artikel dezelfde opmerkingen als de opmerkingen die hierboven bij artikel 5 van het ontwerp L. 28.367/1 zijn gemaakt.

## Artikel 8

Bij dit artikel geldt mutatis mutandis de opmerking die is gemaakt bij artikel 7 van het ontwerp L. 28.367/1.

## Artikel 9

Een gelijkaardige opmerking geldt bij dit artikel als de opmerking gemaakt bij artikel 8 van het ontwerp L. 28.367/1.

## Artikel 15

Mutatis mutandis gelden bij dit artikel dezelfde opmerkingen als de opmerkingen die zijn gemaakt bij artikel 5 van het ontwerp L. 28.367/1.

## Artikel 17

Een gelijkaardige opmerking geldt bij dit artikel als de opmerking gemaakt bij artikel 8 van het ontwerp L. 28.367/1.

## Artikel 24

Mutatis mutandis gelden bij dit artikel dezelfde opmerkingen als de opmerkingen die zijn gemaakt bij artikel 5 van het ontwerp L. 28.367/1.

## Artikel 28

Bij dit artikel kunnen wat het ontworpen artikel 78, § 3, betreft, vergelijkbare opmerkingen worden gemaakt als de opmerkingen die zijn gemaakt bij artikel 37 van het ontwerp L. 28.367/1.

## Artikel 30

1. Wellicht is het de bedoeling van de stellers van het ontwerp, dat ook de leden van een tijdelijke vereniging dienen te voldoen aan de bepalingen van de ontworpen artikelen 17bis, 39bis en 60bis.

In artikel 30 van het ontwerp dient bijgevolg na het 1° niet enkel de vermelding van artikel 91 te worden toegevoegd, maar ook van de artikelen 17bis, 39bis en 60bis.

Het 1° moet dan geschreven worden als volgt :

« 1° in § 1, tweede lid, worden de woorden "de artikelen 77 tot 80" vervangen door de woorden "de artikelen 17bis, 39bis, 60bis, 77 tot 80 en 91".

2. En outre, les observations 2 et 3 que le Conseil d'Etat a formulées à propos de l'article 39 du projet L. 28.367/1 doivent être formulées, moyennant les adaptations nécessaires, en ce qui concerne l'article 30.

#### Article 33

Cet article modifie l'article 101, alinéa 1<sup>er</sup>, seconde phrase, de l'arrêté royal du 10 janvier 1996.

Le Conseil d'Etat s'autorise à signaler qu'une disposition identique figure à l'article 113, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal précité du 8 janvier 1996. Cette disposition n'est toutefois pas modifiée par le projet L. 28.367/1. La question se pose de savoir si cette différence procède d'un choix délibéré des auteurs des projets.

#### Article 36

Il convient de formuler une observation analogue à celle qui porte sur l'article 44 du projet L. 28.367/1.

#### Article 37

1.1. La disposition envisagée après le 1<sup>o</sup> de cet article remplace l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 111, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 10 janvier 1996.

Selon la règle en vigueur, les soumissionnaires dont l'offre n'a pas été choisie en sont "informés" par le pouvoir adjudicateur.

La disposition en projet y ajoute notamment que cette information s'opère "dans les moindres délais et au plus tard lors de la conclusion du marché".

A propos de cet ajout, le Conseil d'Etat s'autorise, par analogie avec les observations relatives à l'article 10 du projet L. 28.367/1, à relever ce qui suit.

Il faut présumer que, comme dans l'article 10 précité, il faut que, dans le texte néerlandais de la disposition en projet qui est analysée, le mot "gegund" soit également compris, eu égard au mot "conclusion" qui y correspond dans le texte français, comme la passation du contrat.

L'article 1<sup>er</sup>, point 11, de la directive 98/4/CE qui doit être transposé par le projet examiné, remplace, dans la directive 93/38/CEE, l'article 41 de la manière suivante :

« 3. Les entités (adjudicatrices)... informeront dans les meilleurs délais les fournisseurs, entrepreneurs ou prestataires de services participants, des décisions prises concernant l'adjudication du marché, par écrit si la demande leur en est faite ».

La disposition en projet ne transpose pas cette directive de manière adéquate : la directive n'autorise pas que l'adjudication, dans le sens de passation du contrat, soit considérée comme le dernier moment possible pour fournir l'information (1). Par conséquent, il faudrait remplacer, dans le texte néerlandais de la disposition en projet, les mots "en ten laatste wanneer de opdracht gegund wordt" par les mots "en ten laatste wanneer de opdracht wordt toegewezen" et remplacer, dans le texte français, les mots "au plus tard lors de la conclusion du marché" par les mots "au plus tard lors de l'attribution du marché".

1.2. L'article 111, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal du 10 janvier 1996 n'est pas modifié par le projet, dans la mesure où cette disposition impose au pouvoir adjudicateur une obligation d'information qu'il doit respecter "après la conclusion du marché".

Cette "clause temporelle" doit, elle aussi, être considérée comme une dérogation à la directive 98/4/CE qui, en son article 1<sup>er</sup>, point 11, remplace comme suit l'article 41, paragraphe 4, de la directive 93/38/CEE :

« 4. Les entités adjudicatrices... communiquent, dans les meilleurs délais à compter de la réception d'une demande écrite, à tout candidat ou soumissionnaire écarté les motifs du rejet de sa candidature ou de son offre, ... » .

Il ne peut se déduire de cette disposition que cette communication ne pourrait se faire qu'"après la conclusion du marché". Il faudrait donc ajouter au projet une disposition supprimant les mots "après la conclusion du marché" à l'article 111, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, en sorte que la phrase introductive de cet alinéa porterait ce qui suit : "Le pouvoir adjudicateur communique, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande écrite ... » .

1.3. Les observations faites aux points 1.1. et 1.2. se trouvent encore corroborées dès lors que les dispositions qui y sont soumises à la critique semblent également être inconciliables avec les objectifs de la directive 92/13/CEE du Conseil du 25 février 1992 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à l'application des règles communautaires sur les procédures de passation des marchés des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications.

2. Bij artikel 30 moeten voorts, mutatis mutandis, de opmerkingen 2 en 3 worden gemaakt die de Raad van State heeft geformuleerd bij artikel 39 van het ontwerp L. 28.367/1.

#### Artikel 33

Dit artikel wijzigt artikel 101, eerste lid, tweede volzin, van het koninklijk besluit van 10 januari 1996.

De Raad van State wenst op te merken dat in artikel 113, eerste lid, van het voormelde koninklijk besluit van 8 januari 1996 eenzelfde bepaling voorkomt. Die bepaling wordt echter niet gewijzigd door het ontwerp L. 28.367/1. Het is de vraag of dit verschil het gevolg is van een bewuste keuze van de stellers van de ontwerpen.

#### Artikel 36

Een analoge opmerking kan worden gemaakt als deze gemaakt bij artikel 44 van het ontwerp L. 28.367/1.

#### Artikel 37

1.1. De in dit artikel na het 1<sup>o</sup> ontworpen bepaling vervangt het eerste lid van artikel 111, § 1, van het koninklijk besluit van 10 januari 1996.

Luidens de vigerende bepaling worden de inschrijvers van wie de offerte niet werd uitgekozen van dit feit "op de hoogte gebracht" door de aanbestedende overheid.

De ontworpen bepaling voegt daar onder meer aan toe dat deze kennisgeving gebeurt "zo spoedig mogelijk en ten laatste wanneer de opdracht gegund wordt".

Bij die aanvulling wenst de Raad van State, analoog met de opmerkingen gemaakt bij artikel 10 van het ontwerp L.28.367/1, het volgende op te merken.

Men dient ervan uit te gaan dat, zoals in voornoemd artikel 10, ook in de hier besproken ontworpen bepaling in de Nederlandse tekst het woord "gegund", gelet op het overeenstemmende woord "conclusion" in de Franse tekst, moet worden verstaan als het doen ontstaan van de overeenkomst.

Artikel 1, punt 11 van de met het voorliggende ontwerp om te zetten richtlijn 98/4/EG vervangt in richtlijn 93/38/EEG artikel 41 als volgt :

« 3. Aanbestedende diensten... stellen de deelnemende leveranciers, aannemers of dienstverleners onverwijld en desgevraagd schriftelijk in kennis van de gunning van de opdracht. »

De ontworpen bepaling blijkt deze richtlijn niet correct om te zetten : de richtlijn staat niet toe dat de gunning, in de betekenis van het sluiten van de overeenkomst, wordt genomen als laatst mogelijke ogenblik om te informeren (1). In de Nederlandse tekst van de ontworpen bepaling moeten bijgevolg de woorden "en ten laatste wanneer de opdracht gegund wordt" worden vervangen door de woorden "en ten laatste wanneer de opdracht wordt toegewezen" en in de Franse tekst de woorden "au plus tard lors de la conclusion du marché" door "au plus tard lors de l'attribution du marché".

1.2. Artikel 111, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 wordt door het ontwerp niet gewijzigd, in zoverre in die bepaling aan de aanbestedende overheid een informatieplicht wordt opgelegd die zij moet nakomen "na de gunning van de opdracht".

Ook deze "tijdsbepaling" is als een afwijking te beschouwen van de richtlijn 98/4/EG die in haar artikel 1, punt 11 in artikel 41 van de richtlijn 93/38/EEG, lid 4, als volgt vervangt :

« 4. Aanbestedende diensten ... delen zo spoedig mogelijk na de datum van ontvangst van een schriftelijk verzoek aan iedere afgewezen gegadigde of inschrijver de redenen mee voor de afwijzing van zijn aanvraag of van zijn inschrijving op een aanbesteding, ... » .

Uit die bepaling kan niet worden afgeleid dat die mededeling pas "na de gunning van de opdracht" zou kunnen gebeuren. Aan het ontwerp moet bijgevolg een bepaling worden toegevoegd, luidens welke de woorden "na de gunning van de opdracht" in artikel 111, § 1, tweede lid, worden geschrapt, zodat de inleidende zin van dat lid zou luiden als volgt : "De aanbestedende overheid deelt binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van het schriftelijk verzoek, mede : ... » .

1.3. De opmerkingen na punt 1.1 en 1.2. kunnen nog kracht worden bijgezet doordat de daarin aan kritiek onderworpen bepalingen al evenmin verenigbaar lijken met de doelstellingen van de richtlijn 92/13/EEG van de Raad van 25 februari 1992 tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de toepassing van de communautaire voorschriften inzake de procedures voor het plaatsen van opdrachten door diensten die werkzaam zijn in de sectoren water- en energievoorziening, vervoer en telecommunicatie.

En effet, les deuxième et troisième considérants de cette directive sont rédigés comme suit :

« Considérant que les mécanismes existant actuellement, tant sur le plan national que sur le plan communautaire, pour assurer cette application ne sont pas toujours adéquats;

Considérant que l'absence de moyens de recours efficaces ou l'insuffisance des moyens existants pourrait dissuader les entreprises communautaires de soumissionner; qu'il convient, dès lors, que les Etats membres remédient à cette situation".

Ainsi qu'il a déjà été relevé à propos de l'article 10 du projet L. 28.367/1, l'obligation d'information qui ne vaut qu'à la passation du contrat, limite les possibilités de recours.

2. La disposition en projet sous l'article 37, 2°, du projet a pour objet d'insérer les mots "et à l'adjudicataire" dans l'article 111, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3°, de l'arrêté royal du 10 janvier 1996.

On est en droit de se demander si cet ajout, qui implique une obligation d'informer le "vainqueur", est à sa place à l'article 111 qui règle, pour le surplus, l'obligation incombant au pouvoir adjudicateur d'informer les candidats non sélectionnés ou non choisis.

Si les auteurs du projet entendent maintenir dans le projet l'obligation d'informer l'adjudicataire, mieux vaudrait incorporer celle-ci à l'article 105 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996. Il y aurait lieu, en tout cas, pour être tout à fait précis, d'écrire "à l'adjudicataire choisi" au lieu de "à l'adjudicataire".

3. A l'article 37, 3°, du projet, les mots "au plus tard lors de la conclusion du marché", figurant à l'alinéa 2 en projet, appellent des observations analogues à celles faites ci-dessus sous le point 1 relatif à une disposition identique. Il s'impose dès lors de supprimer ces mots.

En outre, il convient de formuler, à propos de la disposition en vigueur de l'article 111, § 2, alinéa 3, de l'arrêté royal du 10 janvier 1996, qui comporte la mention "après la conclusion du marché", des observations similaires à celles formulées ci-dessus sous le point 1. relatif à une disposition identique de l'article 111, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de cet arrêté royal.

4. L'article 37, 4°, du projet appelle une observation identique à celle formulée ci-dessus sous le point 2., encore que la précision envisagée, si elle est maintenue, pourrait alors être ajoutée à l'article 110 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996.

A cet égard, il faut toutefois observer en outre que, même après la modification examinée, une obligation d'information n'est imposée, en ce qui concerne la procédure négociée sans publicité, qu'après réception d'une demande écrite en ce sens. Ceci n'est pas conforme à l'article 41, paragraphe 3, précité, de la directive 93/38/CE, modifiée par la directive 98/4/CE, qui, au sujet de l'obligation d'information spontanée, ne fait pas de distinction entre les diverses procédures. Par conséquent, il faut, en ce qui concerne également la procédure négociée sans publicité, prévoir une obligation d'information spontanée dans le cadre de la transposition des directives précitées.

5. Les considérations relatives au tirage au sort qui sont formulées à propos de l'article 37 du projet dans le rapport au Roi doivent faire l'objet de la même critique que celle que le Conseil d'Etat a émise sous le point 5 concernant l'article 10 du projet L. 28.367/1.

#### Article 38

A propos de cet article, le rapport au Roi fait référence au "texte de la directive 98/4/CE".

Le texte concerné n'a pu être identifié de manière plus précise par le Conseil d'Etat.

#### Article 40

La mention, dans la disposition en projet, d'une date (2) risque de poser des problèmes d'interprétation dont fait état l'observation relative à l'article 47 du projet L. 28.367/1. L'on voudra bien se reporter à cette observation.

La chambre était composée de :

MM. :

D. Verbiest, président de chambre;

M. Van Damme et J. Smets, conseillers d'Etat;

G. Schrans et E. Wymeersch, assessseurs de la section de législation;

Mme A. Beckers, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. D. Verbiest.

Le rapport a été présenté par M. J. Stevens, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. W. Pas, référendaire adjoint.

Le greffier,  
A. Beckers.

Le président,  
D. Verbiest.

In de tweede en derde overweging van die richtlijn is immers te lezen wat volgt :

« Overwegende dat de zowel op nationaal als op Gemeenschapsniveau bestaande voorzieningen die de toepassing van deze richtlijn moeten waarborgen, niet altijd adequaat zijn;

Overwegende dat het ontbreken van doeltreffende beroepsmogelijkheden of de ontoereikendheid van de bestaande mogelijkheden ondernemingen in de Gemeenschap ervan zou kunnen weerhouden hun kans te wagen; dat de Lid-Staten hierin derhalve verandering dienen te brengen. »

Zoals reeds opgemerkt bij artikel 10 van ontwerp L. 28.367/1 beperkt een kennisgevingsplicht die pas geldt bij het ontstaan van de overeenkomst de beroepsmogelijkheden.

2. De ontworpen bepaling onder artikel 37, 2°, van het ontwerp strekt ertoe, de woorden "en aan de aannemer" in te voegen in artikel 111, § 1, tweede lid, 3°, van het koninklijk besluit van 10 januari 1996.

Twijfel kan rijzen of die toevoeging, die een informatieplicht aan de "winnaar" inhoudt, op haar plaats is in artikel 111 dat voor het overige de informatieplicht van de aanbestedende overheid regelt wat betreft niet geselecteerde of niet gekozen kandidaten.

Mochten de stellers van het ontwerp de bedoelde informatieplicht aan de aannemer in het ontwerp willen behouden, dan ware het beter deze op te nemen in artikel 105 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996. In elk geval schrijve men duidelijkheidshalve "aan de gekozen aannemer" in plaats van "aan de aannemer".

3. Bij artikel 37, 3°, van het ontwerp horen in het ontworpen tweede lid bij de woorden "ten laatste wanneer de opdracht gegund wordt" gelijkaardige opmerkingen als hierboven gemaakt onder punt 1 bij eenzelfde bepaling. Die woorden moeten worden geschrapt.

Voorts gelden bij de vigerende bepaling van artikel 111, § 2, derde lid, van het koninklijk besluit van 10 januari 1996, waarin sprake is van "na de gunning van de opdracht" gelijkaardige opmerkingen als hierboven gemaakt onder punt 1. bij een gelijklopende bepaling van artikel 111, § 1, tweede lid, van dat koninklijk besluit.

4. Bij artikel 37, 4°, van het ontwerp kan eenzelfde opmerking worden gemaakt als hierboven onder punt 2., zij het dat hier de ontworpen aanvulling, indien zij wordt behouden, dan aan artikel 110 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 zou kunnen worden toegevoegd.

Daarbij moet echter nog worden opgemerkt dat, zelfs na de besproken wijziging, wat de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking betreft, enkel een informatieplicht is opgelegd na ontvangst van een schriftelijk verzoek daartoe. Daarmee is niet voldaan aan het hoger aangehaalde artikel 41, lid 3, van de richtlijn 93/38/EEG, zoals gewijzigd door de richtlijn 98/4/EG, dat op het vlak van de spontane informatieplicht geen onderscheid maakt tussen de onderscheiden procedures. Bijgevolg moet, ook wat de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking betreft, ter omzetting van de voormelde richtlijnen worden voorzien in een spontane informatieplicht.

5. Bij de beschouwingen die bij artikel 37 van het ontwerp in het verslag aan de Koning worden gewijd aan de loting hoort eenzelfde kritiek als de kritiek die de Raad van State uitbracht onder punt 5 bij artikel 10 van het ontwerp L. 28.367/1.

#### Artikel 38

In het verslag aan de Koning bij dit artikel wordt verwezen naar de "tekst van de richtlijn 98/4/EG".

De bedoelde tekst kon door de Raad van State niet nader worden geïdentificeerd.

#### Artikel 40

Het in de ontworpen bepaling vermelden van een datum (2) kan aanleiding geven tot interpretatieproblemen waarop is gewezen in de opmerking bij artikel 47 van het ontwerp L. 28.367/1. Het kan volstaan naar die opmerking te verwijzen.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

D. Verbiest, kamervoorzitter;

M. Van Damme en J. Smets, staatsraden;

G. Schrans en E. Wymeersch, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. A. Beckers, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer D. Verbiest.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Stevens, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer W. Pas, adjunct-referendaris.

De griffier,  
A. Beckers.

De voorzitter,  
D. Verbiest.

## Notes

(1) Cette interprétation se déduit de l'emploi de l'expression "dans les meilleurs délais".

(2) Au demeurant, il faudra sans doute adapter la date du 16 février 1999.

**25 MARS 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée par les arrêtés royaux des 10 janvier 1996, 18 juin 1996 et 10 janvier 1999;

Vu l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications, modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1998;

Vu la directive 92/13/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 février 1992 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à l'application des règles communautaires sur les procédures de passation des marchés des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications;

Vu la directive 93/38/CEE du Conseil des Communautés européennes du 14 juin 1993 portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications;

Vu la directive 98/4/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 modifiant la directive 93/38/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications;

Vu l'Accord sur les marchés publics conclu dans le cadre de l'Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce, signé à Marrakech le 15 avril 1994;

Vu l'avis de la Commission des marchés publics du 19 octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 28 octobre 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 28 janvier 1999;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications, ci-après dénommé l'arrêté, le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le montant des marchés publics de travaux visés à la présente section est de 203 millions de francs hors taxe sur la valeur ajoutée. Ce montant est toutefois de 197 millions de francs hors taxe sur la valeur ajoutée pour les marchés publics de travaux des pouvoirs adjudicateurs dans les secteurs des télécommunications, du transport ou de la distribution de gaz ou de chaleur, de la prospection et de l'extraction de pétrole ou de gaz, de la prospection et de l'extraction de charbon et d'autres combustibles solides et dans le domaine du transport par chemin de fer autre qu'urbain.

Ces montants, ainsi que celui mentionné à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, du présent arrêté, sont adaptés par le Premier Ministre conformément aux révisions biennales prévues à l'article 14 de la directive 93/38/CEE du Conseil des Communautés européennes du 14 juin 1993 portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications. ».

**Art. 2.** Dans l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, de l'arrêté, le montant « quarante et un millions de francs » est remplacé par le montant « 39,5 millions de francs ».

## Nota's

(1) Dit is af te leiden uit het gebruik van de term "onverwijld".

(2) 16 februari 1999 zal overigens wellicht moeten worden aangepast.

**25 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals gewijzigd door de koninklijke besluiten van 10 januari 1996, 18 juni 1996 en 10 januari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie, gewijzigd door het koninklijk besluit van 8 november 1998;

Gelet op de richtlijn 92/13/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 februari 1992 tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de toepassing van de communautaire voorschriften inzake de procedures voor het plaatsen van opdrachten door diensten die werkzaam zijn in de sectoren water- en energievoorziening, vervoer en telecommunicatie;

Gelet op de richtlijn 93/38/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 14 juni 1993 houdende coördinatie van de procedures voor het plaatsen van opdrachten in de sectoren water- en energievoorziening, vervoer en telecommunicatie;

Gelet op de richtlijn 98/4/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 februari 1998 tot wijziging van richtlijn 93/38/EEG houdende coördinatie van de procedures voor het plaatsen van opdrachten in de sectoren water- en energievoorziening, vervoer en telecommunicatie;

Gelet op de Overeenkomst inzake overheidsopdrachten gesloten in het kader van het Algemeen Akkoord over de Douane- en Handelstarieven, ondertekend te Marrakech op 15 april 1994;

Gelet op het advies van de Commissie voor de overheidsopdrachten van 19 oktober 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 28 oktober 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State van 28 januari 1999;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie, hierna genoemd het besluit, wordt § 2 vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Het bedrag van de in deze afdeling bedoelde overheidsopdrachten voor aanneming van werken is 203 miljoen frank zonder belasting over de toegevoegde waarde. Dit bedrag is evenwel 197 miljoen frank zonder belasting over de toegevoegde waarde voor de overheidsopdrachten voor aanneming van werken van de aanbestedende overheden in de sectoren telecommunicatie, vervoer of verdeling van gas of warmte, de opsporing en winning van petroleum of gas, de opsporing en winning van steenkool en andere vaste brandstoffen en op het gebied van het spoorwegvervoer ander dan stadsvervoer.

Deze bedragen, alsook dit vermeld in artikel 2, § 1, vierde lid, van dit besluit, worden aangepast door de Eerste Minister overeenkomstig de tweejaarlijkse herzieningen bepaald in artikel 14 van de richtlijn 93/38/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 14 juni 1993 houdende coördinatie van de procedures voor het plaatsen van opdrachten in de sectoren water- en energievoorziening, vervoer en telecommunicatie. ».

**Art. 2.** In artikel 2, § 1, vierde lid, van het besluit worden de woorden « éenenveertig miljoen frank zonder belasting op de toegevoegde waarde » vervangen door de woorden « 39,5 miljoen frank zonder belasting over de toegevoegde waarde ».

**Art. 3.** Dans l'article 6 de l'arrêté, le 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° le pouvoir adjudicateur invite ultérieurement tous les candidats à confirmer leur intérêt sur la base des informations détaillées relatives au marché en cause avant d'entamer la sélection des entrepreneurs à la procédure restreinte ou à la procédure négociée.

Ces informations comprendront au moins les renseignements suivants :

a) la nature et la quantité, y compris toutes options concernant des marchés complémentaires et, si possible, le délai estimé pour l'exercice de ces options; dans le cas de marchés renouvelables, la nature et la quantité, et, si possible, le délai estimé de publication des avis de mise en concurrence ultérieurs pour les travaux devant faire l'objet du marché;

b) le mode de passation choisi : adjudication restreinte, appel d'offres restreint ou procédure négociée;

c) le cas échéant, la date à laquelle commencera ou s'achèvera l'exécution des travaux;

d) l'adresse et la date limite pour le dépôt des demandes visant à obtenir une invitation à remettre offre ainsi que la ou les langues autorisées pour leur présentation;

e) l'adresse du pouvoir adjudicateur qui doit passer le marché et fournir les renseignements nécessaires pour l'obtention du cahier spécial des charges et autres documents;

f) les conditions de caractère économique et technique, les garanties financières et les renseignements exigés des entrepreneurs;

g) le cas échéant, le montant et les modalités de paiement de la somme due pour l'obtention de la documentation relative à la procédure de passation du marché;

h) la forme du marché; ».

**Art. 4.** Dans l'article 16 de l'arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, le texte est complété comme suit : « Toutefois et sans préjudice de l'application de l'article 17, le pouvoir adjudicateur peut juger suffisantes les conditions minimales de caractère financier, économique et technique exigées en vertu de la législation relative à l'agrégation d'entrepreneurs de travaux. ».

2° dans le § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les mots « procédure négociée » sont remplacés par les mots « procédure négociée avec publicité lors du lancement de la procédure au sens de l'article 39, § 1<sup>er</sup>, de la loi »;

3° dans le § 2, il est ajouté un alinéa 3, rédigé comme suit : « En cas de procédure négociée sans publicité au sens de l'article 39, § 2, de la loi, le pouvoir adjudicateur peut rendre applicables tout ou partie des articles 17 à 17<sup>ter</sup> du présent arrêté. »;

4° le § 4 est remplacé par la disposition suivante : « Les entrepreneurs des autres Etats membres de la Communauté européenne et, selon les dispositions et conditions de l'acte international les concernant, les entrepreneurs de pays tiers au sens de l'article 21, qui répondent aux qualifications requises, doivent être traités dans les mêmes conditions que les entrepreneurs nationaux. Cette disposition ne s'applique pas aux travaux déclarés secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité conformément à des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, ou lorsque la protection des intérêts essentiels de la sécurité du pays l'exige. »

**Art. 5.** Dans l'article 17 de l'arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>re</sup> phrase, les mots « à quelque stade que ce soit de la procédure » sont ajoutés après les mots « peut être exclu de la participation au marché »;

2° l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, est remplacé par la disposition suivante : « 5° qui n'est pas en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale conformément aux dispositions de l'article 17<sup>bis</sup>; ».

**Art. 6.** Un article 17<sup>bis</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté : « Article 17<sup>bis</sup>. § 1<sup>er</sup>. L'entrepreneur belge employant du personnel assujéti à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs doit joindre à sa demande de participation en procédure restreinte ou négociée ou à son offre en procédure ouverte, ou produire au pouvoir adjudicateur, avant la date limite de réception des demandes de participation ou des offres, selon

**Art. 3.** In artikel 6 van het besluit wordt 3° vervangen door de volgende bepaling :

« 3° de aanbestedende overheid verzoekt alle kandidaten om daarna hun belangstelling te bevestigen op basis van de gedetailleerde informatie betreffende de betrokken opdracht, alvorens over te gaan tot de selectie van de aannemers voor de beperkte procedure of de onderhandelingsprocedure.

Deze informatie bevat ten minste de volgende gegevens :

a) de aard en de hoeveelheid, met inbegrip van alle opties betreffende aanvullende opdrachten en, indien mogelijk, de geraamde termijn voor de uitoefening van deze opties; in het geval van hernieuwbare opdrachten, de aard en de hoeveelheid en, indien mogelijk, de geraamde termijn voor de bekendmaking van de latere aankondigingen van mededinging voor de werken die aanleiding moeten geven tot de opdracht.

b) de gekozen gunningswijze : beperkte aanbesteding of offerte-aanvraag of onderhandelingsprocedure;

c) in voorkomend geval, de begin- of einddatum van de uitvoering van de werken;

d) het adres en de uiterste datum voor de indiening van de aanvragen met het oog op het bekomen van een uitnodiging tot het indienen van een offerte, alsook de toegelaten ta(a)l(en) waarin ze worden opgesteld;

e) het adres van de aanbestedende overheid die de opdracht moet gunnen en de nodige inlichtingen moet verstrekken met het oog op het bekomen van het bestek en andere documenten;

f) de economische en technische voorschriften, de financiële waarborgen en de van de aannemers vereiste inlichtingen;

g) desgevallend, het bedrag en de betalingswijze van de som verschuldigd voor het verkrijgen van de documentatie inzake de gunningsprocedure van de opdracht;

h) de vorm van de opdracht; ».

**Art. 4.** In artikel 16 van het besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt de tekst aangevuld als volgt : « Onverminderd de toepassing van artikel 17, kan de aanbestedende overheid echter oordelen dat de minimumvoorwaarden van financiële, economische en technische aard krachtens de wetgeving betreffende de erkenning van aannemers van werken, voldoende zijn. ».

2° in § 2, eerste en tweede lid, worden de woorden « onderhandelingsprocedure » vervangen door de woorden « onderhandelingsprocedure met bekendmaking bij de aanvang van de procedure in de zin van artikel 39, § 1, van de wet »;

3° in § 2, wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt : « Bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in de zin van artikel 39, § 2, van de wet, kan de aanbestedende overheid het geheel of een gedeelte van de artikelen 17 tot 17<sup>ter</sup> van dit besluit toepasbaar maken. »;

4° § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling : « De aannemers van de andere Lid-Staten van de Europese Gemeenschap en, volgens de bepalingen en voorwaarden van de internationale akte die hen betreft, de aannemers van derde landen in de zin van artikel 21, die de vereiste kwalificaties bezitten moeten behandeld worden onder dezelfde voorwaarden als de nationale aannemers. Deze bepaling is niet van toepassing voor de werken die geheim verklaard werden, of waarvan de uitvoering gepaard moet gaan met bijzondere veiligheidsmaatregelen, overeenkomstig de van kracht zijnde wettelijke of reglementaire bepalingen of indien de bescherming van de fundamentele belangen van de veiligheid van het land dit vereist. »

**Art. 5.** In artikel 17 van het besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, eerste zin, worden de woorden « in welk stadium van de procedure ook » toegevoegd na de woorden « kan uitgesloten worden van deelneming aan de opdracht »;

2° het eerste lid, 5°, wordt vervangen door de volgende bepaling : « 5° die niet voldaan heeft aan zijn verplichtingen inzake betaling van de bijdragen voor de sociale zekerheid, overeenkomstig de bepalingen van artikel 17<sup>bis</sup>; ».

**Art. 6.** Een artikel 17<sup>bis</sup>, luidend als volgt, wordt in het besluit ingevoegd : « Artikel 17<sup>bis</sup>. § 1. De Belgische aannemer die personeel tewerkstelt dat onderworpen is aan de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid der arbeiders moet bij zijn aanvraag tot deelneming bij een beperkte of een onderhandelingsprocedure of bij zijn offerte bij een openbare procedure vóór de uiterste datum voor de ontvangst van



le cas, une attestation de l'Office national de Sécurité sociale dont il résulte qu'il est en règle en matière de cotisations de sécurité sociale et de sécurité d'existence.

Est en règle pour l'application du présent article, l'entrepreneur qui suivant compte arrêté au plus tard la veille de la date limite de réception des demandes de participation en procédure restreinte ou négociée ou de la date limite de réception des offres en procédure ouverte :

1° a transmis à l'Office national de Sécurité sociale toutes les déclarations requises jusques et y compris celles relatives à l'avant-dernier trimestre civil écoulé par rapport à la date limite de réception des demandes de participation ou de réception des offres, selon le cas, et

2° n'a pas pour ces déclarations une dette en cotisations supérieure à 100 000 francs, à moins qu'il n'ait obtenu pour cette dette des délais de paiement qu'il respecte strictement.

Toutefois, même si la dette en cotisations est supérieure à 100 000 francs, l'entrepreneur sera considéré comme étant en règle s'il établit, avant la décision de sélectionner les candidats ou d'attribuer le marché, selon le cas, qu'il possède, au jour auquel l'attestation constate sa situation, à l'égard d'un pouvoir adjudicateur au sens de l'article 4, § 1<sup>er</sup> et § 2, 1° à 8° et 10°, de la loi ou d'une entreprise publique au sens de l'article 26 de cette même loi, une ou des créances certaines, exigibles et libres de tout engagement à l'égard de tiers pour un montant au moins égal, à 100 000 francs près, à celui pour lequel il est en retard de paiement de cotisations.

§ 2. L'entrepreneur étranger doit joindre à sa demande de participation en procédure restreinte ou négociée ou à son offre en procédure ouverte, ou produire au pouvoir adjudicateur, selon le cas, avant la date limite de réception des demandes de participation ou des offres :

1° une attestation délivrée par l'autorité compétente certifiant que, suivant compte arrêté au plus tard la veille de la date limite de réception des demandes de participation ou de réception des offres, selon le cas, il est en règle à cette date avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi.

Lorsqu'un tel document n'est pas délivré dans le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de ce pays;

2° une attestation conformément au § 1<sup>er</sup>, s'il emploie du personnel assujéti à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

§ 3. A quelque stade que ce soit de la procédure, le pouvoir adjudicateur peut s'informer, par tous moyens qu'il juge utiles, de la situation en matière de paiement des cotisations de sécurité sociale de tout candidat ou soumissionnaire. ».

**Art. 7.** Un article 17<sup>ter</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté : « Article 17<sup>ter</sup>. § 1<sup>er</sup>. Lorsque les travaux sont soumis à l'application de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrément d'entrepreneurs de travaux, la demande de participation ou l'offre doit indiquer, soit la mention relative à l'inscription du candidat ou du soumissionnaire sur la liste des entrepreneurs agréés en Belgique ou sur une liste officielle dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, soit la mention que le candidat ou le soumissionnaire invoque l'application de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2°, de la loi précitée, auquel cas il joint à sa demande de participation ou à son offre les pièces justificatives nécessaires.

L'inscription, certifiée par un organisme compétent, d'un entrepreneur agréé sur une liste officielle dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, ne constitue une présomption d'aptitude qu'au regard

1° des dispositions de l'article 17, 1° à 4° et 7°;

2° de la justification de la capacité financière et économique de l'entrepreneur par la présentation des bilans, d'extraits de bilans ou de comptes annuels de l'entreprise dans le cas où la publication des bilans est prescrite par la législation des pays où l'entrepreneur est établi et par une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires en travaux de l'entreprise au cours des trois derniers exercices;

de aanvragen tot deelneming of van de offertes, al naargelang het geval, een attest van de Rijksdienst voor sociale Zekerheid voegen of aan de aanbestedende overheid voorleggen, waaruit blijkt dat hij voldaan heeft aan de voorschriften inzake bijdragen voor de sociale zekerheid en bestaanszekerheid.

De aannemer heeft voor de toepassing van dit artikel aan de voorschriften voldaan, indien hij volgens de rekening die ten laatste daags vóór de uiterste datum voor de ontvangst van de aanvragen tot deelneming bij een beperkte of een onderhandelingsprocedure of vóór de uiterste datum voor de ontvangst van de offertes bij een openbare procedure, is opgemaakt :

1° aan de Rijksdienst voor sociale Zekerheid al de vereiste aangiften heeft toegezonden, tot en met diegene die slaan op het voorlaatste afgelopen kalenderkwartaal vóór de uiterste datum voor de ontvangst van de aanvragen tot deelneming of voor de ontvangst van de offertes, al naargelang het geval, en

2° op deze aangiften geen verschuldigde bijdragen van meer dan 100 000 frank moet vereffenen, tenzij hij voor die schuld uitstel van betaling heeft verkregen waarvan hij de termijnen strikt in acht neemt.

Evenwel, zelfs wanneer de schuld aan bijdragen groter is dan 100 000 frank, zal de aannemer in orde beschouwd worden indien hij, alvorens de beslissing tot selecteren van de kandidaten of tot het gunnen van de opdracht wordt genomen, al naargelang het geval, aantoonde dat hij, de dag waarop het attest zijn toestand bepaalt, op een aanbestedende overheid in de zin van artikel 4, § 1 en § 2, 1° tot 8° en 10°, van de wet of op een overheidsbedrijf in de zin van artikel 26 van die wet, één of meer schuldvorderingen bezit die zeker, opeisbaar en vrij van elke verbintenis tegenover derden zijn en waarvan het bedrag op 100 000 frank na, ten minste gelijk is aan de achterstallige bijdragen.

§ 2. Vóór de uiterste datum voor de ontvangst van de aanvragen tot deelneming of van de offertes moet de buitenlandse aannemer bij zijn aanvraag tot deelneming bij een beperkte of een onderhandelingsprocedure of bij zijn offerte bij een openbare procedure toevoegen, of aan de aanbestedende overheid voorleggen, al naargelang het geval :

1° een attest dat uitgereikt werd door de bevoegde overheid en waarin bevestigd wordt dat hij, volgens de rekening die ten laatste daags vóór de uiterste datum voor de ontvangst van de aanvragen tot deelneming of voor de ontvangst van de offertes al naargelang het geval, is opgemaakt, voldaan heeft op die datum aan de voorschriften inzake betaling van de bijdragen voor de sociale zekerheid overeenkomstig de wettelijke bepalingen van het land waar hij gevestigd is.

Indien een dergelijk document niet uitgereikt wordt in het betrokken land, kan het vervangen worden door een verklaring onder eed of een plechtige verklaring van de betrokkene voor een gerechtelijke of overheidsinstantie, een notaris of een bevoegde beroepsorganisatie van dat land;

2° een attest overeenkomstig § 1, indien hij personeel tewerkstelt dat onderworpen is aan de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid der arbeiders.

§ 3. De aanbestedende overheid kan in welk stadium van de procedure ook, met alle middelen die zij dienstig acht inlichtingen inwinnen over de stand van de betaling van de bijdragen voor de sociale zekerheid van om het even welke kandidaat of inschrijver. »

**Art. 7.** Een artikel 17<sup>ter</sup>, luidend als volgt, wordt in het besluit ingevoegd : « Artikel 17<sup>ter</sup>. § 1. Indien de werken binnen het toepassingsveld vallen van de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken, moet in de aanvraag tot deelneming of in de offerte vermeld staan dat de kandidaat of de inschrijver ingeschreven is op de lijst van de erkende aannemers in België of op een officiële lijst in een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap ofwel dat de kandidaat of de inschrijver zich beroept op de toepassing van artikel 3, § 1, 2°, van bovengenoemde wet. In dat geval voegt hij de nodige bewijsstukken bij zijn aanvraag tot deelneming of bij zijn offerte.

De door een bevoegde instelling voor echt verklaarde inschrijving van een erkende aannemer die voorkomt op een officiële lijst in een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap, vormt slechts een vermoeden van bekwaamheid gelet op

1° de bepalingen van artikel 17, 1° tot 4° en 7°;

2° de rechtvaardiging van de financiële en economische draagkracht van de aannemer door voorlegging van de balansen, uittreksels uit balansen of jaarrekeningen van de onderneming, indien de wetgeving van het land waar de aannemer is gevestigd de bekendmaking van balansen voorschrijft en door een verklaring betreffende de totale omzet en de omzet in werken van de onderneming over de laatste drie boekjaren;

3° de la justification de la capacité technique de l'entrepreneur par la présentation

a) de la liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, cette liste étant appuyée de certificats de bonne exécution pour les travaux les plus importants, ces certificats indiquant le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisant si ces travaux ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;

b) d'une déclaration mentionnant les effectifs moyens annuels de l'entreprise et l'importance de ses cadres pendant les trois dernières années;

4° de l'inscription au registre professionnel.

Le bénéfice des dispositions du présent alinéa n'est accordé qu'aux entrepreneurs établis dans le pays qui a dressé la liste officielle.

Les renseignements qui peuvent être déduits de l'inscription sur une liste officielle ne peuvent être mis en cause. Toutefois, en ce qui concerne le paiement des cotisations de sécurité sociale, une attestation supplémentaire peut être exigée, à l'occasion de chaque marché, de tout entrepreneur inscrit.

§ 2. Le pouvoir adjudicateur peut exiger des candidats ou des soumissionnaires la remise de la preuve de leur inscription au registre professionnel conformément aux conditions prévues par la législation du pays où ils sont établis. »

**Art. 8.** Dans l'article 18, 5°, les mots "soit l'octroi d'un droit d'emphytéose en vue de la construction ou de l'aménagement d'ouvrages" sont remplacés par les mots "soit l'octroi ou la prise d'un droit d'emphytéose ou de superficie en vue de la construction ou de l'aménagement d'ouvrages. »

**Art. 9.** Dans l'article 19 de l'arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° un § 1<sup>er</sup>, rédigé comme suit, est inséré : "§ 1<sup>er</sup>. Avant la date limite de réception des demandes de participation en procédure restreinte ou négociée ou avant la date limite de réception des offres en procédure ouverte, le promoteur doit satisfaire aux exigences en matière de sélection qualitative déterminées par le pouvoir adjudicateur en vertu des articles 16 à 17<sup>ter</sup>. »;

2° le texte actuel de l'article 19 formera un § 2, dans lequel, au second alinéa, les mots "il joint à sa soumission" sont remplacés par les mots "il joint à sa demande de participation ou à son offre selon le cas".

**Art. 10.** L'article 22, § 2, de l'arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le montant des marchés publics de fournitures visés à la présente section est, hors taxe sur la valeur ajoutée,

1° de 23,7 millions de francs dans le secteur des télécommunications;

2° de 16,3 millions de francs dans les secteurs de l'eau, de l'énergie et des transports.

Ce montant est toutefois de 15,8 millions de francs pour les marchés publics de fournitures des pouvoirs adjudicateurs dans les secteurs de transport ou de la distribution de gaz ou de chaleur, de la prospection et de l'extraction de pétrole ou de gaz, de la prospection et de l'extraction de charbon et d'autres combustibles solides et dans le domaine du transport par chemin de fer autre qu'urbain.

Ces montants, ainsi que celui mentionné à l'article 25, sont adaptés par le Premier Ministre conformément aux révisions biennales prévues à l'article 14 de la directive 93/38/CEE du Conseil des Communautés européennes du 14 juin 1993 portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications. »

**Art. 11.** Dans l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté, le montant « 30,9 millions de francs » est remplacé par le montant « 29,6 millions de francs ».

**Art. 12.** Dans l'article 28 de l'arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° le pouvoir adjudicateur invite ultérieurement tous les candidats à confirmer leur intérêt sur la base des informations détaillées relatives au marché en cause avant d'entamer la sélection des fournisseurs à la procédure restreinte ou à la procédure négociée.

3° de rechtvaardiging van de technische bekwaamheid van de aannemer door voorlegging

a) van de lijst van de werken uitgevoerd tijdens de laatste vijf jaren en gestaafd door getuigschriften van goede uitvoering voor de belangrijkste werken - met vermelding van het bedrag, het tijdstip en de plaats van uitvoering van de werken - en die duidelijk weergeven of deze werken uitgevoerd werden volgens de regels van de kunst en of ze op regelmatige wijze tot een goed einde werden gebracht;

b) van een verklaring die de gemiddelde jaarlijkse personeelsbezetting van de onderneming en de omvang van het kader weergeeft tijdens de laatste drie jaren;

4° de inschrijving in het beroepsregister.

Enkel de aannemers die gevestigd zijn in het land dat de officiële lijst heeft opgesteld, kunnen genieten van de bepalingen van dit lid.

De gegevens die uit de inschrijving op een officiële lijst kunnen worden afgeleid, kunnen niet ter discussie worden gesteld. Niettemin kan met betrekking tot de betaling van de bijdragen aan de sociale zekerheid, van elke ingeschreven aannemer bij elke opdracht een aanvullende verklaring worden geëist.

§ 2. De aanbestedende overheid kan van de kandidaten of van de inschrijvers de overlegging eisen van het bewijs van hun inschrijving in het beroepsregister overeenkomstig de wettelijke bepalingen van het land waar ze gevestigd zijn. »

**Art. 8.** In artikel 18, 5°, worden de woorden "ofwel in het toekennen van een erfpachtrecht met het oog op de bouw of de inrichting van werken" vervangen door de woorden "ofwel in het toekennen of het nemen van een erfpachtrecht of van een recht van opstal met het oog op de bouw of de inrichting van werken. »

**Art. 9.** In artikel 19 van het besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° een § 1 luidend als volgt wordt ingevoegd : "§ 1. Vóór de uiterste datum voor de ontvangst van de aanvragen tot deelneming bij beperkte of onderhandelingsprocedure of de uiterste datum voor de ontvangst van de offertes bij openbare procedure, moet de promotor voldoen aan de eisen inzake kwalitatieve selectie bepaald door de aanbestedende overheid overeenkomstig de artikelen 16 tot 17<sup>ter</sup>. »;

2° de huidige tekst van artikel 19 zal een § 2 vormen waarin in het tweede lid de woorden "voegt hij bij zijn inschrijving" worden vervangen door de woorden "voegt hij bij zijn aanvraag tot deelneming of zijn offerte al naargelang het geval".

**Art. 10.** Artikel 22, § 2, van het besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Het bedrag van de overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen, bedoeld in deze afdeling is, zonder belasting over de toegevoegde waarde,

1° 23,7 miljoen frank in de sector telecommunicatie;

2° 16,3 miljoen frank in de sectoren water, energie en vervoer.

Dat bedrag is evenwel 15,8 miljoen frank voor de overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen van de aanbestedende overheden in de sectoren vervoer of verdeling van gas of warmte, de opsporing en winning van petroleum of gas, de opsporing en winning van steenkool en andere vaste brandstoffen en op het gebied van het spoorwegvervoer ander dan stadsvervoer.

Deze bedragen, alsook het bedrag vermeld in artikel 25, worden door de Eerste Minister aangepast overeenkomstig de tweejaarlijkse herzieningen voorzien in artikel 14 van de richtlijn 93/38/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 14 juni 1993 houdende coördinatie van de procedures voor het plaatsen van de opdrachten in de sectoren water- en energievoorziening, vervoer en telecommunicatie. »

**Art. 11.** In artikel 25, eerste lid, van het besluit worden de woorden « zonder belasting op de toegevoegde waarde, gelijk is aan of hoger is dan 30,9 miljoen frank » vervangen door de woorden « zonder belasting over de toegevoegde waarde, gelijk is aan of hoger is dan 29,6 miljoen frank ».

**Art. 12.** In artikel 28 van het besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° de aanbestedende overheid verzoekt alle kandidaten om daarna hun belangstelling te bevestigen op basis van de gedetailleerde informatie betreffende de betrokken opdracht, alvorens over te gaan tot de selectie van de leveranciers voor de beperkte procedure of de onderhandelingsprocedure.

Ces informations comprendront au moins les renseignements suivants :

a) la nature et la quantité, y compris toutes options concernant des marchés complémentaires et, si possible, le délai estimé pour l'exercice de ces options; dans le cas de marchés renouvelables, la nature et la quantité, et, si possible, le délai estimé de publication des avis de mise en concurrence ultérieurs pour les fournitures devant faire l'objet du marché;

b) le mode de passation choisi : adjudication restreinte, appel d'offres restreint ou procédure négociée;

c) le cas échéant, la date à laquelle commencera ou s'achèvera la livraison des fournitures;

d) l'adresse et la date limite pour le dépôt des demandes visant à obtenir une invitation à remettre offre ainsi que la ou les langues autorisées pour leur présentation;

e) l'adresse du pouvoir adjudicateur qui doit passer le marché et fournir les renseignements nécessaires pour l'obtention du cahier spécial des charges et autres documents;

f) les conditions de caractère économique et technique, les garanties financières et les renseignements exigés des fournisseurs;

g) le cas échéant, le montant et les modalités de paiement de la somme due pour l'obtention de la documentation relative à la procédure de passation du marché;

h) la forme du marché : achat, crédit-bail, location ou location-vente, ou plusieurs de ces formes; ».

2° au 4°, le mot « publié » est remplacé par le mot « envoyé ».

**Art. 13.** Dans l'article 38 de l'arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les mots « procédure négociée » sont remplacés par les mots « procédure négociée avec publicité lors du lancement de la procédure au sens de l'article 39, § 1<sup>er</sup>, de la loi »;

2° dans le § 2, il est ajouté un alinéa 3, rédigé comme suit : « En cas de procédure négociée sans publicité au sens de l'article 39, § 2, de la loi, le pouvoir adjudicateur peut rendre applicables tout ou partie des articles 39 à 39<sup>ter</sup> du présent arrêté. »;

3° le § 4 est remplacé par la disposition suivante : « Les fournisseurs des autres Etats membres de la Communauté européenne et, selon les dispositions et conditions de l'acte international les concernant, les fournisseurs de pays tiers au sens de l'article 42, qui répondent aux qualifications requises, doivent être traités dans les mêmes conditions que les fournisseurs nationaux. Cette disposition ne s'applique pas aux fournitures déclarées secrètes ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité conformément à des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, ou lorsque la protection des intérêts essentiels de la sécurité du pays l'exige. ».

**Art. 14.** Dans l'article 39 de l'arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>ère</sup> phrase, les mots « à quelque stade que ce soit de la procédure » sont ajoutés après les mots « Peut être exclu de la participation au marché »;

2° l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, est remplacé par la disposition suivante : « 5° qui n'est pas en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale conformément aux dispositions de l'article 39<sup>bis</sup>; ».

**Art. 15.** Un article 39<sup>bis</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté : « Article 39<sup>bis</sup>. § 1<sup>er</sup>. Le fournisseur belge employant du personnel assujéti à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs doit joindre à sa demande de participation en procédure restreinte ou négociée ou à son offre en procédure ouverte, ou produire au pouvoir adjudicateur, avant la date limite de réception des demandes de participation ou avant la date limite de réception des offres, selon le cas, une attestation de l'Office national de Sécurité sociale dont il résulte qu'il est en règle en matière de cotisations de sécurité sociale.

Est en règle pour l'application du présent article, le fournisseur qui, suivant compte arrêté au plus tard la veille de la date limite de réception des demandes de participation en procédure restreinte ou négociée ou de la date limite de réception des offres en procédure ouverte :

Deze informatie bevat ten minste de volgende gegevens :

a) de aard en de hoeveelheid, met inbegrip van alle opties betreffende aanvullende opdrachten en, indien mogelijk, de geraamde termijn voor de uitoefening van deze opties; in het geval van hernieuwbare opdrachten, de aard en de hoeveelheid en, indien mogelijk, de geraamde termijn voor de bekendmaking van de latere aankondigingen van mededinging voor de leveringen die aanleiding moeten geven tot de opdracht;

b) de gekozen gunningswijze : beperkte aanbesteding of offerteaanvraag of onderhandelingsprocedure;

c) in voorkomend geval, de datum waarop de leveringen zullen aanvangen of eindigen;

d) het adres en de uiterste datum voor de indiening van de aanvragen met het oog op het bekomen van een uitnodiging tot het indienen van een offerte, alsook de toegelaten ta(a)l(en) waarin ze worden opgesteld;

e) het adres van de aanbestedende overheid die de opdracht moet gunnen en de nodige inlichtingen moet verstrekken met het oog op het bekomen van het bestek en andere documenten;

f) de economische en technische voorschriften, de financiële waarborgen en de van de leveranciers vereiste inlichtingen;

g) desgevallend, het bedrag en de betalingswijze van de som verschuldigd voor het verkrijgen van de documentatie inzake de gunningsprocedure van de opdracht;

h) de vorm van de opdracht : aankoop, leasing, huur of huurkoop of meerdere van deze vormen; ».

2° in punt 4, wordt het woord « bekendgemaakt » vervangen door het woord « verzonden ».

**Art. 13.** In artikel 38 van het besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, eerste en tweede lid, worden de woorden « onderhandelingsprocedure » vervangen door de woorden « onderhandelingsprocedure met bekendmaking bij aanvang van de procedure in de zin van artikel 39, § 1, van de wet »;

2° in § 2, wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt : « Bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in de zin van artikel 39, § 2, van de wet, kan de aanbestedende overheid het geheel of een gedeelte van de artikelen 39 tot 39<sup>ter</sup> van dit besluit toepasbaar maken. »;

3° § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling : « De leveranciers van de andere Lid-Staten van de Europese Gemeenschap en, volgens de bepalingen en voorwaarden van de internationale akte die hen betreft, de leveranciers van derde landen in de zin van artikel 42, die de vereiste kwalificaties bezitten moeten behandeld worden onder dezelfde voorwaarden als de nationale leveranciers. Deze bepaling is niet van toepassing op de leveringen die geheim verklaard werden, of waarvan de uitvoering gepaard moet gaan met bijzondere veiligheidsmaatregelen, overeenkomstig de van kracht zijnde wettelijke of reglementaire bepalingen of indien de bescherming van de fundamentele belangen van de veiligheid van het land dit vereist. ».

**Art. 14.** In artikel 39 van het besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, eerste zin, worden de woorden « in welk stadium van de procedure ook » toegevoegd na de woorden « Kan uitgesloten worden van deelneming aan de opdracht »;

2° het eerste lid, 5° wordt vervangen door de volgende bepaling : « 5° die niet voldaan heeft aan zijn verplichtingen inzake betaling van de bijdragen voor de sociale zekerheid, overeenkomstig de bepalingen van artikel 39<sup>bis</sup>; ».

**Art. 15.** Een artikel 39<sup>bis</sup>, luidend als volgt, wordt in het besluit ingevoegd : « Artikel 39<sup>bis</sup>. § 1. De Belgische leverancier die personeel tewerkstelt dat onderworpen is aan de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid der arbeiders moet bij zijn aanvraag tot deelneming bij een beperkte of een onderhandelingsprocedure of bij zijn offerte bij een openbare procedure vóór de uiterste datum voor de ontvangst van de aanvragen tot deelneming of van de offertes, al naargelang het geval, een attest van de Rijksdienst voor sociale Zekerheid voegen of aan de aanbestedende overheid voorleggen, waaruit blijkt dat hij voldaan heeft aan de voorschriften inzake bijdragen voor de sociale zekerheid.

De leverancier heeft voor de toepassing van dit artikel aan de voorschriften voldaan indien hij volgens de rekening die ten laatste daags vóór de uiterste datum voor de ontvangst van de aanvragen tot deelneming bij een beperkte of een onderhandelingsprocedure of vóór de uiterste datum voor de ontvangst van de offertes bij een openbare procedure is opgemaakt :

1° a transmis à l'Office national de Sécurité sociale toutes les déclarations requises jusques et y compris celles relatives à l'avant-dernier trimestre civil écoulé par rapport à la date limite de réception des demandes de participation ou de réception des offres, selon le cas, et

2° n'a pas pour ces déclarations une dette en cotisations supérieure à 100 000 francs, à moins qu'il n'ait obtenu pour cette dette des délais de paiement qu'il respecte strictement.

Toutefois, même si la dette en cotisations est supérieure à 100 000 francs, le fournisseur sera considéré comme étant en règle s'il établit, avant la décision de sélectionner les candidats ou d'attribuer le marché, selon le cas, qu'il possède, au jour auquel l'attestation constate sa situation, à l'égard d'un pouvoir adjudicateur au sens de l'article 4, § 1<sup>er</sup> et § 2, 1° à 8° et 10°, de la loi ou d'une entreprise publique au sens de l'article 26 de cette même loi, une ou des créances certaines, exigibles et libres de tout engagement à l'égard de tiers pour un montant au moins égal, à 100 000 francs près, à celui pour lequel il est en retard de paiement de cotisations.

§ 2. Le fournisseur étranger doit joindre à sa demande de participation en procédure restreinte ou négociée ou à son offre en procédure ouverte, ou produire au pouvoir adjudicateur, selon le cas, avant la date limite de réception des demandes de participation ou des offres :

1° une attestation délivrée par l'autorité compétente certifiant que, suivant compte arrêté au plus tard la veille de la date limite de réception des demandes de participation ou de réception des offres, selon le cas, il est en règle à cette date avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi.

Lorsqu'un tel document n'est pas délivré dans le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de ce pays;

2° une attestation conformément au § 1<sup>er</sup>, s'il emploie du personnel assujéti à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

§ 3. A quelque stade que ce soit de la procédure, le pouvoir adjudicateur peut s'informer, par tous moyens qu'il juge utiles, de la situation en matière de paiement des cotisations de sécurité sociale de tout candidat ou sousmissionnaire. ».

**Art. 16.** Art. 16. Un article 39<sup>ter</sup>, rédigé comme suit est inséré dans l'arrêté : « Article 39<sup>ter</sup>. Le pouvoir adjudicateur peut exiger des candidats ou des soumissionnaires la remise de la preuve de leur inscription au registre professionnel conformément aux conditions prévues par la législation du pays où ils sont établis. ».

**Art. 17.** Un article 40<sup>bis</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté : « Article 40<sup>bis</sup>. Avant la date limite de réception des demandes de participation en procédure restreinte ou négociée ou avant la date limite de réception des offres en procédure ouverte, le promoteur doit satisfaire aux exigences en matière de sélection qualitative déterminées par le pouvoir adjudicateur en vertu des articles 38 à 39<sup>ter</sup>. ».

**Art. 18.** L'article 43, § 2, de l'arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le montant des marchés publics de services visés à l'annexe 2 de la loi et soumis à la présente section est, hors taxe sur la valeur ajoutée :

- 1° de 23,7 millions de francs dans le secteur des télécommunications;
- 2° de 16,3 millions de francs dans les secteurs de l'eau, de l'énergie et des transports.

Ce montant est cependant de 15,8 millions de francs

— pour les marchés de services des pouvoirs adjudicateurs dans les secteurs du transport ou de la distribution du gaz ou de chaleur, de la prospection et de l'extraction de charbon et d'autres combustibles solides ainsi que dans le domaine du transport par chemin de fer autre qu'urbain;

— quel que soit le pouvoir adjudicateur, pour les marchés portant :

1° aan de Rijksdienst voor sociale Zekerheid al de vereiste aangiften heeft toegezonden, tot en met diegene die slaan op het voorlaatste afgelopen kalenderkwartaal vóór de uiterste datum voor de ontvangst van de aanvragen tot deelneming of voor de ontvangst van de offertes, al naargelang het geval, en

2° op deze aangiften geen verschuldigde bijdragen van meer dan 100 000 frank moet vereffenen, tenzij hij voor die schuld uitstel van betaling heeft verkregen waarvan hij de termijnen strikt in acht neemt.

Evenwel, zelfs wanneer de schuld aan bijdragen groter is dan 100 000 frank, zal de leverancier in orde beschouwd worden indien hij, alvorens de beslissing tot selecteren van de kandidaten of tot het gunnen van de opdracht wordt genomen, al naargelang het geval, aantoonde dat hij, de dag waarop het attest zijn toestand bepaalt, op een aanbestedende overheid in de zin van artikel 4, § 1 en § 2, 1° tot 8° en 10°, van de wet of op een overheidsbedrijf in de zin van artikel 26 van die wet, één of meer schuldvorderingen bezit die zeker, opeisbaar en vrij van elke verbintenis tegenover derden zijn en waarvan het bedrag op 100 000 frank na, ten minste gelijk is aan de achterstallige bijdragen.

§ 2. Vóór de uiterste datum voor de ontvangst van de aanvragen tot deelneming of van de offertes moet de buitenlandse leverancier bij zijn aanvraag tot deelneming bij een beperkte of een onderhandelingsprocedure of bij zijn offerte bij een openbare procedure toevoegen of aan de aanbestedende overheid voorleggen, al naargelang het geval :

1° een attest dat uitgereikt werd door de bevoegde overheid en waarin bevestigd wordt dat hij, volgens de rekening die ten laatste daags vóór de uiterste datum voor de ontvangst van de aanvragen tot deelneming of van de ontvangst van de offertes al naargelang het geval, is opgemaakt, voldaan heeft op die datum aan de verplichtingen inzake betaling van de bijdragen voor de sociale zekerheid overeenkomstig de wettelijke bepalingen van het land waar hij gevestigd is.

Indien een dergelijk document niet uitgereikt wordt in het betrokken land, kan het vervangen worden door een verklaring onder eed of een plechtige verklaring van de betrokkene voor een gerechtelijke of overheidsinstantie, een notaris of een bevoegde beroepsorganisatie van dat land;

2° een attest overeenkomstig § 1, indien hij personeel tewerkstelt dat onderworpen is aan de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid der arbeiders.

§ 3. De aanbestedende overheid kan, in welk stadium van de procedure ook, met alle middelen die zij dienstig acht inlichtingen inwinnen over de stand van de betaling van de bijdragen voor de sociale zekerheid van om het even welke kandidaat of inschrijver. ».

**Art. 16.** Een artikel 39<sup>ter</sup>, luidend als volgt, wordt in het besluit ingevoegd : « Artikel 39<sup>ter</sup>. De aanbestedende overheid kan van de kandidaten of van de inschrijvers de overlegging eisen van het bewijs van hun inschrijving in het beroepsregister overeenkomstig de wettelijke bepalingen van het land waar ze gevestigd zijn. ».

**Art. 17.** Een artikel 40<sup>bis</sup>, luidend als volgt wordt in het besluit ingevoegd : « Artikel 40<sup>bis</sup>. Vóór de uiterste datum voor de ontvangst van de aanvragen tot deelneming bij beperkte of onderhandelingsprocedure of de uiterste datum voor de ontvangst van de offertes bij openbare procedure, moet de promotor voldoen aan de eisen inzake kwalitatieve selectie bepaald door de aanbestedende overheid overeenkomstig de artikelen 38 tot 39<sup>ter</sup>. ».

**Art. 18.** Artikel 43, § 2, van het besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Het bedrag van de overheidsopdrachten voor aanneming van diensten, bedoeld in bijlage 2 bij de wet en onderworpen aan deze afdeling is, zonder belasting over de toegevoegde waarde :

- 1° 23,7 miljoen frank in de sector telecommunicatie;
- 2° 16,3 miljoen frank in de sectoren water, energie en vervoer.

Dat bedrag is evenwel 15,8 miljoen frank

— voor de opdrachten voor aanneming van diensten van de aanbestedende overheden in de sectoren vervoer of verdeling van gas of warmte, de opsporing en winning van petroleum of gas, de opsporing en winning van steenkool en andere vaste brandstoffen alsmede op het gebied van het spoorwegvervoer ander dan stadsvervoer.

— voor de opdrachten die betrekking hebben, en dit ongeacht de aanbestedende overheid :

a) sur les services de télécommunications au sens de la catégorie 5 de l'annexe 2 de la loi et qui concernent des services de retransmission d'émissions de télévision et de radio, des services d'interconnexion et de télécommunications intégrés, qui sont rangés respectivement dans les classes 7524 à 7526 de la classification CPC;

b) sur les services de recherche et développement au sens de la catégorie 8 de l'annexe 2 de la loi;

c) sur les services visés à l'annexe 2, B, de la loi, sans préjudice des dispositions du § 3 du présent article.

Ces montants, ainsi que celui mentionné à l'article 46, sont adaptés par le Premier Ministre conformément aux révisions biennales prévues à l'article 14 de la directive 93/38/CEE du Conseil des Communautés européennes du 14 juin 1993 portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications. ».

**Art. 19.** Dans l'article 46 de l'arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « § 1<sup>er</sup> » sont supprimés;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, « 30,9 millions de francs » est remplacé par « 29,6 millions de francs ».

**Art. 20.** Dans l'article 49 de l'arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° le pouvoir adjudicateur invite ultérieurement tous les candidats à confirmer leur intérêt sur la base des informations détaillées relatives au marché en cause avant d'entamer la sélection des prestataires de services pour la procédure restreinte ou à la procédure négociée. Les informations comprendront au moins les renseignements suivants :

a) la nature et la quantité, y compris toutes options concernant des marchés complémentaires et, si possible, le délai estimé pour l'exercice de ces options; dans le cas de marchés renouvelables, la nature et la quantité, et, si possible, le délai estimé de publication des avis de mise en concurrence ultérieurs pour les services devant faire l'objet du marché;

b) le mode de passation choisi : adjudication restreinte, appel d'offres restreint ou procédure négociée;

c) le cas échéant, la date à laquelle commencera ou s'achèvera l'exécution des services;

d) l'adresse et la date limite pour le dépôt des demandes visant à obtenir une invitation à remettre offre ainsi que la ou les langues autorisées pour leur présentation;

e) l'adresse du pouvoir adjudicateur qui doit passer le marché et fournir les renseignements nécessaires pour l'obtention du cahier spécial des charges et autres documents;

f) les conditions de caractère économique et technique, les garanties financières et les renseignements exigés des prestataires de services;

g) le cas échéant, le montant et les modalités de paiement de la somme due pour l'obtention de la documentation relative à la procédure de passation du marché;

h) la forme du marché; »;

2° dans le 4°, le mot « publié » est remplacé par le mot « envoyé ».

**Art. 21.** Dans l'article 55, 3°, de l'arrêté, les mots « à l'article 9, § 2 » sont remplacés par les mots « à l'article 56, § 3 ».

**Art. 22.** Dans l'article 59 de l'arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les mots « procédure négociée » sont remplacés par les mots « procédure négociée avec publicité lors du lancement de la procédure au sens de l'article 39, § 1<sup>er</sup>, de la loi »;

2° dans le § 2, il est ajouté un alinéa 3, rédigé comme suit : « En cas de procédure négociée sans publicité au sens de l'article 39, § 2, de la loi, le pouvoir adjudicateur peut rendre applicables tout ou partie des articles 60 à 60ter du présent arrêté. »;

3° le § 5 est remplacé par la disposition suivante : « Les prestataires de services des autres Etats membres de la Communauté européenne et, selon les dispositions et conditions de l'acte international les concernant, les prestataires de services de pays tiers au sens de l'article 66, qui répondent aux qualifications requises, doivent être

a) op de telecommunicatiediensten in de zin van categorie 5 van bijlage 2 van de wet en die betrekking hebben op diensten voor de transmissie van televisie- en radio-uitzendingen, op interconnectiediensten en op geïntegreerde telecommunicatiediensten, die behoren tot de klasse 7524 tot 7526 van de CPC classificatie;

b) op de diensten voor onderzoek en ontwikkeling in de zin van categorie 8 van de bijlage 2 van de wet;

c) op de diensten bedoeld in de bijlage 2, B, van de wet, onverminderd de bepalingen van § 3 van dit artikel.

Deze bedragen, alsook het bedrag vermeld in artikel 46, worden door de Eerste Minister aangepast overeenkomstig de tweejaarlijkse herzieningen bepaald in artikel 14 van de richtlijn 93/38/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 14 juni 1993 houdende coördinatie van de procedures voor het plaatsen van de opdrachten in de sectoren water- en energievoorziening, vervoer en telecommunicatie. ».

**Art. 19.** In artikel 46 van het besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « § 1 » worden geschrapt;

2° in het eerste lid wordt « 30,9 miljoen frank » vervangen door « 29,6 miljoen frank ».

**Art. 20.** In artikel 49 van het besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het punt 3° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° de aanbestedende overheid verzoekt alle kandidaten om daarna hun belangstelling te bevestigen op basis van de gedetailleerde informatie betreffende de betrokken opdracht, alvorens over te gaan tot de selectie van de dienstverleners voor de beperkte procedure of de onderhandelingsprocedure. Deze informatie bevat ten minste de volgende gegevens :

a) de aard en de hoeveelheid, met inbegrip van alle opties betreffende aanvullende opdrachten en, indien mogelijk, de geraamde termijn voor de uitoefening van deze opties; in het geval van hernieuwbare opdrachten, de aard en de hoeveelheid en, indien mogelijk, de geraamde termijn voor de bekendmaking van de latere aankondigingen van mededinging voor de diensten die aanleiding moeten geven tot de opdracht;

b) de gekozen gunningswijze : beperkte aanbesteding of offerte-aanvraag of onderhandelingsprocedure;

c) in voorkomend geval, de begin- of einddatum van de uitvoering van de diensten;

d) het adres en de uiterste datum voor de indiening van de aanvragen met het oog op het bekomen van een uitnodiging tot het indienen van een offerte, alsook de toegelaten ta(a)l(en) waarin ze worden opgesteld;

e) het adres van de aanbestedende overheid die de opdracht moet gunnen en de nodige inlichtingen moet verstrekken met het oog op het bekomen van het bestek en andere documenten;

f) de economische en technische voorschriften, de financiële waarborgen en de van de dienstverleners vereiste inlichtingen;

g) desgevallend, het bedrag en de betalingswijze van de som verschuldigd voor het verkrijgen van de documentatie inzake de gunningsprocedure van de opdracht;

h) de vorm van de opdracht; »;

2° in punt 4°, wordt het woord « bekendgemaakt » vervangen door het woord « verzonden ».

**Art. 21.** In artikel 55, 3°, van het besluit worden de woorden « in artikel 9, § 2 » vervangen door de woorden « in artikel 56, § 3 ».

**Art. 22.** In artikel 59 van het besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, eerste en tweede lid, worden de woorden « onderhandelingsprocedure » vervangen door de woorden « onderhandelingsprocedure met bekendmaking bij aanvang van de procedure in de zin van artikel 39, § 1, van de wet »;

2° in § 2, wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt : « Bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in de zin van artikel 39, § 2, van de wet, kan de aanbestedende overheid het geheel of een gedeelte van de artikelen 60 tot 60ter van dit besluit toepasbaar maken. »;

3° § 5 wordt vervangen door de volgende bepaling : « De dienstverleners van de andere Lid-Staten van de Europese Gemeenschap en, volgens de bepalingen en voorwaarden van de internationale akte die hen betreft, de dienstverleners van derde landen in de zin van artikel 66, die de vereiste kwalificaties bezitten moeten behandeld

traités dans les mêmes conditions que les prestataires de services nationaux. Cette disposition ne s'applique pas aux services déclarés secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité conformément à des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, ou lorsque la protection des intérêts essentiels de la sécurité du pays l'exige. »

**Art. 23.** Dans l'article 60 de l'arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « à quelque stade que ce soit de la procédure » sont ajoutés dans la première phrase après les mots « peut être exclu de la participation au marché »;

2° l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, est remplacé par la disposition suivante : « 5° qui n'est pas en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions de l'article 60bis; ».

**Art. 24.** Un article 60bis, rédigé comme suit, est ajouté dans l'arrêté : "Article 60bis. § 1<sup>er</sup>. Le prestataire de services belge employant du personnel assujéti à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs doit joindre à sa demande de participation en procédure restreinte ou négociée ou à son offre en procédure ouverte, ou produire au pouvoir adjudicateur avant la date limite de réception des demandes de participation ou avant la date limite de réception des offres, selon le cas, une attestation de l'Office national de Sécurité sociale dont il résulte qu'il est en règle en matière de cotisations de sécurité sociale et, le cas échéant, de sécurité d'existence.

Est en règle pour l'application du présent article, le prestataire de services qui, suivant compte arrêté au plus tard la veille de la date limite de réception des demandes de participation en procédure restreinte ou négociée ou de la date limite de réception des offres en procédure ouverte :

1° a transmis à l'Office national de Sécurité sociale toutes les déclarations requises jusques et y compris celles relatives à l'avant-dernier trimestre civil écoulé par rapport à la date limite de réception des demandes de participation ou de réception des offres, selon le cas, et

2° n'a pas pour ces déclarations une dette en cotisations supérieure à 100 000 francs, à moins qu'il n'ait obtenu pour cette dette des délais de paiement qu'il respecte strictement.

Toutefois, même si la dette en cotisations est supérieure à 100 000 francs, le prestataire de services sera considéré comme étant en règle s'il établit, avant la décision de sélectionner les candidats ou d'attribuer le marché, selon le cas, qu'il possède, au jour auquel l'attestation constate sa situation, à l'égard d'un pouvoir adjudicateur au sens de l'article 4, § 1<sup>er</sup> et § 2, 1° à 8° et 10°, de la loi ou d'une entreprise publique au sens de l'article 26 de cette même loi, une ou des créances certaines, exigibles et libres de tout engagement à l'égard de tiers pour un montant au moins égal, à 100 000 francs près, à celui pour lequel il est en retard de paiement de cotisations.

§ 2. Le prestataire de services étranger doit joindre à sa demande de participation en procédure restreinte ou négociée ou à son offre en procédure ouverte, ou produire au pouvoir adjudicateur, selon le cas, avant la date limite de réception des demandes de participation ou des offres :

1° une attestation délivrée par l'autorité compétente certifiant que, suivant compte arrêté au plus tard la veille de la date limite de réception des demandes de participation ou de réception des offres, il est en règle à cette date avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi.

Lorsqu'un tel document n'est pas délivré dans le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de ce pays;

2° une attestation conformément au § 1<sup>er</sup>, s'il emploie du personnel assujéti à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

§ 3. A quelque stade que ce soit de la procédure, le pouvoir adjudicateur peut s'informer, par tous moyens qu'il juge utiles, de la situation en matière de paiement des cotisations de sécurité sociale de tout candidat ou soumissionnaire. ».

worden onder dezelfde voorwaarden als de nationale dienstverleners. Deze bepaling is niet van toepassing op de diensten die geheim verklaard worden, of waarvan de uitvoering gepaard moet gaan met bijzondere veiligheidsmaatregelen, overeenkomstig de van kracht zijnde wettelijke of reglementaire bepalingen of indien de bescherming van de fundamentele belangen van de veiligheid van het land dit vereist. »

**Art. 23.** In artikel 60 van het besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, eerste zin, worden de woorden « in welk stadium van de procedure ook » toegevoegd na de woorden « kan uitgesloten worden van deelneming aan de opdracht »;

2° het eerste lid, 5°, wordt vervangen door de volgende bepaling : « 5° die niet voldaan heeft aan zijn verplichtingen inzake betaling van de bijdragen voor de sociale zekerheid, overeenkomstig de bepalingen van artikel 60bis; ».

**Art. 24.** Een artikel 60bis, luidend als volgt, wordt in het besluit ingevoegd : "Artikel 60bis. § 1. De Belgische dienstverlener die personeel tewerkstelt dat onderworpen is aan de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid der arbeiders moet bij zijn aanvraag tot deelneming bij een beperkte of een onderhandelingsprocedure of bij zijn offerte bij een openbare procedure vóór de uiterste datum voor de ontvangst van de aanvragen tot deelneming of van de offertes, al naargelang het geval, een attest van de Rijksdienst voor sociale Zekerheid voegen of aan de aanbestedende overheid voorleggen, waaruit blijkt dat hij voldaan heeft aan de voorschriften inzake bijdragen voor de sociale zekerheid en, in voorkomend geval, voor de bestaanszekerheid.

De dienstverlener heeft voor de toepassing van dit artikel aan de voorschriften voldaan indien hij volgens de rekening die ten laatste daags voor de uiterste datum voor de ontvangst van de aanvragen tot deelneming bij een beperkte of onderhandelingsprocedure of vóór de uiterste datum voor de ontvangst van de offertes bij een openbare procedure is opgemaakt :

1° aan de Rijksdienst voor sociale Zekerheid al de vereiste aangiften heeft toegezonden, tot en met diegene die slaan op het voorlaatste afgelopen kalenderkwartaal vóór de uiterste datum voor de ontvangst van de aanvragen tot deelneming of voor de ontvangst van de offertes, al naargelang het geval, en

2° op deze aangiften geen verschuldigde bijdragen van meer dan 100 000 frank moet vereffenen, tenzij hij voor die schuld uitstel van betaling heeft verkregen waarvan hij de termijnen strikt in acht neemt.

Evenwel, zelfs wanneer de schuld aan bijdragen groter is dan 100 000 frank, zal de dienstverlener in orde beschouwd worden indien hij, alvorens de beslissing tot selecteren van de kandidaten of tot het gunnen van de opdracht wordt genomen, al naargelang het geval, aantoon dat hij, de dag waarop het attest zijn toestand bepaalt, op een aanbestedende overheid in de zin van artikel 4, § 1 en § 2, 1° tot 8° en 10°, van de wet of op een overheidsbedrijf in de zin van artikel 26 van die wet, één of meer schuldvorderingen bezit die zeker, opeisbaar en vrij van elke verbintenis tegenover derden zijn en waarvan het bedrag op 100 000 frank na, ten minste gelijk is aan het achterstallige bijdragen.

§ 2. Vóór de uiterste datum voor de ontvangst van de aanvragen tot deelneming of van de offertes moet de buitenlandse dienstverlener bij zijn aanvraag tot deelneming bij een beperkte of een onderhandelingsprocedure of bij zijn offerte bij een openbare procedure toevoegen of aan de aanbestedende overheid voorleggen, al naargelang het geval :

1° een attest dat uitgereikt werd door de bevoegde overheid en waarin bevestigd wordt dat hij, volgens de rekening die ten laatste daags vóór de uiterste datum voor de ontvangst van de aanvragen tot deelneming of voor de ontvangst van de offertes al naargelang het geval, is opgemaakt, voldaan heeft op die datum aan de voorschriften inzake betaling van de bijdragen voor de sociale zekerheid overeenkomstig de wettelijke bepalingen van het land waar hij gevestigd is.

Indien een dergelijk document niet uitgereikt wordt in het betrokken land, kan het vervangen worden door een verklaring onder eed of een plechtige verklaring van de betrokkene voor een gerechtelijke of overheidsinstantie, een notaris of een bevoegde beroepsorganisatie van dat land;

2° een attest overeenkomstig § 1, indien hij personeel tewerkstelt dat onderworpen is aan de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid der arbeiders.

§ 3. De aanbestedende overheid kan, in welk stadium van de procedure ook, met alle middelen die zij dienstig acht inlichtingen inwinnen over de stand van de betaling van de bijdragen voor de sociale zekerheid van om het even welke kandidaat of inschrijver. ».

**Art. 25.** Un article 60ter, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté : « Article 60ter. Le pouvoir adjudicateur peut exiger des candidats ou des soumissionnaires la remise de la preuve de leur inscription au registre professionnel ou du commerce conformément aux conditions prévues par la législation du pays où ils sont établis. »

**Art. 26.** L'article 65 de l'arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 65. § 1<sup>er</sup>. N'est pas admise à introduire une demande de participation ou à remettre une offre pour un marché public de travaux, de fournitures ou de services, toute personne qui a été chargée de la recherche, de l'expérimentation, de l'étude ou du développement de ces travaux, fournitures ou services.

§ 2. L'entreprise liée à toute personne visée au § 1<sup>er</sup> n'est pas admise à introduire une demande de participation ou à remettre une offre, sauf si elle établit qu'elle ne bénéficie pas de ce chef d'un avantage injustifié de nature à fausser les conditions normales de la concurrence.

Au sens du présent article, on entend par "entreprise liée" toute entreprise sur laquelle la personne visée au § 1<sup>er</sup> peut exercer, directement ou indirectement, une influence dominante, ou toute entreprise qui peut exercer une influence dominante sur cette personne ou qui, comme celle-ci, est soumise à l'influence dominante d'une autre entreprise du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent. L'influence dominante est présumée lorsqu'une entreprise, directement ou indirectement, à l'égard d'une autre entreprise :

1° détient la majorité du capital souscrit de l'entreprise, ou

2° dispose de la majorité des voix attachées aux parts émises par l'entreprise, ou

3° peut désigner plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise.

Avant d'écarter éventuellement une entreprise en raison de l'avantage injustifié dont elle est présumée bénéficier, le pouvoir adjudicateur doit inviter par lettre recommandée cette entreprise à fournir dans un délai de douze jours de calendrier, à moins que, selon le cas d'espèce, l'invitation n'autorise un délai plus long, des justifications portant notamment sur ses liens, sur son degré d'autonomie et sur toute circonstance permettant de constater que l'influence dominante n'est pas établie ou est sans effet sur le marché considéré.

§ 3. Les § 1<sup>er</sup> et 2 ne s'appliquent pas :

1° aux marchés publics comportant à la fois l'établissement d'un projet et son exécution;

2° aux marchés publics passés par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure au sens de l'article 39, § 2, de la loi. ».

**Art. 27.** Dans l'article 76 de l'arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° les alinéas 3 des § 1<sup>er</sup> et 2 sont abrogés;

2° dans le § 3, l'alinéa suivant est inséré avant l'alinéa 1<sup>er</sup> : « Lorsque le cahier spécial des charges le prévoit, les personnes désignées à cet effet par le pouvoir adjudicateur peuvent effectuer toutes vérifications sur pièces comptables et tous contrôles sur place de l'exactitude des indications fournies sur la base des § 1<sup>er</sup> et 2. ».

**Art. 28.** L'article 78 de l'arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 78. § 1<sup>er</sup>. L'offre doit indiquer :

1° les nom, prénoms, qualité ou profession, nationalité et domicile du soumissionnaire ou, lorsque celui-ci est une société, sa raison sociale ou dénomination, sa forme, sa nationalité et son siège social;

2° le numéro et le libellé du compte du soumissionnaire ouvert auprès d'un établissement financier;

3° la nationalité des sous-traitants éventuels et des membres du personnel employés par le soumissionnaire ainsi que, en cas de marché public de travaux, l'identification des sous-traitants éventuels;

4° l'origine des produits à fournir et des matériaux à utiliser non originaires des Etats membres de la Communauté européenne, avec indication par pays d'origine de la valeur, droits de douane non

**Art. 25.** Een artikel 60ter, luidend als volgt, wordt in het besluit ingevoegd : « Artikel 60ter. De aanbestedende overheid kan van de kandidaten of van de inschrijvers de overlegging eisen van het bewijs van hun inschrijving in het beroeps- of handelsregister overeenkomstig de wettelijke bepalingen van het land waar ze gevestigd zijn. »

**Art. 26.** Artikel 65 van het besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 65. § 1. Mag geen aanvraag tot deelneming aan of offerte voor een overheidsopdracht voor aanneming van werken, leveringen of diensten indienen, de persoon die belast geweest is met het onderzoek, de proeven, de studie of de ontwikkeling van die werken, leveringen of diensten.

§ 2. De onderneming die gebonden is aan een persoon bedoeld in § 1, mag geen aanvraag tot deelneming of geen offerte indienen, behalve wanneer zij het bewijs levert dat zij daardoor geen ongerechtvaardigd voordeel geniet dat de normale mededingingsvoorwaarden kan vervalsen.

In de zin van dit artikel verstaat men onder "gebonden onderneming" elke onderneming waarop de persoon bedoeld in § 1 rechtstreeks of onrechtstreeks een overheersende invloed kan uitoefenen, of elke onderneming die een overheersende invloed kan uitoefenen op deze persoon of die, zoals deze laatste, onderworpen is aan de overheersende invloed van een andere onderneming omwille van eigendom, financiële deelneming of op haar van toepassing zijnde voorschriften. De overheersende invloed wordt vermoed wanneer een onderneming, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten opzichte van een andere onderneming :

1° de meerderheid van het geplaatste kapitaal van de onderneming bezit, of

2° beschikt over de meerderheid van de stemmen die verbonden zijn aan de door de onderneming uitgegeven aandelen, of

3° meer dan de helft van de leden van het bestuurs-, leidinggevend of toezichthoudend orgaan van de onderneming kan aanwijzen.

De aanbestedende overheid dient, vooraleer zij eventueel een onderneming uitsluit wegens het ongerechtvaardigde voordeel dat deze vermoed wordt te genieten, deze onderneming per aangetekende brief uit te nodigen om binnen een termijn van twaalf kalenderdagen, tenzij, in voorkomend geval, de uitnodiging een langere termijn toestaat, rechtvaardigingen te leveren die met name betrekking hebben op haar bindingen, haar zelfstandigheidsgraad en op elke omstandigheid die het mogelijk maakt om vast te stellen dat de overheersende invloed niet bestaat of geen invloed heeft op de beschouwde opdracht.

§ 3. Paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing op :

1° de overheidsopdrachten die tegelijkertijd betrekking hebben op het opmaken van een ontwerp en zijn uitvoering;

2° de gevallen van onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking bij de aanvang van de procedure in de zin van artikel 39, § 2, van de wet. ».

**Art. 27.** In artikel 76 van het besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid van § 1 en § 2 wordt opgeheven;

2° in § 3, wordt vóór het derde lid het volgende lid ingevoegd : « Wanneer het bestek zulks bepaalt, kunnen de daartoe door de aanbestedende overheid aangewezen personen alle verificaties van de boekhoudkundige stukken en alle onderzoeken ter plaatse uitvoeren, teneinde de juistheid van de op grond van het eerste en tweede paragraaf verstrekte gegevens na te gaan. ».

**Art. 28.** Artikel 78 van het besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 78. § 1. De offerte vermeldt :

1° de naam, voornamen, de hoedanigheid of het beroep, de nationaliteit en woonplaats van de inschrijver of, indien het een vennootschap betreft, haar handelsnaam of benaming, rechtsvorm, nationaliteit en maatschappelijke zetel;

2° het nummer en de benaming van de rekening die de inschrijver bij een financiële instelling geopend heeft;

3° de nationaliteit van de eventuele onderaannemers en van het personeel door de inschrijver tewerkgesteld alsook, bij een overheidsopdracht voor aanneming van werken, de identificatie van de eventuele onderaannemers;

4° de oorsprong van de te leveren produkten en van de te verwerken materialen die niet afkomstig zijn van de Lid-Staten van de Europese Gemeenschap, met vermelding, per land van oorsprong, van de

compris, pour laquelle ces produits et matériaux interviennent dans l'offre; s'il s'agit de produits ou de matériaux à parachever ou à mettre en oeuvre sur le territoire des Etats membres de la Communauté européenne, seule la valeur des matières doit être indiquée.

§ 2. Les documents, modèles, échantillons et toutes autres informations exigés par le cahier spécial des charges doivent être joints à l'offre, sauf disposition contraire du cahier spécial des charges.

§ 3. Pour que son offre puisse être considérée comme régulière, le soumissionnaire doit être en règle en matière de cotisations de sécurité sociale conformément aux articles 17bis, 39bis et 60bis du présent arrêté.

Le soumissionnaire doit produire une attestation conformément aux articles précités, établissant sa situation par rapport à la date limite de réception des offres, sauf si une attestation portant sur la même période a déjà été produite en vue de la sélection qualitative.

§ 4. Si la ou les attestations ou documents prévus au § 3 ne sont pas joints à l'offre ou produits avant la date limite de réception des offres, le pouvoir adjudicateur peut, sans qu'il puisse en résulter un droit quelconque pour les soumissionnaires, s'informer, par tous moyens qu'il juge utiles, de la situation en matière de paiement des cotisations de sécurité sociale et, le cas échéant, de sécurité d'existence de tout soumissionnaire qu'il estime susceptible d'être déclaré adjudicataire. Il peut, notamment, demander à l'Office national de Sécurité sociale, communication de cette situation.

L'offre est considérée comme régulière s'il résulte de l'information recueillie par le pouvoir adjudicateur que le soumissionnaire est en règle au sens du § 3.

§ 5. S'il y a lieu, pour que son offre puisse être considérée comme régulière, le soumissionnaire doit satisfaire au moment de l'attribution du marché aux dispositions de la législation relative à l'enregistrement, conformément à l'article 400 du Code des Impôts sur les revenus 1992 et à l'article 30bis de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

§ 6. Pour l'attribution du marché, il peut être dérogé aux § 3 et 5 par décision motivée du pouvoir adjudicateur. »

**Art. 29.** L'article 80 de l'arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 80. Le pouvoir adjudicateur peut exiger de toute personne morale, à quelque stade que ce soit de la procédure, la production de ses statuts ou actes de société, accompagnée éventuellement, pour les candidats ou soumissionnaires étrangers, d'une traduction de ceux-ci par un traducteur juré dans la langue employée dans l'offre, ainsi que de toute modification des informations relatives à ses administrateurs ou gérants. »

**Art. 30.** Dans l'article 81 de l'arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « et 91 » sont insérés après les mots « articles 77 à 80 »;

2° au § 2, les mots « ou négociée » sont supprimés.

**Art. 31.** Dans l'article 98 de l'arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les deux derniers alinéas du § 3 sont abrogés;

2° le § 4, dernier alinéa, est remplacé par la disposition suivante : « En présence d'une offre exigeant la vérification de l'éventuelle anormalité de son montant au sens du présent paragraphe, le pouvoir adjudicateur doit :

1° soit motiver formellement dans la décision d'attribution du marché le rejet du grief d'anormalité apparente du montant de l'offre;

2° soit inviter le soumissionnaire à fournir les justifications nécessaires comme prévu au § 3. Si, après examen de ces justifications, le montant de l'offre est retenu comme anormal ou en l'absence de justifications dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur doit, par dérogation au § 2, considérer l'offre comme irrégulière et partant comme nulle de plein droit. »;

3° un § 5 rédigé comme suit est inséré : « § 5. Si l'offre est écartée en vertu des § 3 ou 4 en cas de marché public de travaux, le pouvoir adjudicateur informe la Commission d'agrégation des entrepreneurs,

waarde, exclusief douanerechten waarvoor zij in de offerte tussenkomen; indien het produkten of materialen betreft die op het grondgebied van de Lid-Staten van de Europese Gemeenschap worden afgewerkt of verwerkt, moet enkel de waarde van deze grondstoffen worden vermeld.

§ 2. De bescheiden, modellen, monsters en alle andere inlichtingen die door het bestek worden vereist, moeten bij de offerte worden gevoegd, tenzij in het bestek anders is bepaald.

§ 3. Opdat zijn offerte als regelmatig zou kunnen worden beschouwd, dient de inschrijver voldaan hebben aan de voorschriften inzake bijdragen voor de sociale zekerheid, overeenkomstig de artikelen 17bis, 39bis en 60bis van dit besluit.

De inschrijver moet overeenkomstig het bovengenoemde artikel een attest bijvoegen dat zijn toestand bepaalt vóór de uiterste datum van ontvangst van de offertes, behalve indien een attest dat betrekking heeft op dezelfde periode werd voorgelegd met het oog op de kwalitatieve selectie.

§ 4. Indien het attest of de attesten of documenten waarvan sprake in § 3 niet bij de offerte is of zijn gevoegd, of niet vóór de uiterste datum voor de ontvangst van de offertes toekomt of toekomen kan de aanbestedende overheid, zonder dat hieruit enig recht voor de inschrijvers kan ontstaan, met alle middelen die zij dienstig acht inlichtingen inwinnen met betrekking tot de betaling van de bijdragen voor de sociale zekerheid en, in voorkomend geval, voor de bestaanszekerheid van om het even welke inschrijver die naar haar oordeel als aannemer in aanmerking kan komen. De aanbestedende overheid kan onder meer aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid om mededeling van deze toestand verzoeken.

De offerte wordt als regelmatig beschouwd indien uit de inlichtingen ingewonnen door de aanbestedende overheid blijkt dat de inschrijver aan de in § 3 bepaalde voorschriften heeft voldaan.

§ 5. Desgevallend moet de inschrijver, opdat zijn offerte als regelmatig kan worden beschouwd, op het ogenblik van de gunning van de opdracht voldoen aan de bepalingen van de wetgeving met betrekking tot de registratie, overeenkomstig artikel 400 van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992 en artikel 30bis van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid der arbeiders.

§ 6. Voor de gunning van de opdracht mag afgeweken worden van de bepalingen van § 3 en 5 bij gemotiveerde beslissing van de aanbestedende overheid. »

**Art. 29.** Artikel 80 van het besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 80. De aanbestedende overheid mag in eender welk stadium van de procedure van elke rechtspersoon de voorlegging eisen van zijn statuten of vennootschapsakten, eventueel vergezeld van een vertaling ervan door een beëdigd vertaler in de taal van de offerte wanneer het gaat om buitenlandse kandidaten of inschrijvers, evenals van elke wijziging van de inlichtingen betreffende zijn bestuurders of zaakvoerders. »

**Art. 30.** In artikel 81 van het besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden « en 91 » ingevoegd na de woorden « artikelen 77 tot 80 »;

2° in § 2, worden de woorden « of onderhandelingsprocedure » geschrapt.

**Art. 31.** In artikel 98 van het besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de laatste twee leden van paragraaf 3 worden opgeheven;

2° paragraaf 4, laatste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling : « Voor een offerte waarbij het eventueel abnormaal karakter van het bedrag dient nagezien te worden in de zin van deze paragraaf, moet de aanbestedende overheid :

1° ofwel in de beslissing om de opdracht toe te wijzen, de verwerping van het bezwaar tegen het schijnbaar abnormale bedrag van de offerte formeel motiveren;

2° ofwel de inschrijver verzoeken de nodige rechtvaardigingen, zoals voorzien in § 3, te bezorgen. Indien na onderzoek van deze rechtvaardigingen blijkt dat het bedrag van de offerte abnormaal is of bij gebrek aan rechtvaardigingen binnen de opgelegde termijn, moet de aanbestedende overheid, in afwijking van § 2, de offerte als onregelmatig beschouwen en bijgevolg als rechtswege nietig; »;

3° een § 5, opgesteld als volgt, wordt ingevoegd : « § 5. Indien de offerte wordt afgewezen krachtens § 3 of 4, deelt de aanbestedende overheid dat binnen vijftien dagen na de gunning van de opdracht mee



dans les quinze jours de la conclusion du marché. Il communique en outre à celle-ci les noms des soumissionnaires n'ayant pas fourni les justifications nécessaires dans le délai imparti.

Si le marché public est soumis à la publicité européenne, le pouvoir adjudicateur informe la Commission européenne du rejet d'une offre anormalement basse. ».

**Art. 32.** L'article 100, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, première phrase, de l'arrêté, est remplacé par la disposition suivante : « 2° en vue du classement des offres, les quantités admises par le pouvoir adjudicateur, supérieures ou égales aux quantités du métré initial, sont portées à tous les métrés indistinctement. Par contre, les modifications admises par le pouvoir adjudicateur et qui ont pour effet de diminuer les quantités, ne profitent qu'aux seuls soumissionnaires qui les ont signalées et seulement dans la mesure qu'ils ont justifiée. ».

**Art. 33.** Dans l'article 101 de l'arrêté, la 2<sup>e</sup> phrase de l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacée par la disposition suivante : « Dans ce cas, le soumissionnaire remet offre pour le projet de base et, le cas échéant, dès lors qu'il s'agit d'une variante imposée, pour cette variante. Le marché est attribué au soumissionnaire qui a remis l'offre régulière la plus basse d'après un classement unique des offres de base et des variantes. ».

**Art. 34.** Dans l'article 103 de l'arrêté, l'alinéa suivant est inséré avant l'alinéa 3 : « Si le cahier spécial des charges impose ou autorise des variantes, il doit préciser l'objet de celles-ci, leur nature et leur portée. Dans ce cas, le soumissionnaire remet offre pour le projet de base et, le cas échéant, dès lors qu'il s'agit d'une variante imposée, pour cette variante. Pour l'attribution du marché, il est tenu compte des variantes imposées ou autorisées. ».

**Art. 35.** Dans l'article 108 de l'arrêté, deux alinéas, rédigés comme suit, sont insérés entre les alinéas 2 et 3 : « Pour les marchés publics de services au sens des catégories 6, 8 et 21 de l'annexe 2 de la loi, la dépense à approuver ne peut dépasser, hors taxe sur la valeur ajoutée, 10 millions de francs.

Lorsque des lots sont prévus dans un marché public de travaux ou de services dont le montant estimé, hors taxe sur la valeur ajoutée, est inférieur, pour les travaux, à 30 millions de francs et, pour les services, aux montants prévus à l'article 43, il peut également être traité par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure pour ceux des lots dont la dépense individuelle à approuver ne dépasse pas 1 million de francs, hors taxe sur la valeur ajoutée, mais pour autant que leur montant cumulé n'excède pas vingt p. c. du montant cumulé de tous les lots. ».

**Art. 36.** Dans l'article 109 de l'arrêté, texte néerlandais, les mots « zonder belasting op de toegevoegde waarde » sont remplacés par les mots « zonder belasting over de toegevoegde waarde ».

**Art. 37.** Dans l'article 110 de l'arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2° du texte néerlandais, les mots « zonder belasting op de toegevoegde waarde » sont remplacés par les mots « zonder belasting over de toegevoegde waarde »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, texte français, les mots « au soumissionnaire » sont remplacés par les mots « à l'adjudicataire »;

3° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante : « L'article 78 est applicable aux marchés à passer par procédure négociée avec ou sans publicité lors du lancement de la procédure, lorsqu'ils sont constatés conformément aux 2° à 4° du présent article. Il en va de même de l'article 79 quel que soit le mode de constatation du marché.

L'article 81, § 2, est applicable aux marchés à passer par procédure négociée avec publicité lors du lancement de la procédure au sens de l'article 39, § 1<sup>er</sup>, de la loi, lorsqu'ils sont constatés conformément aux 2° à 4° du présent article. ».

**Art. 38.** Dans l'article 111 de l'arrêté, les § 1<sup>er</sup> à 3 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 111. § 1<sup>er</sup>. En adjudication publique et en appel d'offres général, les soumissionnaires non sélectionnés ou dont l'offre a été jugée irrégulière ou n'a pas été choisie en sont informés par le pouvoir adjudicateur dans les moindres délais.

aan de Commissie voor de erkenning van aannemers, wanneer het gaat om een overheidsopdracht voor aanneming van werken. Zij deelt haar bovendien de namen mee van de inschrijvers die de nodige rechtvaardigingen niet binnen de gestelde termijn bezorgd hebben.

Indien de overheidsopdracht onderworpen is aan de Europese bekendmaking, licht de aanbestedende overheid de Europese Commissie in over de verwerping van een abnormaal lage offerte. ».

**Art. 32.** Artikel 100, § 1, 2°, eerste zin, van het besluit wordt vervangen door de volgende bepaling : « 2° voor de rangschikking van de offertes worden de hoeveelheden aanvaard door de aanbestedende overheid die groter zijn dan of gelijk zijn aan de hoeveelheden van de oorspronkelijke opmetingsstaat, naar alle opmetingsstaten zonder onderscheid gebracht. De wijzigingen die door de aanbestedende overheid aanvaard worden en die een vermindering van de hoeveelheden tot gevolg hebben, spelen daarentegen enkel in het voordeel van de inschrijvers die ze gemeld hebben en enkel in de mate dat waarin hun verantwoording is aanvaard. ».

**Art. 33.** In artikel 101 van het besluit wordt de tweede zin van het eerste lid vervangen door de volgende bepaling : « In dat geval dient de inschrijver een offerte in voor het basisonwerp en, in voorkomend geval, als het om een opgelegde variante gaat, voor deze variante. De opdracht wordt gegund aan de inschrijver die de laagste regelmatige offerte heeft ingediend op grond van één enkele rangschikking van de basisoffertes en de varianten. ».

**Art. 34.** In artikel 103 van het besluit wordt het volgende lid ingevoegd vóór het derde lid : « Indien het bestek varianten oplegt of toestaat, moet het voorwerp van die varianten, hun aard en draagwijdte nader worden omschreven. In dat geval dient de inschrijver een offerte in voor het basisonwerp en, in voorkomend geval, als het om een opgelegde variante gaat, voor deze variante. Voor de gunning van de opdracht wordt rekening gehouden met de opgelegde of toegestane varianten. ».

**Art. 35.** In artikel 108 van het besluit worden twee leden luidend als volgt ingevoegd tussen het tweede en derde lid : « Voor de overheidsopdrachten voor aanneming van diensten in de zin van de categorieën 6, 8 en 21 van bijlage 2 van de wet mag dat goed te keuren bedrag, zonder belasting over de toegevoegde waarde, niet hoger liggen dan 10 miljoen frank.

Wanneer percelen voorzien worden in een overheidsopdracht voor aanneming van werken of van diensten waarvan het geraamde bedrag, zonder belasting over de toegevoegde waarde, minder bedraagt dan 30 miljoen frank voor de werken en minder dan de bedragen bepaald in artikel 43 voor de diensten, kan eveneens een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking bij de aanvang van de procedure aangewend worden voor die percelen waarvan de individuele, goed te keuren uitgave de 1 miljoen frank zonder belasting over de toegevoegde waarde niet overschrijdt, maar voor zover hun samengevoegd bedrag niet meer bedraagt dan twintig pct. van het samengevoegd bedrag van alle percelen. ».

**Art. 36.** In artikel 109 van het besluit, Nederlandse tekst, worden de woorden « zonder belasting op de toegevoegde waarde » vervangen door de woorden « zonder belasting over de toegevoegde waarde ».

**Art. 37.** In artikel 110 van het besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 1° en 2°, van de Nederlandse tekst, worden de woorden « zonder belasting op de toegevoegde waarde » vervangen door de woorden « zonder belasting over de toegevoegde waarde »;

2° in het eerste lid, 3°, Franse tekst, worden de woorden « au soumissionnaire » vervangen door de woorden « à l'adjudicataire »;

3° het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling : « Artikel 78 is van toepassing op de opdrachten te gunnen bij onderhandelingsprocedure met of zonder bekendmaking bij de aanvang van de procedure wanneer ze vastgesteld worden overeenkomstig de 2° tot 4° van dit artikel. Hetzelfde geldt voor artikel 79, welke ook de wijze van totstandkoming van de opdracht is.

Artikel 81, § 2, is van toepassing op de opdrachten te gunnen bij onderhandelingsprocedure met bekendmaking bij de aanvang van de procedure in de zin van artikel 39, § 1, van de wet, wanneer ze tot stand komen overeenkomstig de 2° tot 4° van dit artikel. ».

**Art. 38.** In artikel 111 van het besluit worden § 1 tot 3 vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 111. § 1. Bij openbare aanbesteding en bij algemene offerteaanvraag worden de inschrijvers die niet geselecteerd werden of van wie de offerte als onregelmatig werd beschouwd of niet uitgekozen werd, door de aanbestedende overheid onverwijld van dit feit op de hoogte gebracht.

Le pouvoir adjudicateur communique dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande écrite :

- 1° à tout soumissionnaire non sélectionné, les motifs de sa non-sélection;
- 2° à tout soumissionnaire dont l'offre a été jugée irrégulière, les motifs de son éviction;
- 3° à tout soumissionnaire dont l'offre n'a pas été choisie et à l'adjudicataire, la décision motivée d'attribution du marché.

§ 2. En adjudication restreinte, en appel d'offres restreint et en procédure négociée avec publicité lors du lancement de la procédure au sens de l'article 39, § 1<sup>er</sup>, de la loi, les candidats non sélectionnés sont informés de cette décision par le pouvoir adjudicateur dans les moindres délais et au plus tard lors de l'envoi de l'invitation à remettre offre. Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur communique les motifs de sa non-sélection à tout candidat non sélectionné, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande écrite.

Les soumissionnaires, dont l'offre a été jugée irrégulière ou n'a pas été choisie, en sont informés par le pouvoir adjudicateur dans les moindres délais.

Le pouvoir adjudicateur communique dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande écrite :

- 1° à tout soumissionnaire dont l'offre a été jugée irrégulière, les motifs de son éviction;
- 2° à tout soumissionnaire dont l'offre n'a pas été choisie et à l'adjudicataire, la décision motivée d'attribution du marché.

§ 3. En procédure négociée sans publicité au sens de l'article 39, § 2, de la loi, mais à l'exception des marchés dont le montant estimé, hors taxe sur la valeur ajoutée, n'atteint pas les montants prévus aux articles 1<sup>er</sup>, 22 et 43, du présent arrêté, les candidats ou soumissionnaires non retenus sont informés de cette décision par le pouvoir adjudicateur dans les moindres délais.

En procédure négociée sans publicité au sens de l'article 39, § 2, de la loi, mais à l'exception des marchés constatés par simple facture acceptée au sens de l'article 110, 1<sup>er</sup>, du présent arrêté, le pouvoir adjudicateur communique à tout soumissionnaire dont l'offre n'a pas été choisie et à l'adjudicataire la décision motivée d'attribution du marché dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande écrite. ».

**Art. 39.** L'article 112 de l'arrêté est remplacé par la disposition suivante : « Art. 112. Le pouvoir adjudicateur informe dans les moindres délais les candidats ou soumissionnaires s'il décide de renoncer à passer le marché ou de recommencer la procédure. Il en communique les motifs dans les quinze jours de la réception de la demande écrite des candidats ou soumissionnaires. ».

**Art. 40.** Les annexes 1 à 5 de l'arrêté sont remplacées par les annexes du présent arrêté.

**Art. 41.** Les marchés publics publiés avant le 1<sup>er</sup> juin 1999 au *Journal officiel des Communautés européennes* ou au *Bulletin des Adjudications* ou pour lesquels, à défaut d'obligation de publication d'un avis, l'invitation à remettre offre ou à présenter une candidature est lancée avant cette date, demeurent soumis aux dispositions réglementaires en vigueur au moment de l'avis ou de l'invitation. La publication au *Journal officiel des Communautés européennes* a prééminence sur celle au *Bulletin des Adjudications* pour l'application du présent article.

**Art. 42.** Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
J.-L. DEHAENE

De aanbestedende overheid deelt binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van het schriftelijk verzoek, mede :

- 1° aan elke niet geselecteerde inschrijver, de motieven voor zijn niet-selectie;
- 2° aan elke inschrijver van wie de offerte als niet regelmatig werd beschouwd, de motieven voor de verwerping;
- 3° aan elke inschrijver waarvan de offerte niet werd uitgekozen en aan de aannemer, de gemotiveerde toewijzingsbeslissing van de opdracht.

§ 2. Bij beperkte aanbesteding, bij beperkte offerteaanvraag en bij onderhandelingsprocedure met bekendmaking bij de aanvang van de procedure in de zin van artikel 39, § 1, van de wet, worden de niet-geselecteerde kandidaten onverwijld en ten laatste wanneer de uitnodiging tot het indienen van de offerte verstuurd wordt door de aanbestedende overheid van dit feit op de hoogte gebracht. Anderzijds deelt de aanbestedende overheid binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van het schriftelijk verzoek aan elke niet-geselecteerde kandidaat de motieven voor zijn niet-selectie mee.

De inschrijvers van wie de offerte als niet-regelmatig werd beschouwd of waarvan de offerte niet werd uitgekozen worden door de aanbestedende overheid onverwijld van dit feit op de hoogte gebracht.

De aanbestedende overheid deelt binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van het schriftelijk verzoek, mede :

- 1° aan elke inschrijver van wie de offerte als niet regelmatig werd beschouwd, de motieven voor de verwerping;
- 2° aan elke inschrijver van wie de offerte niet werd uitgekozen en aan de aannemer, de gemotiveerde toewijzingsbeslissing van de opdracht.

§ 3. Bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in de zin van artikel 39, § 2, van de wet doch met uitzondering van de opdrachten waarvan het geraamd bedrag, zonder belasting over de toegevoegde waarde, de bedragen bepaald in de artikelen 1, 22 en 43 van dit besluit niet bereikt, worden de niet weerhouden kandidaten of inschrijvers door de aanbestedende overheid onverwijld van deze beslissing op de hoogte gebracht.

Bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in de zin van artikel 39, § 2, van de wet doch met uitzondering van de opdrachten die tot stand komen gewoon met een aangenomen factuur in de zin van artikel 110, 1<sup>er</sup>, van dit besluit deelt de aanbestedende overheid, binnen de vijftien dagen na ontvangst van het schriftelijk verzoek, aan elke inschrijver van wie de offerte niet werd uitgekozen en aan de aannemer, de gemotiveerde toewijzingsbeslissing van de opdracht mede. ».

**Art. 39.** Artikel 112 van het besluit wordt door de volgende bepaling vervangen : « Art. 112. De aanbestedende overheid brengt onverwijld de kandidaten of de inschrijvers op de hoogte van het feit dat zij besloten heeft af te zien van de gunning van de opdracht of de procedure te herbeginnen. Zij deelt de motieven mee binnen vijftien dagen na de ontvangst van het schriftelijk verzoek van de kandidaten of inschrijvers. ».

**Art. 40.** De bijlagen 1 tot 5 van het besluit worden vervangen door de bijlagen van dit besluit.

**Art. 41.** De overheidsopdrachten die gepubliceerd zijn in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen* of in het *Bulletin der Aanbestedingen* vóór 1 juni 1999 of waarvoor, bij ontstentenis van verplichting om een aankondiging te publiceren, wordt uitgenodigd tot het indienen van een offerte of van een kandidatuur vóór deze datum, blijven onderworpen aan de reglementsbepalingen zoals ze ten tijde van de aankondiging of van de uitnodiging gelding hadden. Voor de toepassing van dit artikel heeft de publicatie in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen* voorrang boven deze in het *Bulletin der Aanbestedingen*.

**Art. 42.** Onze Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
J.-L. DEHAENE

## Annexe 1

**Liste d'entreprises publiques au sens de l'article 26 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services**

## 1° Secteur des transports

Exploitation de réseaux de chemins de fer

— Société nationale des Chemins de fer belges

Mise à disposition d'aéroports

— Belgian International Airport Company

— Belgocontrol

## 2° Secteur des télécommunications

— Belgacom

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 25 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

J.-L. DEHAENE

## Annexe 2

**Avis périodique indicatif**

## I. Rubriques à remplir en toute hypothèse

1. le nom, l'adresse, l'adresse télégraphique, les numéros de téléphone, de télex et de télécopieur du pouvoir adjudicateur ou du service auprès duquel des renseignements complémentaires peuvent être obtenus;

2. a) pour les marchés de fournitures : la nature et la quantité ou la valeur des prestations ou des produits à fournir;

b) pour les marchés de travaux : la nature et l'étendue des prestations, les caractéristiques générales de l'ouvrage ou des lots se rapportant à l'ouvrage;

c) pour les marchés de services : le montant total des achats envisagés dans chacune des catégories de services figurant à l'annexe 2, A, de la loi;

3. la date d'envoi de l'avis par le pouvoir adjudicateur;

4. la date de réception de l'avis par l'Office des publications officielles des Communautés européennes (à mentionner par ledit Office);

5. le cas échéant, d'autres informations.

II. Renseignements à fournir obligatoirement lorsque l'avis sert de moyen de mise en concurrence ou qu'il permet une réduction des délais de réception des demandes de participation ou des offres

6. la mention du fait que les entreprises intéressées doivent faire part au pouvoir adjudicateur de leur intérêt pour le ou les marchés;

7. la date limite de réception des demandes.

III. Renseignements à communiquer, pour autant que ces renseignements soient disponibles, lorsque l'avis sert de moyen de mise en concurrence ou qu'il permet une réduction des délais de réception des demandes de participation ou des offres

8. la nature et la quantité des produits à fournir ou caractéristiques générales de l'ouvrage ou catégorie du service au sens de l'annexe 2, A, de la loi et description (nomenclature C.P.C.) et indiquer si un ou des accords-cadres sont envisagés. Indiquer notamment les options concernant des achats complémentaires et le calendrier provisoire de recours à ces options. Dans le cas d'une série de marchés renouvelables, indiquer également le calendrier provisoire des mises en concurrence ultérieures;

9. indiquer si les offres sont sollicitées en vue d'un achat, d'un crédit-bail, d'une location ou d'une location-vente ou d'une combinaison de ceux-ci;

10. le délai de livraison ou d'exécution ou la durée du marché et, dans la mesure du possible, la date de démarrage;

11. l'adresse à laquelle les entreprises intéressées doivent manifester leur intérêt par écrit; la date limite de réception des manifestations d'intérêt; la ou les langues autorisées pour la présentation des demandes de participation ou des offres;

## Bijlage 1

**Lijst van overheidsbedrijven volgens artikel 26 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten**

## 1° Vervoersector

Uitbating van spoorwegnetten

— Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen

Terbeschikkingstelling van luchthavens

— Belgian International Airport Company

— Belgocontrol

## 2° Telecommunicatiesector

— Belgacom

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 25 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,

J.-L. DEHAENE

## Bijlage 2

**Periodieke enuntiatieve aankondiging**

## I. Rubrieken die in elk geval moeten worden ingevuld

1. de naam, het adres, het telegramadres, het telefoon-, telex en faxnummer van de aanbestedende overheid of van de dienst waar bijkomende inlichtingen kunnen verkregen worden;

2. a) voor de opdrachten voor aanneming van leveringen : aard en hoeveelheid of waarde van de verichtingen of de te leveren producten;

b) voor de opdrachten voor aanneming van werken : aard en omvang van de uit te voeren werken, algemene kenmerken van het werk op van de percelen met betrekking tot het werk;

c) voor de opdrachten voor aanneming van diensten : totaal van de voorgenomen opdrachten voor elk van de in bijlage 2, A, van de wet, opgenomen categorieën van diensten;

3. de datum van verzending van de aankondiging door de aanbestedende overheid;

4. de datum van ontvangst van de aankondiging door het Bureau voor officiële publicaties van de Europese Gemeenschappen (door dit Bureau te vermelden);

5. eventueel andere gegevens.

II. Inlichtingen die moeten worden verstrekt wanneer de aankondiging dient als oproep tot mededinging of een grond vormt voor een verkorting van de termijnen voor ontvangst van de aanvragen tot deelneming of de offertes

6. de vermelding van het feit dat de belangstellende ondernemingen de aanbestedende overheid op de hoogte moeten brengen van hun belangstelling voor de opdracht(en);

7. de uiterste datum voor de ontvangst van de verzoeken.

III. Inlichtingen die moeten worden verstrekt voorzover ze beschikbaar zijn wanneer de aankondiging dient als oproep tot mededinging of een grond vormt voor een verkorting van de termijnen voor ontvangst van de aanvragen tot deelneming of de offertes

8. de aard en de hoeveelheid van de te leveren producten of algemene kenmerken van het werk of categorie waartoe de dienst behoort, in de zin van bijlage 2, A, van de wet, en beschrijving (C.P.C. classificatie), en vermelding of het om (een) raamovereenkomst(en) gaat. Vermelding met name van opties voor latere opdrachten, alsmede een schatting van de termijnen waarop die opties zouden kunnen worden uitgeoefend. In het geval van een serie opdrachten of periodiek terugkerende opdrachten eveneens een schatting van de termijnen waarop de vervolgaanbestedingen te verwachten zijn;

9. de vermelding of de inschrijvingen betrekking moeten hebben op aankoop, leasing, huur, huurkoop of op een combinatie hiervan;

10. de termijn voor de levering of uitvoering of de looptijd van de opdracht en, zo mogelijk, de aanvangsdatum;

11. de adres waar belangstellende ondernemingen schriftelijk hun belangstelling moeten doen blijken; de uiterste datum voor de ontvangst van de blijken van belangstelling; de taal of talen waarin de aanvragen tot deelneming of de offertes kunnen worden ingediend;

12. les conditions de caractère économique et technique, les garanties financières et techniques exigées des entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services;

13. a) la date provisoire, si elle est connue, du lancement des procédures de passation du ou des marchés;

b) le type de procédure de passation (procédure ouverte, restreinte ou négociée);

c) le montant et les modalités de versement de toute somme à payer pour obtenir la documentation relative à la consultation.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 25 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
J.-L. DEHAENE

Annexe 3

#### Avis de marché

A) Adjudication publique et appel d'offres général

1° le nom, l'adresse, l'adresse télégraphique, les numéros de téléphone, de télex et de télécopieur du pouvoir adjudicateur;

2° la nature du marché (fournitures, travaux ou services; indiquer, le cas échéant, s'il s'agit d'un accord-cadre), la catégorie de services au sens de l'annexe 2, A, de la loi et la description du marché (classification C.P.C.); le cas échéant, indiquer si les offres sont sollicitées en vue d'un achat, d'un crédit-bail, d'une location ou d'une location-vente ou d'une combinaison de ceux-ci;

3° le lieu de livraison, d'exécution ou de prestation;

4° pour les fournitures et les travaux :

a) la nature et la quantité des produits à fournir. Indiquer notamment les options concernant des achats complémentaires et, si possible, le calendrier provisoire de levée de ces options. Dans le cas d'une série de marchés renouvelables, indiquer également, si possible, le calendrier provisoire des mises en concurrence ultérieures pour les produits requis ou la nature et l'étendue des prestations et les caractéristiques générales de l'ouvrage;

b) les indications relatives à la possibilité pour les fournisseurs de remettre offre pour des parties et/ou pour l'ensemble des fournitures requises. Si, pour les marchés de travaux, l'ouvrage ou le marché est divisé en plusieurs lots, l'ordre de grandeur des différents lots et la possibilité de présenter une offre pour un, pour plusieurs ou pour l'ensemble des lots;

c) pour les marchés de travaux : les indications relatives à l'objectif de l'ouvrage ou du marché lorsque celui-ci comporte également l'établissement de projets;

5° pour les services :

a) la nature et la quantité des services à fournir. Indiquer notamment les options concernant des achats complémentaires et, si possible, le calendrier provisoire de levée de ces options. Dans le cas d'une série de marchés renouvelables, indiquer également, si possible, le calendrier provisoire des mises en concurrence ultérieures pour les services requis;

b) indiquer si, en vertu de dispositions législatives, réglementaires et administratives, l'exécution du service est réservée à une profession déterminée;

c) la référence des dispositions législatives, réglementaires ou administratives;

d) indiquer si les personnes morales sont tenues de mentionner les noms et qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution des services;

e) indiquer si les prestataires peuvent présenter une offre pour une partie des services considérés;

6° l'autorisation de présenter ou non des variantes libres;

7° la dérogation à l'utilisation des spécifications européennes, conformément à l'article 68, § 2;

8° le délai de livraison ou d'exécution, la durée du marché de services et, dans la mesure du possible, la date du début;

9° a) le nom et l'adresse du service auquel le cahier spécial des charges et les documents complémentaires peuvent être demandés;

12. de economische en technische eisen, financiële en technische waarborgen die van de aannemers, leveranciers of dienstverleners worden verlangd;

13. a) de voorlopige datum waarop de gunningsprocedures van de opdracht(en) ingaan (indien bekend);

b) de te volgen gunningsprocedure (openbare procedure, beperkte procedure of onderhandelingsprocedure);

c) het bedrag dat moet worden betaald voor het verkrijgen van de documentatie betreffende de raadpleging, en de wijze van betaling.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 25 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
J.-L. DEHAENE

Bijlage 3

#### Aankondiging van opdracht

A) Openbare aanbesteding en algemene offerteaanvraag

1° de naam, het adres, het telegramadres, het telefoon-, het telex- en faxnummer van de aanbestedende overheid;

2° de aard van de opdracht (leveringen, werken of diensten; zo nodig aanduiden of het gaat om een raamovereenkomst), de categorie van diensten in de zin van bijlage 2, A, van de wet en de beschrijving van de opdracht (C.P.C. classificatie); desgevallend, vermelden of de offertes betrekking hebben op een aankoop, een leasing, een huur, een huurkoop of op een combinatie hiervan;

3° de plaats van levering, van uitvoering of van dienstverlening;

4° voor leveringen en werken :

a) de aard en de hoeveelheid van de te leveren producten, met inbegrip van eventuele opties voor latere opdrachten en, indien mogelijk, een schatting van de termijnen waarop die opties kunnen worden uitgeoefend. In het geval van een serie periodiek terugkerende opdrachten, eveneens, indien mogelijk, een schatting van de termijnen waarop de vervolgaanbestedingen voor de te leveren producten te verwachten zijn of aard en omvang van de te verrichten werkzaamheden en algemene kenmerken van het werk;

b) de gegevens betreffende de mogelijkheid voor leveranciers om een offerte in te dienen voor gedeelten en/of het gehele pakket van vereiste leveringen. Indien, voor opdrachten voor aanneming van werken, het werk of de opdracht in verschillende percelen is verdeeld, orde van grootte van de percelen en mogelijkheid om voor één, meerdere of alle percelen een offerte in te dienen;

c) voor opdrachten voor aanneming van werken : de gegevens betreffende het doel van het werk of de opdracht indien de opdracht ook betrekking heeft op de opstelling van ontwerpen;

5° voor diensten :

a) de aard en de hoeveelheid van de te verlenen diensten, met inbegrip van eventuele opties voor latere opdrachten en, indien mogelijk, een schatting van de termijnen waarop die opties kunnen worden uitgeoefend. In het geval van een serie periodiek terugkerende opdrachten, eveneens, indien mogelijk, een schatting van de termijnen waarop de vervolgaanbestedingen voor de te leveren diensten te verwachten zijn;

b) de vermelding of de verlening van de dienst ingevolge wettelijke of bestuursrechtelijke voorschriften aan een bepaalde beroepsgroep is voorbehouden;

c) de verwijzing naar de relevante wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen;

d) vermelding of rechtspersonen de namen en beroepskwalificaties van de personen die met de verlening van de dienst worden belast, dienen op te geven;

e) vermelding of dienstverleners voor een gedeelte van de betreffende diensten een offerte kunnen indienen;

6° of vrije varianten al dan niet toegelaten zijn;

7° de afwijking van de aanwending van de Europese specificaties, overeenkomstig artikel 68, § 2;

8° de leverings- of de uitvoeringstermijn, of de duur van de opdracht voor aanneming van diensten en, zo mogelijk, de aanvangsdatum;

9° a) de naam en het adres van de dienst waar het bestek en de aanvullende documenten kunnen aangevraagd worden;

b) le cas échéant, le montant et les modalités de paiement de la somme qui doit être versée pour obtenir ces documents;

10° a) la date limite de réception des offres;

b) l'adresse à laquelle elles doivent être transmises;

c) la ou les langues dans lesquelles elles doivent être rédigées;

11° a) le cas échéant, les personnes admises à assister à l'ouverture des offres;

b) la date, l'heure et le lieu de cette ouverture;

12° le cas échéant, le cautionnement et les garanties demandés;

13° les modalités essentielles de financement et de paiement et/ou les références aux textes qui les réglementent;

14° le cas échéant, la forme juridique que devra revêtir le groupement de fournisseurs, d'entrepreneurs ou de prestataires de services adjudicataire du marché;

15° les renseignements concernant la situation propre du fournisseur, de l'entrepreneur ou du prestataire de services et les conditions minimales de caractère économique et technique à remplir par l'adjudicataire du marché;

16° le délai pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre;

17° les critères d'attribution du marché. Les critères autres que le prix sont mentionnés lorsqu'ils ne figurent pas dans le cahier spécial des charges;

18° les autres renseignements éventuels;

19° le cas échéant, la référence de la publication au *Journal officiel des Communautés européennes* de l'avis périodique indicatif auquel le marché se rapporte;

20° la date d'envoi de l'avis par le pouvoir adjudicateur;

21° la date de réception de l'avis par l'Office des publications officielles des Communautés européennes (à mentionner par ledit Office).

#### B) Adjudication restreinte et appel d'offres restreint

1° le nom, l'adresse, l'adresse télégraphique, les numéros de téléphone, de télex et de télécopieur du pouvoir adjudicateur;

2° la nature du marché (fournitures, travaux ou services; indiquer, le cas échéant, s'il s'agit d'un accord-cadre), la catégorie de services au sens de l'annexe 2, A, de la loi et la description du marché (classification C.P.C.); le cas échéant, indiquer si les offres sont sollicitées en vue d'un achat, d'un crédit-bail, d'une location, d'une location-vente ou d'une combinaison de ceux-ci;

3° le lieu de livraison, d'exécution ou de prestation;

4° pour les fournitures et les travaux :

a) la nature et la quantité des produits à fournir. Indiquer notamment les options concernant des achats complémentaires et, si possible, le calendrier provisoire de levée de ces options. Dans le cas d'une série de marchés renouvelables, indiquer également, si possible, le calendrier provisoire des mises en concurrence ultérieures pour les produits requis ou la nature et l'étendue des prestations, ainsi que les caractéristiques générales de l'ouvrage;

b) les indications relatives à la possibilité pour les fournisseurs de remettre offre pour des parties et/ou pour l'ensemble des fournitures requises. Si, pour les marchés de travaux, l'ouvrage ou le marché est divisé en plusieurs lots, l'ordre de grandeur des différents lots et la possibilité de présenter une offre pour un, pour plusieurs ou pour l'ensemble des lots;

c) pour les marchés de travaux : les indications relatives à l'objectif de l'ouvrage ou du marché lorsque celui-ci comporte également l'établissement de projets;

5° pour les services :

a) la nature et la quantité des services à fournir. Indiquer notamment les options concernant des achats complémentaires et, si possible, le calendrier provisoire de levée de ces options. Dans le cas d'une série de marchés renouvelables, indiquer également, si possible, le calendrier provisoire des mises en concurrence ultérieures pour les services requis;

b) indiquer si, en vertu de dispositions législatives, réglementaires et administratives, l'exécution du service est réservée à une profession déterminée;

b) desgevallend, het verschuldigd bedrag en de betalingswijze ervan voor het verkrijgen van deze documenten;

10° a) de uiterste datum van ontvangst van de offertes;

b) het adres waar ze moeten ingediend worden;

c) de taal of talen waarin ze moeten opgesteld worden;

11° a) desgevallend, de personen die toegelaten zijn bij de opening van de offertes;

b) de datum, het uur en de plaats van deze opening;

12° desgevallend, de gevraagde borgtocht en waarborgen;

13° de belangrijkste voorschriften van financiering en betaling en/of de verwijzingen naar de teksten die ze regelen;

14° desgevallend, de rechtsvorm die de groep leveranciers, aannemers of dienstverleners, aannemer van de opdracht, moet hebben;

15° de inlichtingen betreffende de eigen situatie van de leverancier, van de aannemer of van de dienstverlener en de minimumvoorwaarden van economische en technische aard waaraan de aannemer van de opdracht moet voldoen;

16° de termijn waarin de inschrijver door zijn offerte gebonden is;

17° de gunningscriteria van de opdracht. De naast de laagste prijs geldende criteria worden vermeld wanneer ze niet voorkomen in het bestek;

18° de andere mogelijke inlichtingen;

19° desgevallend, de verwijzing naar de publicatie in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen* van de periodieke enuntiatieve aankondiging waarop de opdracht betrekking heeft;

20° de verzendingsdatum van de aankondiging door de aanbestedende overheid;

21° de ontvangstdatum van de aankondiging door het Bureau voor officiële publicaties van de Europese Gemeenschappen (door dit Bureau te vermelden).

#### B) Beperkte aanbesteding en beperkte offerteaanvraag

1° de naam, het adres, het telegramadres, het telefoon-, het telex- en faxnummer van de aanbestedende overheid;

2° de aard van de opdracht (leveringen, werken of diensten; zo nodig aanduiden of het gaat om een raamovereenkomst), de categorie van diensten in de zin van bijlage 2, A, van de wet en de beschrijving van de opdracht (C.P.C. classificatie); desgevallend, vermelden of de offertes betrekking hebben op een aankoop, een leasing, een huur, een huurkoop of op een combinatie hiervan;

3° de plaats van levering, van uitvoering of van dienstverlening;

4° voor leveringen en werken :

a) de aard en de hoeveelheid van de te leveren producten, met inbegrip van eventuele opties voor latere opdrachten en, indien mogelijk, een schatting van de termijnen waarop die opties kunnen worden uitgeoefend. In het geval van een serie periodiek terugkerende opdrachten, eveneens, indien mogelijk een schatting van de termijnen waarop de vervolgaanbestedingen voor de te leveren producten te verwachten zijn of aard en omvang van de te verrichten werkzaamheden en algemene kenmerken van het werk;

b) de gegevens betreffende de mogelijkheid voor leveranciers om in te schrijven voor gedeelten en/of het gehele pakket van vereiste leveringen. Indien, voor opdrachten voor aanneming van werken, het werk of de opdracht in verschillende percelen is verdeeld, orde van grootte van de percelen en mogelijkheid om voor één, meerdere of alle percelen in te schrijven;

c) voor opdrachten voor aanneming van werken : de gegevens betreffende het doel van het werk of de opdracht indien de opdracht ook betrekking heeft op de opstelling van ontwerpen;

5° voor diensten :

a) de aard en de hoeveelheid van de te verlenen diensten, met inbegrip van eventuele opties voor latere opdrachten en, indien mogelijk, een schatting van de termijnen waarop die opties kunnen worden uitgeoefend. In het geval van een serie periodiek terugkerende opdrachten, eveneens, indien mogelijk, een schatting van de termijnen waarop de vervolgaanbestedingen voor de te verlenen diensten te verwachten zijn;

b) de vermelding of de verlening van de dienst ingevolge wettelijke of bestuursrechtelijke voorschriften aan een bepaalde beroepsgroep is voorbehouden;

c) la référence des dispositions législatives, réglementaires ou administratives;

d) indiquer si les personnes morales sont tenues de mentionner les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du service;

e) indiquer si les prestataires peuvent présenter une offre pour une partie des services considérés;

6° l'autorisation de présenter ou non des variantes libres;

7° la dérogation à l'utilisation des spécifications européennes, conformément à l'article 68, § 2;

8° le délai de livraison ou d'exécution, la durée du marché de services et, dans la mesure du possible, la date de démarrage;

9° le cas échéant, la forme juridique que devra revêtir le groupement de fournisseurs, d'entrepreneurs ou de prestataires de services adjudicataire du marché.

10° a) la date limite des demandes de participation;

b) l'adresse à laquelle elles doivent être transmises;

c) la ou les langues dans lesquelles elles doivent être rédigées;

11° la date limite d'envoi des invitations à présenter une offre;

12° le cas échéant, le cautionnement et les garanties demandés;

13° les modalités essentielles de financement et de paiement et/ou les références aux textes qui les réglementent;

14° les renseignements concernant la situation propre du fournisseur, de l'entrepreneur ou du prestataire de services et les conditions minimales de caractère économique et technique à remplir par celui-ci;

15° les critères d'attribution du marché lorsqu'ils ne sont pas mentionnés dans le cahier spécial des charges;

16° les autres renseignements;

17° le cas échéant, la référence de la publication au *Journal officiel des Communautés européennes* de l'avis périodique indicatif auquel le marché se rapporte;

18° la date d'envoi de l'avis par le pouvoir adjudicateur;

19° la date de réception de l'avis par l'Office des publications officielles des Communautés européennes (à mentionner par ledit Office).

C) Procédure négociée avec publicité préalable lors du lancement de la procédure au sens de l'article 39, § 1<sup>er</sup>, de la loi.

1° le nom, l'adresse, l'adresse télégraphique, les numéros de téléphone, de télex et de télécopieur du pouvoir adjudicateur;

2° la nature du marché (fournitures, travaux ou services; indiquer, le cas échéant, s'il s'agit d'un accord-cadre), la catégorie de services au sens de l'annexe 2, A, de la loi et la description du marché (classification C.P.C.); le cas échéant, indiquer si les offres sont sollicitées en vue d'un achat, d'un crédit-bail, d'une location, d'une location-vente ou d'une combinaison de ceux-ci;

3° le lieu de livraison, d'exécution ou de prestation;

4° pour les fournitures et les travaux :

a) la nature et la quantité des produits à fournir. Indiquer notamment les options concernant des achats complémentaires et, si possible, le calendrier provisoire de levée de ces options. Dans le cas d'une série de marchés renouvelables, indiquer également, si possible, le calendrier provisoire des mises en concurrence ultérieures pour les produits requis ou la nature et l'étendue des prestations, ainsi que les caractéristiques générales de l'ouvrage;

b) les indications relatives à la possibilité pour les fournisseurs de présenter une offre pour des parties et/ou pour l'ensemble des fournitures requises. Si, pour les marchés de travaux, l'ouvrage ou le marché est divisé en plusieurs lots, l'ordre de grandeur des différents lots et la possibilité de remettre offre pour un, pour plusieurs ou pour l'ensemble des lots;

c) pour les marchés de travaux : les indications relatives à l'objectif de l'ouvrage ou du marché lorsque celui-ci comporte également l'établissement de projets;

5° pour les services :

a) la nature et la quantité des services à fournir. Indiquer notamment les options concernant des achats complémentaires et, si possible, le calendrier provisoire de levée de ces options. Dans le cas d'une série de

c) de verwijzing naar de relevante wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen;

d) de vermelding of rechtspersonen de namen en beroepskwalificaties van de personen die met de verlening van de dienst worden belast, dienen op te geven;

e) de vermelding of dienstverleners voor een gedeelte van de betreffende diensten kunnen inschrijven;

6° of vrije varianten al dan niet toegelaten zijn;

7° de afwijking van de aanwending van de Europese specificaties, overeenkomstig artikel 68, § 2;

8° de leverings- of de uitvoeringstermijn, of de duur van de opdracht voor aanneming van diensten en, zo mogelijk de aanvangsdatum;

9° desgevallend, de rechtsvorm die de groep leveranciers, aannemers of dienstverleners, aannemer van de opdracht, moet hebben;

10° a) de uiterste datum voor het indienen van de aanvragen tot deelneming;

b) het adres waar ze moet ingediend worden;

c) de taal of talen waarin ze moet opgesteld worden;

11° de uiterste verzendingsdatum van de uitnodigingen tot indiening van een offerte;

12° desgevallend, de gevraagde borgtocht en waarborgen;

13° de belangrijkste voorschriften van financiering en betaling en/of de verwijzingen naar de teksten die ze regelen;

14° de inlichtingen betreffende de eigen situatie van de leverancier, aannemer of dienstverlener en de minimumvoorwaarden van economische en technische aard waarvan deze moet voldoen;

15° de gunningscriteria van de opdracht wanneer deze niet vermeld zijn in het bestek;

16° de andere inlichtingen;

17° desgevallend, de verwijzing naar de bekendmaking in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen* van de periodieke enuntiatieve aankondiging waarop de opdracht betrekking heeft;

18° de verzendingsdatum van de aankondiging door de aanbestedende overheid;

19° de ontvangstdatum van de aankondiging door het Bureau voor officiële Publicaties van de Europese Gemeenschappen (door dit Bureau te vermelden).

C) Onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking bij de aanvang van de procedure in de zin van artikel 39, § 1, van de wet.

1° de naam, het adres, het telegramadres, het telefoon-, het telex- en faxnummer van de aanbestedende overheid;

2° de aard van de opdracht (leveringen, werken of diensten; zo nodig aanduiden of het gaat om een raamovereenkomst), de categorie van diensten in de zin van de bijlage 2, A, van de wet en de beschrijving van de opdracht (C.P.C. classificatie); desgevallend, vermelden of de offertes betrekking hebben op een aankoop, een leasing, een huur, een huurkoop of op een combinatie hiervan;

3° de plaats van levering, van uitvoering of van dienstverlening;

4° voor leveringen en werken :

a) de aard en de hoeveelheid van de te leveren producten, met inbegrip van eventuele opties voor latere opdrachten en, indien mogelijk, een schatting van de termijnen waarop die opties kunnen worden uitgeoefend. In het geval van een serie periodiek terugkerende opdrachten, eveneens, indien mogelijk, een schatting van de termijnen waarop de vervolgaanbestedingen voor de te leveren producten te verwachten zijn of aard en omvang van de te verrichten werkzaamheden en algemene kenmerken van het werk;

b) de gegevens betreffende de mogelijkheid voor leveranciers om in te schrijven voor gedeelten en/of het gehele pakket van vereiste leveringen. Indien, voor opdrachten voor de uitvoering van werken, het werk of de opdracht in verschillende percelen is verdeeld, orde van grootte van de percelen en mogelijkheid om voor één, meerdere of alle percelen in te schrijven;

c) voor opdrachten voor aanneming van werken : de gegevens betreffende het doel van het werk of de opdracht indien de opdracht ook betrekking heeft op de opstelling van ontwerpen;

5° voor diensten :

a) de aard en de hoeveelheid van de te verlenen diensten, met inbegrip van eventuele opties voor latere opdrachten en, indien mogelijk, een schatting van de termijnen waarop die opties kunnen

marchés renouvelables, indiquer également, si possible, le calendrier provisoire des mises en concurrence ultérieures pour les services requis;

b) indiquer si, en vertu de dispositions législatives, réglementaires et administratives, l'exécution du service est réservée à une profession déterminée;

c) la référence des dispositions législatives, réglementaires ou administratives;

d) indiquer si les personnes morales sont tenues de mentionner les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du service;

e) indiquer si les prestataires peuvent soumissionner pour une partie des services;

6° l'autorisation de présenter ou non des variantes libres;

7° la dérogation à l'utilisation des spécifications européennes, conformément à l'article 68, § 2;

8° le délai de livraison ou d'exécution ou la durée du marché de services et, dans la mesure du possible, la date du début;

9° le cas échéant, la forme juridique que devra revêtir le groupement de fournisseurs, d'entrepreneurs ou de prestataires de services adjudicataire du marché;

10° a) la date limite de réception des demandes de participation;

b) l'adresse à laquelle elles doivent être transmises;

c) la ou les langues dans lesquelles elles doivent être rédigées;

11° le cas échéant, le cautionnement et les garanties demandés;

12° les modalités essentielles de financement et de paiement et/ou les références aux textes qui les réglementent;

13° les renseignements concernant la situation propre du fournisseur, de l'entrepreneur ou du prestataire de services et les conditions minimales de caractère économique et technique à remplir par celui-ci;

14° les critères d'attribution du marché lorsqu'ils ne figurent pas dans le cahier spécial des charges;

15° le cas échéant, les noms et adresses des fournisseurs, des entrepreneurs ou des prestataires de services déjà sélectionnés par le pouvoir adjudicateur;

16° le cas échéant, les dates des publications précédentes au *Journal officiel des Communautés européennes*;

17° les autres renseignements éventuels;

18° le cas échéant, la référence de la publication au *Journal officiel des Communautés européennes* de l'avis périodique indicatif auquel le marché se rapporte;

19° la date d'envoi de l'avis par le pouvoir adjudicateur;

20° la date de réception de l'avis par l'Office des publications officielles des Communautés européennes (à mentionner par ledit Office).

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 25 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
J.-L. DEHAENE

Annexe 4

#### Avis concernant l'existence d'un système de qualification

1° le nom, l'adresse, l'adresse télégraphique, les numéros de téléphone, de télex et de télécopieur du pouvoir adjudicateur;

2° l'objet du système de qualification (description des fournitures, des travaux ou des services ou catégorie de ceux-ci devant être acquis au moyen de ce système);

3° les conditions devant être remplies par les fournisseurs, les entrepreneurs et les prestataires de services en vue de leur qualification conformément au système et méthodes par lesquelles chacune de ces conditions sera vérifiée. Si la description de ces conditions et de ces méthodes de vérification est volumineuse et repose sur des documents auxquels ont accès les fournisseurs, entrepreneurs et prestataires de services intéressés, un résumé des principales conditions et méthodes et une référence à ces documents suffiront;

4° la durée de validité du système de qualification et formalités pour son renouvellement;

worden uitgeoefend. In het geval van een serie periodiek terugkerende opdrachten, eveneens, indien mogelijk een schatting van de termijnen waarop de vervolgaanbestedingen voor de te verlenen diensten te verwachten zijn;

b) de vermelding of de verlening van de dienst ingevolge wettelijke of bestuursrechtelijke voorschriften aan een bepaalde beroepsgroep is voorbehouden;

c) de verwijzing naar de relevante wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen;

d) vermelding of rechtspersonen de namen en beroepskwalificaties van de personen die met de verlening van de dienst worden belast, dienen op te geven;

e) vermelding of dienstverleners voor een gedeelte van de betreffende diensten kunnen inschrijven;

6° of vrije varianten al dan niet toegelaten zijn;

7° de afwijking van de aanwending van de Europese specificaties, overeenkomstig artikel 68, § 2;

8° de leverings- of uitvoeringstermijn, of de duur van de opdracht voor aanneming van diensten en, zo mogelijk, de aanvangsdatum;

9° desgevallend, de rechtsvorm die de groep leveranciers, aannemers of dienstverleners, aannemer van de opdracht, moet hebben;

10° a) de uiterste datum van ontvangst van de aanvragen tot deelneming;

b) het adres waar ze moeten ingediend worden;

c) de taal of talen waarin ze moeten opgesteld worden;

11° desgevallend, de gevraagde borgtocht en waarborgen;

12° de belangrijkste voorschriften van financiering en betaling en/of de verwijzingen naar de teksten die ze regelen;

13° de inlichtingen betreffende de eigen situatie van de leverancier, van de aannemer of van de dienstverlener en de minimumvoorwaarden van economische en technische aard waaraan deze moet voldoen;

14° de gunningscriteria, wanneer ze niet voorkomen in het bestek;

15° desgevallend, de naam en het adres van de leveranciers, van de aannemers of van de dienstverleners die door de aanbestedende overheid reeds geselecteerd werden;

16° desgevallend, de data van de vroegere bekendmakingen in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen*;

17° de andere eventuele inlichtingen;

18° desgevallend, de verwijzing naar de publicatie in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen* van de periodieke enuntiatieve aankondiging waarop de opdracht betrekking heeft;

19° de verzendingsdatum van de aankondiging door de aanbestedende overheid;

20° de ontvangstdatum van de aankondiging door het Bureau voor officiële publicaties van de Europese Gemeenschappen (door dit Bureau te vermelden).

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 25 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
J.-L. DEHAENE

Bijlage 4

#### Aankondiging betreffende het bestaan van een kwalificatiestelsel

1° de naam, het adres, het telegramadres, het telefoon- telex- en faxnummer van de aanbestedende overheid;

2° het doel van het kwalificatiestelsel (beschrijving van de in het kader van het stelsel aan te schaffen leveringen, werken of diensten of categorieën van leveringen, werken of diensten);

3° de voorwaarden waaraan de leveranciers, aannemers en dienstverleners moeten voldoen om in het kader van het stelsel gekwalificeerd te kunnen worden, alsmede de methoden voor het toetsen van elk van die voorwaarden. Indien de beschrijving van die voorwaarden en toetsingsmethoden omvangrijk is en gebaseerd is op documenten die ter beschikking staan van de leveranciers, aannemers en dienstverleners, kan met een samenvatting van de belangrijkste voorwaarden en methoden en met een verwijzing naar de betreffende documenten worden volstaan;

4° indien van toepassing, de duur van het kwalificatiestelsel en formaliteiten voor de verlenging daarvan;

5° la mention du fait que l'avis sert de moyen de mise en concurrence;

6° l'adresse à laquelle des renseignements complémentaires et la documentation concernant le système de qualification peuvent être obtenus (lorsque cette adresse est différente de celle indiquée au 1°);

7° les autres renseignements éventuels.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 25 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
J.-L. DEHAENE

Annexe 5

#### Avis de marché passé

I. Informations à publier au *Journal officiel des Communautés européennes* et au *Bulletin des Adjudications*

1° le nom et l'adresse du pouvoir adjudicateur;

2° la nature du marché (fournitures, travaux ou services; indiquer, le cas échéant, s'il s'agit d'un accord-cadre);

3° au moins un résumé sur la nature des fournitures, des travaux ou des services prestés;

4° a) la forme de la mise en concurrence (avis concernant l'existence d'un système de qualification, avis périodique indicatif, avis de marché);

b) la référence de la publication de l'avis au *Journal officiel des Communautés européennes*;

c) dans le cas de marchés passés par procédure négociée sans publicité préalable lors du lancement de la procédure, l'indication de la disposition concernée de l'article 39, § 2, de la loi;

5° la procédure de passation du marché (procédure ouverte, restreinte ou négociée);

6° het aantal ontvangen offertes;

7° la date de passation du marché;

8° le prix payé pour les achats d'opportunité réalisés en vertu de l'article 39, § 2, 3°, c. de la loi;

9° le nom et l'adresse de l'adjudicataire;

10° l'indication, le cas échéant, que le marché a été ou est susceptible d'être sous-traité;

11° le montant de l'offre retenue ou le montant de l'offre régulière la plus élevée et la plus basse;

12° les informations facultatives :

— la valeur et la part du marché qui a été ou qui est susceptible d'être sous-traitée;

— le ou les critères d'attribution.

II. Informations non destinées à être publiées

13° le nombre de marchés passés (quand un marché a été attribué à plusieurs fournisseurs, entrepreneurs ou prestataires de services);

14° la valeur de chaque marché passé;

15° le pays d'origine du produit ou du service (origine CEE ou origine non communautaire ventilée, dans ce dernier cas, par pays tiers);

16° le recours éventuel aux dérogations prévues à l'article 68, § 2, à l'usage des spécifications européennes et, dans l'affirmative, l'indication de cette dérogation;

17° les critères d'attribution utilisés (offre la plus intéressante ou prix le plus bas);

18° si le marché a été attribué à un soumissionnaire ayant présenté une variante libre;

19° si des offres n'ont pas été retenues au motif qu'elles étaient anormalement basses;

20° la date d'envoi du présent avis par le pouvoir adjudicateur;

21° pour les services figurant à l'annexe 2, B, de la loi, l'accord du pouvoir adjudicateur pour la publication de l'avis.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 25 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi

Le Premier Ministre,  
J.-L. DEHAENE

5° de vermelding van het feit dat de aankondiging dient als oproep tot mededinging;

6° het adres waar nadere inlichtingen en documentatie over het kwalificatiestelsel kunnen worden verkregen (indien dat adres afwijkt van het onder 1° vermelde adres);

7° de andere eventuele inlichtingen.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 25 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
J.-L. DEHAENE

Bijlage 5

#### Aankondiging van gegunde opdracht

I. Inlichtingen te publiceren in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen* en in het *Bulletin der Aanbestedingen*

1° de naam en het adres van de aanbestedende overheid;

2° de aard van de opdracht (leveringen, werken of diensten; desgevallend aanduiden of het gaat om een raamovereenkomst);

3° ten minste een beknopte beschrijving van de aard van de leveringen, van de werken of van de verleende diensten;

4° a) de vorm van de oproep tot mededinging (aankondiging betreffende het bestaan van een kwalificatiestelsel, periodieke enuntiatieve aankondiging, aankondiging van de opdracht);

b) de verwijzing naar de bekendmaking van de aankondiging in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen*;

c) in het geval van opdrachten gegund bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking bij de aanvang van de procedure, de vermelding van de desbetreffende bepaling in artikel 39, § 2, van de wet;

5° de gunningsprocedure van de opdracht (openbare procedure, beperkte procedure of onderhandelingsprocedure);

6° het aantal ontvangen offertes;

7° de gunningsdatum van de opdracht;

8° de prijs betaald voor de opportuniteitsaankopen gedaan overeenkomstig artikel 39, § 2, 3°, c. van de wet;

9° de naam en het adres van de aannemer;

10° desgevallend, de vermelding dat de opdracht vatbaar was of is voor onderaanneming;

11° het bedrag van de weerhouden offerte of het bedrag van de hoogste en van de laagste regelmatige offerte;

12° de facultatieve gegevens :

— de waarde en het gedeelte van de opdracht dat aan onderaannemers is of kan worden uitbesteed;

— gunningscriterium of gunningscriteria van de opdracht.

II. Gegevens die niet bestemd zijn voor publicatie

13° het aantal gegunde opdrachten (wanneer een opdracht gegund werd aan verschillende leveranciers, aannemers of dienstverleners);

14° de waarde van elke gegunde opdracht;

15° het land van herkomst van het product of van de dienst (EEG-herkomst of herkomst van buiten de Gemeenschap, in dit laatste geval uitgesplitst per derde land);

16° de eventuele aanwending van de afwijkingen voorzien in artikel 68, § 2, op het gebruik van Europese specificaties en zo ja, de vermelding van deze afwijking;

17° de gebruikte gunningscriteria (de voordeligste offerte of de laagste prijs);

18° of de opdracht gegund werd aan een inschrijver die een vrije variant heeft voorgesteld;

19° indien offertes niet aangenomen werden omdat ze abnormaal laag waren;

20° de verzendingsdatum van deze aankondiging door de aanbestedende overheid;

21° voor de diensten vermeld in bijlage 2, B, van de wet, het akkoord van de aanbestedende overheid over de publicatie van de aankondiging.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 25 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
J.-L. DEHAENE